DIRECTEUR : Jacques FAUVET FONDATEUR : Hubert BEUVE-MÉRY

MOLENIA CONTRACTOR

correspondant

ins humble possède is la campagne trachini le travail proportions consi-cien évidemment bitiment qui est le licila ne concerne prisidences secon-

ista réparation et otion des pavillons

en de pius en pius en conditions

As resignitudes or a section of the party of the contract of t

mortan des tos so-mi mistre los conserva-ge des contravates is metales et fis-enomènes pructu-rialistique, regros-regrisse, migrations, letne, reputé ou de-prisons — en ont

fists fromomiques extracus plan

felle que Tuccrois-taines, et les téche-tes de la testa de mois et n'est la mais et n'est la mais et n'est la

continue of social

I clauded: repre-

AN AN AN MARKET

LES BREVES

PRESENTATION OF THE PROPERTY O

Harmonia Control of the Control of t

UE DET 144 CHEST ST

e l'example de l'iller anno e l'example de l'iller anno e les de des anno DM et de l'example de con

in the following with the following

in principal desired

Minister des entres la ci-tes de CPDR esta militaria de la co-cia de la companya de militaria de la companya de militaria de la companya de

in tributal car. or

And Market Server

The continue of

HAME OF BEING

President of Aires

THE PERSON A

STATE OF PERSONS

MOR BUT LINE TO

na katanan ang katanan. Pagkaran

AND THE PARTY OF

THE PARTY OF THE PARTY.

PART DATE

the second second

Market Change and

But the Court

TO COME TO CAPELLY AND

HE STATE AND AND

أمؤواة

mines, peut-

ZUR 152 MARCHE

DES CHASSE

tre le travail noir

DIRECTION REDACTION ET ADMINISTRATION ES-VETDAUX ONT ÉTÉ DESSE Adresse télégraphique : JOURMONDE PARIS 5, RUE DES ITALIENS, 75009 PARIS



Nº 1485

Camana, 0,50 \$ can.; Câte-d'Ivoire, 80 tr.; Egypte, 14 p.; Ereca, 20 dr.; Hallande, 1,15 fl.; Indendete, 250 Rp.; Israel, 2,75 Ll.; Liban, 160 p.; Senégal, 85 fr.; Sügapour, 1,50 \$ sing; Turquio, 5,50 LV.; U.S.A., 0,50 E U.S. ABONNEMENT: Six mois Un an F 35 F 60 F 48 Tartis avion page 3.) CHEQUE POSTAL : PARIS Nº 4207-23

Les sociaux-chrétiens renforcent leurs positions <u>Une double évolution avant les débats du Parlement</u>

services. Le CGT arous salaries aquitain properties de 2000 frave de comme dossers avent allocation verment. En 1876, transcribits from the verbaux securicities and frave department of the character of the char avance socialiste en Wallonie, débacle du Rassemblement walitter contre le California des tots so-

Dans les derniers mois pourtant, la tres prudente conduite du cabinet Tindemans face à la crise economique et au chômage (qui touche 10 % de la population active), l'aggravation de la situation des l'inances publiques. l'impasse de la politique regionaliste, pesaient lourdement sur son avenir. Les milieux politiques tenaient pour nécessaire l'appet à une majorité d'union nationale. an sein de laquelle les socialistes retrouveralent seur place.

Le pays, indifférent à la campagne électorale, a confirmé son désir de voir les sociaux-chrétiens poursuivre l'expérience gouvernenentale qu'ils ménent depuis dixneuf ans, dont quatorze sous l'égide d'un représentant flamand. Seule l'Italie connaît en Europe occidentale, une telle permanence. Encore faut-il preciser que les démocrates-chrétiens de la pénimsule out 40 % des élus, alors que les sociaux-chrétiens flamands constituent à peine le quart de FAIR Constituent a per l'électorat beige

Ainsi en est-on venu à lancer le slogan de e l'Etat C.V.P. », du nam du parti social-chrétien fla-mand (Christelijke Volkspartij). Si la distribution des postes de commande au bénéfice de cette formation semblait justifier partiellement cette formule, le scrutin du 17 avril démontre qu'en l'occurrence l'argument polémique et ethnique n'a pas été payant

Les Wallons, en effet, n'ont pas voté contre les Flamands, et. de facon générale, les grandes formations classiques l'emportent sur les partis on groupements stricte-15 11200 1211E ment régionalistes (Rassemble-10.1 The ment wallon on Volksunie). C'est une orientation politique, un choix de société, un programme national, que l'électeur belge a voulu privilégier. Les régionalistes ont rempli un rôle ces dernières années en amenant les sociauxchrétiens ou les socialistes à prende on considération les réalités linguistiques on ethniques dont ils se faissient les défenseurs A présent, c'est dans le cadre national que leurs revendications

sont portées. Le retour des familles traditiontelles et la restauration du prestige dont M. Léo Tindemans avait bénéficié en 1974 signifient la stabilisation sans que les motifs de crise soient pour autant dis-

La question de Bruxeiles risque. en effet, de bloquer l'évolution régionale. Si l'on peut parler. socialiste, d'une Flandre shré-tienne, si les deux grands partis ont derrière eux une longue tradition de collaboration, l'alliance avec le Front des francophones. grand vainqueur dans la capitale. apparaît bles difficile ; ils ne lui pardonnent pas d'avoir recruté à leurs dépens, et de n'être pas et pour cause - on parti e na-

Participer au gouvernement avec le F.D.F. revient pour les Flamands — quelle que soit leur appartenance politique — à re-cornaître que Bruxelles constitue bien la troisième régien de la Selgique. Cela préfigurerait le « fédéralisme à trois », qui rendrait les Flamands à nouveau minoritaires dans le pays, sur l'éventuil politique du moins.

La coalition forte, disposant des deux tiers des voix pécessaires pour faire passer la régionali-sation définitive, devra alors comprendre les libéraus, quitte a laisser le F.D.F. accuser le premier ministre de vouloir e gouverner contre Bruxelles ». Mais est-il possible de railier liberaux et socialistes aux sociaux-chrétiens sur un même programme

(Mardi 19 avril)

dans les Chambres belges

marquées par la progression des sociaux-chrétiens, M. Léo Tinde-mans, premier ministre sortant, a cependant présenté sa démission au roi le lendemain en fin de matinée, comme le veut la tradition. Les négociations pour la formation du nouveau cabinel ont commence immédiatement. M. Pierre Harmel, ancien premier ministre, président du Sénat sortant, serait chargé d'une mission d'information. bien qu'il ne se soit pas représenté aux élections. Il avait annoncé

Vainqueur des élections législatives belges du dimanche 17 avril,

De notre correspondant

qu'il voulait se retirer de la vie politique. M. Tindemans s'est déclaré

Bruxellea. — Dans une très large mesure, les élections légis-latives du dimanche 17 avril auront confirme l'attente du monde politique : il y a effectivement eu progrès du parti socialiste en Wallonie, des sociaux-chrétiens flamands (C.V.P.), en Flandre, et du F.D.F. (Front des francophones). dans la capitale.

prêt à « redevenir premier ministre ».

Cependant, on avait un peu sous-estimé l'avance du C.V.P. en pays flamand, surestimé la progression des socialistes et du F.D.F. Le succès libéral en Wailonie est corrigé par un recul du même parti en Flandre, et le Rassemblement wallon de M. Gendeblen perd la moitié de ses voix et de ses sièges. A la Chambre, il n'y aura pas de modifications fondamentales.

Le C.V.P. gagne environ 4 % des voix et passe de 50 à 54 députés. Son allié, le P.S.C., progressant aussi en Wallonie, les sociaux-chrétiens seront au total 78, au lien de 72, dans la nouvelle Assemblée. Les gains du C.V.P. se font au détriment des libéraux l'immedie et du partie préparellet et des parties préparellet et des libéraux de control et du partie préparellet et des libéraux des libéraux de la partie préparellet et des libéraux des l flamands et du parti nationaliste Volksunie, les uns perdant 2 siè-ges, et l'autre 1. C'était inattendu, mais l'expli-

cation paraît relativement sim-ple : au cours des derniers jours de la campagne, les sociaux-chrétiens de Flandre se sont mon-trés plus extrémistes que la Volkstrés plus extrémistes que la Volksunie, notamment en apportant
leur a p p u! au bourgnestre
flamand d'Overise, qui refusait,
maigré les injonctions du premier ministre et du ministre de
l'intérieur, l'affichage en français
dans sa commune, où vivent cependant 35 % de francophones.
Pour le C.V.P., l'intolérance a
été payante. Il s'en défend aujourd'hui en proclamant que « la
Flandre a volé Tindemans ».

Volksunie, le Rassemblement wal-ion, s'est véritablement effondré

au profit des formations tradi-tionnelles. Le parti de M. Gen-debien perd la moitié de ses voix et, à Liège, trois de ses quatre députés. Son seul élu dans cette ville sera M. Lucien Outers, bourgmestre d'une commune de la capitale, dirigeant du F.D.F., qui capitaie, dirigeant du Far-, qui s'était porte au secours du Ras-semblement wailon en se présen-tant à Liège — un peu comme M. Chirac, éin de la Corrèze, s'était présenté à Paris.

Le Rassemblement wallon, au lendemain des élections communales du 10 octobre 1976, avait pris un « virage à gauche », ce qui avait provoqué le départ de son chef historique, le professeur François Périn, ministre des réformes institutionnelles. Ce dernier avait alors rejoint, avec deux autres membres du gouvernement, M. Goi et M. Knoops, le parti libéral aussitôt rebaptise Parti des réformes et de la liberté wallonnes (P.R.L. W.). Le scrutin du 17 avril a donné raison à M. Périn contre M. Gendebien. M. Périn contre M. Gendebien. Le Rassemblement wallon avait treize sièges à la Chambre en 1974, il n'en retrouve que six. M Outers affirme cependant que le parti a reste une force politique significative v.

Les socialistes wallons passent de vingt-sept à vingt-neuf députés. Mais, dans la province du Luxembourg, où ils avaient constitué un cartel avec le Rassemblement wallon, ils ont perdu la moltié de leur électorat. Au total, pour l'ensemble du pays, le parti socialiste ne gagne qu'un siège, passant de cinquante-neuf à soixante.

A Bruxelles, le vainqueur du scrutin est le Front francophone : le nombre de ses voix s'est accru de 3 %, mais il ne gagne qu'un siège, passant de neuf a dix.

(Live in suite page 6.)

M. Georges Marchais ne s'oppose plus catégoriquement

- au projet d'élection de l'Assemblée européenne
- M. Chinaud (R.I.) préconise l'abandon du scrutin majoritaire et l'adoption de la représentation proportionnelle

conférence de presse du 6 jan-vier M. Marchais avait pro-

A la veille du débat que l'Assemblée nationale a consacré, mardi après-midi 19 avril, à la crise de la sidérurgie lorraine et à huit jours de la déclaration que M. Barre fera au Palais-Bourbon, le 26 avril, pour y présenter son « plan de douze mois », la situation politique française évolue d'une double manière. Il ressort des déclarations faites dimanche

soir 17 avril par M. Georges Marchais, devant le - Club de la presse - d'Europe I, que le parti communiste français n'oppose plus désormals un refus catégorique au projet d'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel

Au cours de son allocution télé-visée de mardi dernier 12 avril, visee de marci dermer 12 avril.
M. Valéry Giscard d'Estaing avait
évoqué avec confiance et sérénité
le problème de l'élection de l'As-semblée européenne au suffrage
universel direct : « Je ne cross
pas, avait-il dit, qu'il y ani à ce
sujet une très grande difficulté. sujet une tres grande atfricute.
Le gouvernement accompagnera
la proposition de ratification
d'une disposition qui soulignera
le fatt qu'il n'est pus possible
pour l'Assemblée d'élargir ses
compétences sans recourir à la
procédure de modification constitutionnelle française. Dans ces conditions, je peuse que le texte devrait être accepte à une large

One telle éventualité ne peut plus être exclue compte tenu de la position que M. Georges Marchais a prise le 18 avril et d'où il ressort clairement que le particommuniste poursuit dans le domaine européen comme dans heaucoup d'autres une « mise à jour » qui, en l'espèce, est fort spectaculaire.

Le 31 décembre 1976, M. Jean Kanapa, responsable de la politique extérieure au sein du bureau politique du P.C. avait confirmé avec la plus grande rigueur le point de vue du parti communiste, qui avait, maintes fois, qualifié le projet de « crime contre la France et contre son peuple ». s Le P.C.F., avait-il affirmé, continueru de se pronnoncer résolument contre le procer résolument contre le 1970noncer resolument contre te pro-let giscardien dans le pays et au il ne claque pas pour autant la Parlement. » Au cours de sa porte, blen au contraire, puis-

iundi 18 avril par M. Jean-Philippe Lecat, porte-parole de la présidence de la République, qu'il s'agit-là d'une « évolution intéressante ». De son côté, M. Roger Chinaud, président du groupe des républicains indépendants de l'Assemblée nationale, relance la question du changement du système électoral et s'apprête à déposer une proposition de loi tendant à substituer la représentation proportionnelle au scrutin majoritaire en vigueur depuis la mise en place des institutions de la V' République.

direct et se borne à réclamer des garanties.

L'Elysée a estimé, dans une déclaration faite

clame : a Sur cette question, nous ne cederons ramais, nous ne transigerons jamais. » Le moment semble venu de tenir un autre langage. Le secre-taire général du parti commu-niste souligne que « le système électoral n'est pas un problème » pour sa formation et que la seule question à trancher est celle « des pouvoirs et des droits » de l'Assemblée européenne, mais il ne s'en tient pas là. Se référant à diverses suggestions faites ici et là notamment par Maurice et là, notamment par Maurice Duverger dans les colonnes du Monds daté du 15 avril deroier. Il admet qu'il y aurait a une discussion possible : au cas où le projet de loi de ratification e contraindrait les représentants du peuple français à l'Assemblée nationale à exercer leur mandat dans le cadre des truités communautaires existants ».

M. Marchais reproche à M. Giscard d'Estaing d'avoir passé sous silence le 12 avril la phrase de la déclaration des Neuf de décembre 1974 où il était dit que « les compétances de l'Assemblée seront élargies, notamment par l'octroi de certains pouvoirs dans le processus législatif des communautés » et il ne se prive pas de rappeler les récents propos de M. Willy Brandt selon lesquels « le futur Parlement euronéen doit M. Marchais reproche & M. Gisfutur Parlement auropéen doit

qu'il propose une transaction : « Si, éventuellement, dans la loi a Si, éventuellement, dans la loi électorale, il y avait un engagement solennel et contragnant pour les élus, alors nous pourrons examiner la situation. A condition, je le répète, que cela figure dans la loi electorale et que ce soit rédigé d'une manière contraignante pour les élus, c'est-à-dire qu'ils ne puissent en aucune façon mettre en cause l'indépendance et la souveraineté nationales. Autrement dit encore qu'en uu-cune façon les prérogatives de cune laçon les prérogatives de l'Assemblée nationale française disons notre Constitution — puissent être mises en cause. »

Cette évolution remarquable dans laquelle la Lettre de la Nation (R.P.R.) du lundi 18 avril ne veut voir qu'une « voite-face » et qu'elle explique par « des et qu'eue expique par « des raisons de pure tactique » autorise à penser que le P.C.F. juge moins impossible aujourd'hui qu'hier la démocratisation des mécanismes de la Communauté européenne et qu'il est prêt à en jouer le jeu.

Sa nouvelle attitude le rappro-che, certes, du R.P.R. — et M. Guéna ne manque pas de souligner, sans déplaisir, cette « rencontre » — mais elle a aussi pour effet d'allèger le contentieux pour effet d'allèger le contentieux entre le P.C.F. et le P.S. engagés dans un processus d'actualisation du programme de gouvernement de la gauche, où l'Europe créait difficulté.

Portugal se penche sur sa révolution A LA VEILLE DU « SOMMET » DE DAKAR

du 25 avril 1974, qui a permis d'instaurer un régime démocratique au Portugal, sera célébre en ordre dispersé. Un défilé militaire est prèvu. ainsi qu'une séance solennelle à l'Assemblée de la République. Mais le parti socialiste compte organiser de son côté un grand meeting à Lis-bonne, et les partisans du commandant Otelo

de son voyage aux Etats-Unis, devait être reçu par le président Carter. La question du projet d'aide financière d'un milliard et demi de dollars au Portugal par un consortium des pays industrialisés aura été au centre des entretiens de M. Soares avec les dirigeants américains.

Le conflit du Zaire et les nouveaux clivages en Afrique

M. Giscard d'Estaing a quitté Paris le 19 avril à destination de Dakar, où il participe à la quatrième conférence franco-africaine. Outre les problèmes économiques, les participants ne manqueront pas d'examiner les répercussions du conflit zairois. L'initiative française au Zaire — approuvée de façon très nuancée, à Londres, par les ministres des affaires étrangères de la C.E.E. - devrait contribuer à restaurer, dans les relations entre Paris et les Etats efricains « modérès », représentés à ce « sommet », une confiance ébraniée

Alors que le contingent marocain au Shaba ne semble pas avoir été encora engagé dans des opérations. l'attitude de Rabat et de Paris divise le continent noir selon des lignes de clivage qui, comme l'explique J.-C. Pomonti, ne correspondent plus aux seules oppositions

De notre correspondant en Afrique orientale JEAN-CLAUDE POMONTI

M. Julius Nyerere, soit demeuré volontairement sur la réserve? Habitué à trancher dans le vil au nom d'un panafricanisme respecté. le

à se prononcer contre le geste de

Paris, lalasant le soin au Sunday News de Dar-es-Salsam de dénoncer l' - Ingérence - de la France dans les - affaires intérieures - du Zaīre. Quant à Sir Sewoosagur Ramgoolam, premier ministre mauricien et président en exercica de l'O.U.A., il

a exprimé. Je 29 mars, sa - solida-Monde du 31 mars).

Il est remarquable que le premier commentaire du secrétariat de l'O.U.A. ne soit intervenu que le 16 avril, solt cinq semaines après les premiers combats, et aous la forme d'un avertissement aur le « grave danger - d'internationalisation du conflit. (Le Monde daté 17-18 avril.) L'aide franco-marocaine au régime contesté du président Mobutu serait elle si difficile à ranger dans le plus

Nairobi. -- Que s'est-fi passé au accueillant des tiroirs de l'Organisa-Zetre pour que l'homme d'Etat le tion panafricaine, celui des « agres-moins discuté d'Afrique noire, sions néo-colonialistes et impéria-Ou s'agiralt-it d'autra chose ?

> Au début de l'affaire du Shaba, on s'en était tenu à des clivages tradi-

Coux gul voutalent y voir une insurrection avaient leurs arguments : les succès rapides d'une petite troupe blen aguerrie et appalation locale contre l'armée vite démoralisés d'un régime qu'on disalt à bout de souffie. Les partisans de l'invasion falsaient valoir que l'action des « Katangais », si bien équipés et entraînés, n'était pas la simple résurgence de celle de leurs aînes, il y a douze ans. De toute tacon. Il teur avait bien fallu commencer par tranchir une trontière et le faire sens doute - avec la bénédiction des autorités du pays où ils vivaient -, selon l'expression employée encore le 16 avril par le ministre sénégalais des affaires étrangères.

(Lire la suite page 5.)

songent à se réunir. On pa le aussi de mani-Le troisième agniversaire de la révolution

de Carvalho, ancien commandant du Copcon.

festations des nostalgiques du passé. M. Mario Soares, premier ministre, au cours

I. — Aprés les capitaines, les colonels...

Lisbonne. - « C'est vraz, j'at De notre envoyé spécial MARCEL NIEDERGANG

été ingènu. Fai cru qu'il était possible d'introduire une structure démocratique dans les forces armées du Portugal Quelle erreur ! Une armée est d'abord une institution. Et la nôtre a été marquée par cinquante ans de jascisme et d'anticommunisme officiel. • Convergence qui en dit long sur l'évolution des esprits trois ans après la révolution du 25 avril : le général Vasco Gonçalves, premier ministre de juiilet 1974 à la fin août 1975, soutenu par le parti communiste, parle aujourd'hui comme le commandant Melo Antunes, comarade » de combat de Vasco dans le mouvement des « capitaines », puis allié du parti socialiste et qui revendique maintenant « la responsabilité directe de la chute du gonçalvisme » et la « prépa-ration du 25 novembre 1975 ». Le « vaincu » et le « vainqueur » du dramatique été 1975 reconnaissent aujourd'hui - mals c'est bien aussi l'avis des officiers démocrates plus a modéres s comme le général Eanes, chef de nalistes qui poussent aujourd'hui de toutes leurs forces vers une tère « européen ». a normalisation . intégrale qu'il q'est pas possible de démo-

« parti politique » sans introduire

«Aven» non concerté, qui donne peut-être l'une des « clés » permettant de mieux comprendre l'évolution politico-militaire du Portugal au cours des trois dernières années L'armée, seule, a abattu une dictature vermoulue qui était à la merci d'une simple bourrade L'avant-garde militaire, seule, a déclenché un processus incontrôlable dont les conséquences prévisibles ont effrayé les plus raisonnables. Au bout du chemin. ii y avait une armée « révolutionnaire et populaire » on le retour à l'armée de métier.

Seuls une poignée d'officiers soutenus par quelques groupuscules ultragauchistes ont voulu tenter de bâtir un e pouvou populaire » appuyé sur des « commis-sions de soldats et de marins ». L'immense majorité des Portugals n'était manifestement pas disposée à accepter cette experience de « laboratoire » dans un pays dont la vocation « universelle » et l'Etat, ou des militaires traditio- les liens privilégies avec l'Afrique n'affaiblissent pas le carac-

Le parti communiste, jouant délibérément la carte des officratiser une armée de l'intérieur, clers e progressistes » pour mieux de la transformer de tacto en s'infiltrer dans l'appareil d'Etat et renforcer son pouvoir, a luides « germes » qui la désagrégent, même constamment défendu le détruisent les « règles » qui font principe d'une armée « classique », sa force : les traditions, la disci- recommandant simplement l' e mpline, le respect de la hiérarchie. tégration » des soldats, des sous-

officiers et des officiers « démocratiques ». Seul, aujourd'hui, Otelo de Carvalho, qui a fait un beau score au scrutin présidentiel de 1976, mais qui est isolè et menacè de sanctions disciplinaires, continue de rêver au a rôle nossible des masses ». L'ancien commandant du Copcon est-il, comme le disent en riant les Portugais, une figure a actuelle » du a sebastianisme > (1)?

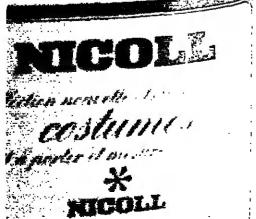
Le « camarade Vasco » en est-il une autre? L'ex-premier ministre est certainement lui sussi resté populaire dans de larges secteurs du monde ouvrier. La dignité, la réserve qu'il a manil'estées depuis son éviction du nouvoir lui valent le respect de ux qui l'ont abattu. Il est sans ambition personnelle. Place d'office dans le cadre de réserve en février 1978, il médite dans son modeste appartement de Lis-bonne, où les α souvenirs » de ses années de service en Inde sont à la place d'honneur.

L'épreuve a durement marqué le visage buriné, anguleux, sons le front hant. Mais la passion de comprendre, de convaincre, est intacte dans le regard insistant.

(Lire la suite page 4.)

(1) Le roi Sebastien, écrasé à la nataille d'Alcacer-Quibir (1578), au Maroc, a disparu. Ce désastre à permis la domination espagnole sur le Portugal pendant solzante ans at is fortugal pendant solvante ann st.

n donné naissance au « sebastianisme»: un « rêve» impossible mais
tenses. Le roi n'est pas mort rt.
caché, il reviendra un jour, pour
c sauver» le Portugal.



LA RÉVOLUTION CHINOISE EN SUSPENS

III. — Les dures réalités

Face aux conflits de ten-lances parmi les dirigeants chinois, Mac Tse-toung avait dené une politique de ascule (notre précédent dances parmi les dirigeants chinois, Mao Tse-toung avait mené une politique de bascule (notre précédent numéro. Aujourd'hui, le désarrol qui règne parmi les jeunes devant les changements d'orientation en cours est aggravé par les difficultés économiques.

Pékin. — Sur la place Tien-An-Men, le chantier du futur mau-solée de Mao Tse-toung bour-donne d'activité. La nuit, à la ne cesse pas dans les échafauda-ges qui atteignent les dimensions d'un immeuble de sir étages. Des bâtiments voisins ont été démoils pour faire place à un espace vert qui antigraps le a paleis comméqui entourers le « palais commé-moratif ». De gros camions par-courent Péten pour transporter vers la banliene les dizaines de milliers de mêtres cubes de terre évacués des futurs sous-sols.

Le contraste est frappant, sinon choquant, avec le spectacle offert à queiques centaines de mètres par les milliers de Pékinols qui e long des rues, continuent de bricoler ou de renforcer les abris où ils se réfugieront en cas de nouveaux tremblements de terre. nouveaux tremblements de terre.
Là, la terre se remue à la pelle et à la truelle. Les plus heureux se sont procuré, Dieu sait où, quelques briques qui, convenablement maçonnées, endigueront l'eau lors des grandes pluies de l'été. Mais, le plus souvent, l'abri se limite à un trou de quelques mètres carrès, que colffe une mètres carrès, que colfie une faim comme avant la libération, les raque en branchage et en lis se nourrissalent encore assez paille, tapissée d'un torchis de mal, et n'étalent dans l'ensemble boue séchée. Comment ne pas pas très bien vêtus (2).

peuple ? Non plus, car ce culte est populaire, et l'idée de rapprocher la construction du mausolée de Tisn-An-Men et celle des abris parafirait presque irrévérencieusa. Simplement, ce qui serait impensable en Occident, est naturel en Chine. Chacun compte sur ses propres forces, même lorsque celles-ci paraissent dé risolres, l'Etat veillant seulement — mais avec une remarquable efficacité — à ce que les conditions minimales de survie soient assurées. L'été dernier déjà, lorsqu'après la première secousse du 28 juillet toute une population se retrouva dans la rue sous un bric-à-brac de la construction du mausolée de la rue sous un bric-à-brac de toiles plus ou moins imperméables et ouvertes à tous les vents, cha-cun reçui une dose de médica-ments préventifs, destinés à écar-ter bronchites, infections et troubles gastriques divers.

Le vrai contraste, au fond, est là : entre la santé évidente d'une population de plus de huit cents millions d'habitants, et l'extrême frugalité où elle vit dans son écrasante majorité. Se conformant au style modeste de la Béaublique écrasante majorité. Se conformant au style modeste de la République populaire, les dirigeants n'en font aucun mystère. Le vice-premier ministre, M. Li Esien-nien, admet voiontiers que de nombreux trans-ports sont encore assurés par des charrettes — souvent des char-rettes à bras — et il ne répugnali-pas à dire récemment devant un pas à dire récemment devant un visiteur français (1) que si les Chinois ne mouralent plus de falm comme avant la libération, ils se nourrissalent encore assez

plus préoccupantes qu'elles se répercutent nécessairement dans d'autres domaines, le manque

d'acter affectant par exemple la construction des machines-outils

et la mécanisation agricole, tan-dis que la crise des transports entraîne des retards de plusieurs

mois dans les livraisons d'équi-pements d'une province à l'autre.

A ces difficultés matérielles s'en ajoutent d'autres, de nature poli-tique et humaine. La nouvelle direction chinoise hérite d'un

direction chinoise hérite d'un corps social qui, s'il. a admis sans difficulté, et sans doute avec satisfaction dans sa majorité, l'élimination des 1déologue, a absolutistes », n'en a pas moins acquis pendant ja révolution culturelle, et depuis, l'habitude d'un langage, d'un mode de pensée, de comportements, qui ne peuvent changer du jour au

ne peuvent changer du jour au lendemain. Pour prendre un exemple concret, comment con-

vaincre les ouvriers que les règle-ments leur interdisant de

s'éloigner de leurs machines, hier dénoncés comme « oppres-sis », relèvent en fait d'une organisation « rationnelle » du travail à l'usine? Et, l'héritage de la révolution culturelle n'est

pas seul en cause, les maux dont soulire la campagne semblent

sourre la campagne semblent relever d'un courant proprement « droitter » : dispersion de la main-d'œuvre, qui trouve meilleur profit à s'engager en dehors des activités agricoles collectives, extension des lopins privés, multiplication des petits métiers, eux aussi privés, experit profit d'un construir des petits métiers, eux aussi privés, extension des petits métiers, eux aussi privés, extension des petits métiers, eux aussi privés d'un construir des petits métiers.

sussi privés, sans parier d'un marché « parallèle » qui peut atteindre une importance non négligeable. Or, les dirigeants chinois sont les mieux placés pour connaître les dangers d'une

mise au pas autoritaire des cam-pagnes. Les rappels fréquents des checs de la collectivisation ru-rale en UR.S.S. suffirmient à

1976 : une année « extraordinaire »

La Chine quotidienne n'est pas — ou plutôt pas seulement — celle des satellites artificiels et des essais nucléaires. La dure réalité que l'on connaît bien à Pékin est celle d'un pays sous-développé, où la croissance de l'économie nationale et l'amélioration du niveau de vie se heur-tent à de constants obstacles. passagers ou de structure.

L'année 1976 a été épouvan-table. « Extraordinairs », a dit M. Hua Kuo-feng en énumérant les deulis, les cataclysmes natu-rels, les bouleversements poli-tiques qui l'ont jalonnée. Mais sait-on qu'à Tangshan, dans les premiers mois de 1977, la force des « répliques » au sèlsme de l'été interdisait encore d'entre-prendre un véritable travail de réconstruction ? La sécheresse est décrite comme « la pire depuis la fondation de la Chine nou-pella », et les récoltes de céréales vella », et les récoltes de céréales sont en danger dans les provinces qui constituent le traditionnel grenier à blé du pays. Plus au sud, un froid tardif et exceptionnel a affecté les rizières. Si 1978 a été une mauvaise année, 1977 sera surement une année agricole difficile. En témoignent délà les aubats importants de agricole difficile. En temoignement de déjà les achats importants de céréales à l'étranger, et les difficultés qu'on éprouve à se procurer certains produits — viande notamment — sur le marché

L'industrie, pour sa part, est touchée par un ralentissement sensible de la croissance. Les chiffres officiels sont rares, mais on parlait d'un taux de 7 % pour les six premiers mois de 1976 (c'est-à-dire avant le séisme qui (c'est-à-dire avant le séisme qui a dévasté les mines et les usines sidérurgiques de Tangshan-Feng-shan) au lien de 10 % en 1975. Les difficultés les plus graves se situent apparenment dans les secteurs clès de l'acter et des transports. Elles sont d'autant

Vétérans et jeunes cadres

fi faut travailler avec les hom-mes que l'on a. Et la question des cadres se pose, tant au niveau local que central M. Hua Kuo-feng, de ce point de vue, fait face à une double contradiction. Son désir de « mobiliser tous les fac-teurs positifs » le conduit à éviter. pour le moment au moins, de trop grands bouleversements de per-sonnel. Une épuration à grande sonnel. Une epiration à grande échelle irait d'allieurs à l'encontre de ses objectifs « d'unité et de stabilité ». Aussi blen, sauf de rares exceptions (Changhat, Yunnan) s'est-il limité à « boucher les trous ». Ce qui vent dire, propriétique que le pouveeu présien pratique, que le nouveau prési-dent du parti « hérite » de deux catégories de cadres, les uns et les autres asses mai préparés aux tâches qui les attendent :

- D'une part, les vétérans hommes dans la solvantaine et au-delà, qui ont souvent souffert de la révolution culturelle et voient la revolution continente et voient avec une évidente satisfaction le régime revenir à une conception plus modérée de la révolution. Ce sont fréquemment des administrateurs capables, respectés. Mais les souvenirs qu'ils conservent du passé, des années de la guerre civile et de la misère sans fond où vivait le peuple chinois, les conduisent à une attitude d'esprit assez repandue chez leurs compa-mique, que l'application de triotes de la même génération : « normes » dans l'industrie ne

la situation est tellement meilleure qu'elle n'était il y a moins de trente ans que « ce n'est déj' pas si mal »; sans doute faut-il encore l'améliorer, mals est-il vraiment necessaire de tant se presser, de fournir tant d'efforts ? Le feu après tout, n'est pas à la maison ! Ajoutons que cette inclination à mesurer ses efforts s'allie tout naturellement avec une tendance à l'inertie correspondant a l'âge des intéres-

- D'autre part, de · jeunes cadres » - ou relativement jeunes cadres » — ou relativement jeunes — qui, pour la plupart, ont accédé à des postes de responsabilité à la faveur du grand brassage de la révolution culturelle et qui, sans être forcément des partisans de la « bande des quatre », ont été pétris pendant dix ans d'une propagande — sinon d'une idéologie — aujourd'hui condamnée Leur mode de pensée s'est formé gie — aujourd'hui condamnée.
Leur mode de pensée s'est lormé
sous l'égide de dirigeants maintenant déchus, et le mouvement
d'étude « à l'envers » qu'on leur
impose aujourd'hui a de quoi leur
otter quelque assurance : apprendre que la bourgeoisie n'existe pas
« en tant que classe » au sein du
parti, que l'édiferation du sociaparti, que l'édification du socialisme exige celle — préalable d'une e base matérielle a écono-

relève pas d'une e tendance capitaliste > mais d'une gestion < rationnelle > des entreprises etc.; autant de notions sur lesquelles il leur faut opérer un virage à 180 degrés. Les problèmes de vocabulaire qui apparaissent dans la presse — et les traductions officielles en langues étrangères — témoignent à leur manière que l'opération ne va pas sans quelous difficultés. ques difficultés.

L'insistance du pouvoir à exècu-ter une « rectification » dans l'en-semble du personnel d'encadre-ment montre asser que ces diverses difficultés se posent du haut en bas de l'appareil du parti et de l'Etat. Fin févrler, le premier secrétaire du comité provincial du parti au Klangsi se plaig nait ouvertement que « le moral des masses demeure bas », qu'il existe encore e des gens qui prennent le même chemin que la «bande des quaire» et qu'« une lutte aigus et complexe se poursuive dans cer-

De notre correspondant ALAIN JACOB

masse ».

Jusqu'où vont les clivages ? Evidents en province — où les mee-tings de « lutte » témolgnent d'un durcissement depuis le printemps,
— ils atteignent très vraisembla-blement le comité central du parti. hlement le comité central du parti.
Cet organisme, qui comptait trois
cent dix-neuf membres et suppléants à l'issue du X' congrés,
r e f l'èt e inévitablement l'atmosphère politique qui prévalait à la
fin de 1973, époque où M. Wang
Hong-wen faisait figure de troisième personnage du régime — à
trente - huit ans. Sans doute 1:2
esprita ont-lis eu le temps d'évoluér. Pas tous cependant, ou pas iver. Pas tous cependant, ou pas assez pour ne pas prêter aujour-d'hui à critique. Sans parler des « quatre » eux-mêmes ou de leurs principaux « agents » identifiés, on principaux a agents a identifies, on apprend à l'occasion que de hauts personnages sont localement mis en cause. Ainsi, à Wuhan (Hupeh), deux membres du comité central, MM Haia Pang-yin et Tong Minghui, sont-ils vivement critiques par voie d'affiches — en même temps qu'une bonne moitié de leurs collègues du comité révolutionnaire provincial.

Personne, jusqu'à présent, ne s'est aventuré à donner une analyse un peu sérieuse du phénomène aujourd'hui dénommé e bande des quatre 2. On recon-naîtra à M. Yao Wen-yuan le mérite d'avoir tenté, tardivement. mente d'avoir tente, tardivement, d'expliquer ce que pouvait être « la base sociale de la clique antiparti de Lin Piso » (3). Ce travail reste à faire en ce qui concerne Mme Chiang Ching et le « groupe de Changhai ». La campagne actuelle, qui tend à faire supporter la contraint de la c ter à quatre individus mai inten-tionnés la responsabilité d'une crise politique et économique ma-jeure, n'a évidemment rien à voir svec une analyse marxiste. Les interlocuteurs chinois, à qui on le fait remarquer, admettent que le fait remarquer, admettent que les « quatre » représentaient sans doute « une tendance », mais ne montrent aucun désir de s'étendre sur le sujet. Et il n'est pas sûr, en fin de compte, que, l'affaire étant réglée au sommet, les dirigeants de Pékin aient eux-mêmes une idée très nette du genre de soutien dont leurs adversaires pouvaient bénéficier dans le pays.

On conçoit que, dans ces conditions, M. Hua Kuo-feng ne soit pas presse de convoquer le parlement du parti. L'unité, qu'il donne comme mot d'ordre au pays, reste largement à faire. Elle passe par une remise en ordre des administrations comme du parti, qui constitue à l'heure actuelle l'objectif prioritaire de la nouvelle direction chinoise.

(Jeudi 7 avril.)

(1) M. André Colin. président de la commission des affaires étrangères et de la défense nationale du Sénat. (2) Il semble que M. Li Eslen-nisn ait surtout pensé au monde rural, les rues de Fékin. Changhai. Canton offrant le speracie de gens habiliès, sinon avec une grande diversité, du moins proprement et chaudement.

(3) Le Drapeau rouge, mars 1975.

Le Monde dossiers et documents NUMERO D'AVRIL

L'INFORMATIQUE

LES FONCTIONNAIRES

Le numéro : 2.50 F

IV. — L'ordre et la production

Pékin. — L'objectif que s'est donné la nouvelle direction chi-noise a été présente dès le 24 oc-tobre 1976 dans le premier éditorial conjoint des journaux de Pékin postérieur à la nomination Pekin posterieur à la nomination de M. Hua Kuo-leng : « Créer une atmosphère politique où règnent à la jois le centralisme et la démocratie, la discipline et la liberté, l'unité de volonté et, pour chacun, un état d'esprit juit de satisjaction et d'entrain. « Il s'agit d'une citation de Mao Tsetours datant de 1957 mais que toung datant de 1957, mals que l'on n'avait pas revue depuis plu-sieurs années.

Ce n'est sans doute pas un ha-sard si cette même citation avait été utilisée en 1972 — l'année où commença à se nouer le conflit qui aliait aboutir, en 1976, à l'élimination du «groupe de Char-ghal» — dans l'éditorial de la fête nationale, le l' octobre. Mais elle était alors plus complète, et se poursuivait ainsi : « _ et cela

taines unités ». Ailleurs, on déplore une tendance à juger qu'on a l'édification socialistes, de sur-« assez critiquée » et à retrouver montér plus facilement les diffi-le confort d'une tranquille routine, cuités, de mener à un rythme relativement rapide l'édification reactionment rapide treationation d'une industrie et d'une agriculture modernes dans notre pays, et de rendre notre parti et notre fait plus solides et mieux aptes à traverser des situations dangereuses. Le thème général, c'est a une contrate des contrates. la juste solution des contradic-lions au sein du peuple. La mé-thode à adopter à cal effet, c'est la recherche de la vérité dans l'examen des faits et la ligne de

> De lutte de classes, il n'est guère question, mais on voit que ce taxte préfigure le programme de développement économique et de modernisation présenté en en janvier 1975 par Chou En-lai devant l'Assemblée nationale populaire. Tout aussi significative est l'image proposée d'un pays gouverné par un État fort, mais où règne l'harmonie et d'où ont disparu les contradictions antagonistes du genre de celles qui se manifestèrent à l'occasion de se manitacerent a l'occasion de la révolution culturelle. Tout in-dique que, dans l'esprit de M. Hus Kuo-feng comme dans celui de M. Teng Eslao-ping, cette image est présentée comme un idéal à

La route sera longue pour par-venir à cette situation idéale, mais les premiers pas accomplis ces derniers mois laissent peu de doute sur la détermination des dirigeants.

≪ Gouverner >

D'abord, par une nouvelle défi-nition de l'autorité : au mois d'août 1976, le journal Clarle rap-pelait que a le pouvoir de l'Etat est un instrument de la tutte de classes ». La nouvelle direction se réfère à Engels qui, en 1873, critiquait les anarchistes en leur demandant si l'organisation était possible sans autorité. La notion qui émerge est celle d'un Etat — pratiquement identifié au parti organisateur » du socialisme comme de la révolution. Ce n'est pas (encore) comme en U.R.S.s. a l'Etat du peuple tout entier », puisque, théoriquement au moins, il subsiste encore en Chine des e ennemis de classe ». Mais ce n'en est pas moins un Etat avec n'en est pàs moins un Etat avec lequel le prolétariat ne saurait avoir de relations conflictuelles, puisqu'il est, par définition, un « Etat prolétarien ». Ce qui exclut — et cela est dit en toutes lettres — qu'on puisse dénoncer l'apparition en son sein — ou au sein du parti — d'une « classe bourgeoise ». Tout au plus des « représentants de la bourgeoise », qui peuvent éventuelgeoise », qui peuvent éventuel-lement être critiqués en tant qu'individus, mais qui ne sau-raient altèrer la nature prolétarienne des institutions Si la lutte de classes se prolonge en période socialiste, elle ne peut donc, logi-quement, affecter l'autorité de l'Etat.

La première fonction de cette autorité consiste à assurer et à autorité consiste à assurer et à maintenir avec toute la vigueur nécessaire l'ordre public. C'est pour M. Hua Kuo-feng une précocupation d'autant plus prioritaire que le pays vient de traverser une période troublée, au cours de laquelle la délinquance s'est dèveloppée d'une manière inconnue depuis la fondation du régime.

Mais au moins autant que de réprimer le désordre et la crimi-nalité, la direction chinoise se préoccupe d'en prévenir les mani-festations ou les simples vellètiés. Le grand mot d'ordre est « gou-verner » — à partir d'un mot chinois qui évoque au moins autant l'idée de « dompter », de « guérir » ou de « maîtriser ». L'idée générale ne fait, en tout cas, aucun doute, et elle se concrétise dans une série de mesures qui font autent present de mesures qui font autant penser à une mise au pas qu'à une mise en ordre. Lè où les conditions l'exigent, c'est l'armée qui prend direc-tement les choses en main —

comme au bureau des chemins de fer de Chengchow, nœud ferro-viaire dont le mauvais fonctionnement se repercutait très loin à travers le réseau national.

La jeunesse, dont on entend volontiers dire aujourd'hui qu'elle a pris de blen mauvaises habi-tudes depuis la révolution culturelle, retient particulièrement l'attention du pouvoir. Le renforce-ment de la discipline dans les écoles, le rétablissement des exa-mens relèvent d'une volonté non seulement d'améliorer la qualité des études, mais aussi de ramener tous ces jeunes gens à une saine conception de l'autorité. Tant et si blen que l'on peut voir depuis peu de temps, sous les murs de l'ancienne Cité interdite, des escouades d'élèves des écoles secondaires apprenant à se mettre à l'alignement et à marcher au pas La nouvelle campagne lancée dans l'armée pour « l'étude de Les Feng » — soldat modèle à tous égards — vise à réhabiliter diverses vertus — obèlssance, bonne verses vertus — busisance, bunne benue, dévouement — que l'on avait, paraît-îl, eu tendance à perdre de vue dans les rangs de l'A.P.L. elle-même.

Ce souci de l'ordre peut aller très loin dans le détail. A Pékin, de peultez affiches rappellent aux habitants des ruelles qu'ils ne dolvent pas déposer leurs ordures n'importe quand et n'importe où. A Wuhan, où la situation a été particulièrement troublée, d'autres affiches signées du comité révo-utionne signées du comité révolutionnaire de la ville invitent à une « réorganisation de la vie quotidienne » : les conducteurs d'autobus sont priés de s'arrêter aux stations, et les voyageurs d'y faire la queue Mals il est aussi rappèle qu'il ne faut pas pratiquer les e petits travaux » ni le com-merce à titre privé.

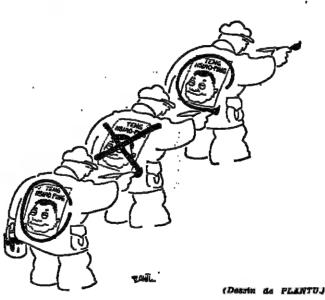
La seule préoccupation du ré-La seule préoccupation du ré-gime comparable à ce sonci d'ordre et de discipline est celle de produire. Elle s'est exprimée avec vigueur iors de la conférence nationale sur l'agriculture orga-nisée en décembre sur le thème e prendre modèle sur la brupate de Tatchai », et elle a marqué toute la préparation de la confé-rence du moia d'avril sur l'indus-

exirêmement étroite. Elle contraint le gouvernement à un e pilotage » méticuleux de l'éco-nomie, qui lui-même implique une autorité rigoureuse. La nécessité rejoint ici les inclinations natu-relles de l'équips dirigeante.

Mise en ordre donc, ou mise su pas? Il est encore tôt pour en juger, compte tenu des chocs successifs que vient de subir le pays. Les conceptions profondes, à long terme, du pouvoir ne sa long terme, du pouvoir ne sa conception de la messa conception d a tong terme, ou pouvoir ne sa préciseront qu'au fur et à mesure que l'ordre, justement, se réta-blira, et en particulier dans la manière dont il va organiser le parti. M. Hua Kuo-feng luimème a annonce qu'un « mou-vement de consolidation et de rectification » du carti serait lance e ou moment opportun a dans le courant de l'année 1977. Une telle formula laisse prévoir au minimum un contrôle des effectifs, mais elle peut aussi annoncer une réorganisation beaucoup plus fondamentale.

Est-li concevable que son onzième congrès, le jour où il su réunira, soit pour le P.C. chinois ce que fut le vingtième congrès pour le P.C. soviétique ? Sur tous les bâtiments officiels de Pékin se dressent encore les cinq caractères géants : « Mao zhu zi com su: » (dix mille ans de vie au président Mao). Parier de « démaoisation », comme en U.R.S.S de « déstalinisation », ne correspond pas en Chine à la réalité. Ce qui s'en rapprocherait le plus serait une comparaison avec la « déléninisa-tion » de fait qui s'opèra en Union soviétique au fil des années. Les héritiers du pouvoir ne cessent de s'appuyer sur l'autorité du fonda-teur du régime, quitte à définir une politique qui leur est propre au nom de principés dont l'auteur n'est plus là pour discuter l'inter-prétation.

Le phénomène est particulière-ment visible à Pékin, où les grands textes de Mao Tse-toung proposés à l'étude du parti et de masses - discours sur les e dir grands rapports », commentaire sur la charte de la aldérargie d'Anshan, inscription sur Lei Feng, etc. — sont tous antérieurs à la révolution culturelle. Ce qui



trie et le modèle offert par l'exploitation pétrollère de Fatching. A la campagne comme à l'usine, on serait tenté de dire que désormais tout ce qui est bon pour la production est bon pour la révolution. Ce n'est pas tout a fait exact, ou du moins la formule doit-elle être interprétée avec des

La gestion « ationnelle », fondée sur des règles de travail, une stricte comptabilité, la responsa-bilité, la responsabilité personnelle stricte comptantite, la responsabilité, la responsabilité personnelle
de l'ouvrier à son poste de travail,
est désormais à l'honneur. La
notion de stimulants matériels, en
revanche, reste officiellement
condamnée — même si l'attribution de primes est actuelement
discurer dans certaines unités. On
s'orienterait plutôt vers ce qu'on
appelle « la récompense rationnelle » du travail accompil, qui
pourrait pratiquement se traduire
par le paiement à un tarif convenable des heures supplémentaires,
mais non par des primes de rendement. De même, dans les campagnes, que ce soit pour des
raisons idéologiques ou par souci
d'ordre, rien ne suggère que l'on
veuille encourager l'intéressement
privé. Cà et là, au contraire, on
signale que les lopins individuels signale que les lopins individuels soni réduits aux surfaces réglementaires, et que les petits artisans qui s'étaient établis à leur compte sont réintégrés dans l'économie collective.

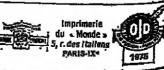
Le pouvoir, en fait, fait face à deux obligations contradictoires II doit absolument donner un minimum de réalité à sa promesse d'une amélioration du niveau de vie - ce qui suppose une augmentation des revenus distribués, en espèces ou en nature. Il doit aussi sous peine, de renoncer à ser objectifs de modernisation encourager à tout prix l'accumulation c'est-à-dire accroître la part du revenu national consacrée aux investissements. Le marge per-mettant de répondre simultané-ment à ces deux impératifs est

est une manière de mettre la révolution en suspens en neutra-lisant, par le silence, les tendances les plus explosives.

Ceux que teur sympathie pour la Chine conduit à s'interroger sur l'avenir trouvent dans l'expérience du passé des raisons d'optimisme et de confiance. La Chine a un caractère spécifique qui lui donne la capacité d'absorber des choes auxqueis les structures poli-tiques d'autres pays ne résis-teraient pas. Ainsi entre autres épreuves, en fut-il de la révolution culturelle. Ainsi devrait-il en être à nouveau pour les traumstisme subis au cours de cette extraordinaire sannée du Dragon. L'étonnant spectacle offer au mois de janvier par la floraison des dazibacs, place Tien-An-men, inciterait à partager ce incemparatif l'imparatif l'imparatif An-men, inciterali à partager ce jugement. Il témoigne dans la population d'une animation politique aux antipodes d'une attitude d'inertie et de soumission au destin — qui reste encore, après vingt-huit ans d'expérience révolutionnaire, le pire danger dont peut être menacée la Chine populaire.

(Vendredi 8 auril.)

Edité par la S.A.R.L. le Monde. Gérants : ques Fauvet, directeur de la publicati acques Sauvageet.



Reproduction interdite de fous articles, saul accord avec l'administr

Commission paritaire des journau ci publications nº 57 460

du 14 au 20 avril 1917

Deux ens de « pur au Cambed

Total is the close to Campate est randon deputie semed of sales and superior le second in the state of th de green could be regime conde sales de la company de la c man best and the Etate Pole. el arec in C. R.S.S. Arange in the des Philippe des Phili Depuis lon Depuis for the tree or lai- to the tree of the tree or lai-THE PARTY OF DE 12 IS SEEN ter Les rarm olpformates accept ter sont contract astrolate

s residence survey for Ries le-sur de-mar a) design me gropatande efficielle parele me service de des esta contra des parent de me de ca moins name Mary 1 Dodges ; Clear en This. hade do for the and or of orconstructed Gene mente que l'industrien de part et Course do la franci cure, m'est ventestender eimale gegandte & tra-the laborate and all survive & was sperieges to mist, oppnare dent in demestra na na de precedent. Signer butter to prince with met qui at 2 : -: 1008 son pres-Me 10 cent. . . Khmers roogen. s diebate ce .: saus da,en pthe rien de sin sort . recrette come un rotat de carise ». cias sell favalt produt do tempe de un erff veltiere. D'um tabienn un ferentiel reste ambre et myriferei person, au fl. des temolgnagen. que les identificates de la e purificities a gar treations cans pertage an an heat, a through a source nin · par la Constitution de la percile Republique democratique. ent fait table rase de la société st des mentes anniennes.

les hostimus qui out tour plus de c ana. On moiste ap-depuis qualques ana ana contestion ser-

Ils out, dans one premiere plan qui semble close aufound but. liquide systematiquement les éllenents les pires or taminés e. soit par les intimences feedades set par la cettatroration avec fetranger Simultanement, tes aullions de Cambodglens des

geries etatent mentralate & des maraus promotheems de session delage des campulantes Rien wind and in motnete camegement dass rett. politique, Lie the de l'Eta: V Knies Samphan; affirme injourn bu que a tout farous fait after nos sentes mains a et estime que le garra.

poema après cing ou dix son

TARIF DES ABONNEMENTS

PAR AVION lles prix ci-dessous sont wels

d ne peuvent en aucun cas 6 mois \$ ag

terope. Terquie d'isie. Chypre. Acutes, des. Madere Maroc. Tunisie Ac. res. Cana-Alcérie. hom. Cameroun. Centralique, Confo. Côte-froire, Donomey, Gabon, Guinée, Mall, Kamitanie, Niger, Séné-M. Tchad. Tozo. Haute-Fota Territoire franfall des Afars et des Caur T.F.A.I.). Ripublique malgache. morien
morien
morien
inte Exypre. Arabie
mondite. Iran. Irak,
lival. Jordanie. Liban.
Syrie

Core. Honekons. Indo-sise. Japon. Macao. Hais ite. Monzolle. Philippings. 21 Philippines, Singapour, Talvan, Thallande, Viet-am, Australie, Nouvelle-Gunée, Fidil, Nouvelle-Zhande, Lans, Cambodge (as ad a Amérique du Sont, Amérique du Inle, Amérique du Sud-attres para d'Africas

directions of Afrique.

Nous recommandous à not abou-le résidant à l'étranger d'utiliser tour ordre et adressée directement Nous leur sérions au leur ser leur se leur Serions recommaissant ter paiement la carte d'avis

> la lamille ou pour des amis CADEAU DURABLE

he un abounement d'un an au Monde des philatélistes rue des [tallens, Paris (9-) (Specimen (ur demande)

h 14 au 20 avril 1977

Page 2

Sélection hebdomadaire du journal «Le Monde»

هكذا من الأصل

mort de Salia

153

timesu des chemins de gajelion, nosad ferro-la manyais fonctionrepercutatt tres to:n

the injects on entend the injects but qu'ele bien manuaises habi-is-in résolution misu-Particulterenent l'a:power. Le centorce. discipling dans les ent d'une rolonté non d'améliarer la qualité man aussi de ramener insi ansi de ramener sine gens à une saine de l'autorile. Tant et l'or peut voir depuis upe sons les murs de Cité interdite, des écoles apprenant à se mettre perment of the permeter of the perment of the permeter of the permet a et a marcher an numbe campagne la code de pour à l'étude de soldat modèle à tors lies à rébabiliter di-code de codes de la comp de codessance, bonne

Est-il Constant de la reconstant de la r sement — que lon alf-il en tendance à rue dans les rancs de binême. de l'ordre peut aller offiches repositent sur deposer leurs ordares posses et d'acquire ou col la Siustion e eté notas trouble, d'autres apiès de camité réso-les la ville inviters à mation de la tie representation of it and the conductions and the conductions and the conduction of t

STREET, STREET manie a de souri d'ordre schane de conte de la respensación de la conte ter lagreculure was maden per la britaire E a. et dire a compar



in minimum minimum pro-lete proposition to 720 the communicate activities a commit mental for 200 com maintanament activities or maintanament activities or STE MINISTER STEEL IN

THE RESIDENCE OF THE

the market very to THE REAL PROPERTY AND THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IN COLUMN TO THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IN

THE PERSON AND ADDRESS OF THE PERSON ADDRESS OF THE PERSON AND ADDRESS OF THE PERSON ADDRE

ŠÝ.

et la production

2011 0 2 C

COMMO

mos.

extrement le gouverneur le pilotare de gouverneur le gouve Toute la population de Cambodge est rassemblée, depuis veudredi 15 avril, dans les villes et les villages pour célébrer le second anniversaire de la prise de Phnom-Penh par les Khmers rouges, le pas 7 It as the done in the pas 7 It as the pas 1 in the 17 avril 1975, après cinq années de guerre contre un régime corrompa et inefficace soutenu jusqu'an bont par les Etats-Unis. et avec lequel PORSS arait garde des relations diplomatiques. preciseron and arrived to bling, so and particular to bling and particular to be a second to be Depuis lora, le pays est resté rigoureusement referme sur lui-même. maniera di Santierita parti. Sila 2 dina meme a acconce dana Aucun journaliste n'à pu le visi-ter. Les rares diplomates accré-

à résidence surveillée Rien Jusqu'à present ni dans une propagande officielle parci-monieuse ni dans les récits des réfogiés, de moins en moins nombreux a ponvoir passer en Thailande du fait du renforcement des mesures de dissuasion de part et d'autre de la frontière, n'est venu attenuer l'image répandue à travers le monde d'un pays brutalement transformé en un gigantesque laboratoire au service d'une expérience révolutionnaire dont la démesure n'a pas de précédent.

Naguère loquace, le prince Sihanonk, qui avait mis tout son prestige na service des Rhmers rouges. a disparo de la scène saus qu'on sache rien de son sort, « recrache comme un noyau de cerise », ninsi qu'il l'avait prédit du temps de son exil pekinols. D'un tableau on l'essentiel reste ombre et mystère. il ressort, au fil des témolgnages, que les idéologues de la • purification », qui régnent sans partage sur an peuple reconnu . souverain o par la Constitution de la nonvelle République démocratique. ont fail table rase de la société et des mœurs anciennes.

Ils ont dans une première phase oni semble close apjourd'hai. liquidé systèmatiquement les éléments les plus · cortaminés soft par les influences féodales soit par la collaboration avec l'étranger. Simultanément, les millions de Cambodgiens qui n'entraient pas dans ces catégories étaient contraints à des travanx prométhéens de remo-

Rien n'indique le moindre changement dans rette politique. Le chef de l'Etat. M. Khien Samphan, affirme aujourd'but que a tout ce que nous avons réalisé pous l'avons fait avec pos seules mains », et esti_se que le pays pourra, après cinq ou diz ans

TARIF DES **ABONNEMENTS**

(Les prix ci-dessous sont nets et ne peuvent en aucun cas etre majorés.)

	mots	L as
	_	-
	Œ.	P.)
Europe, Tunquie d'Asie, Chypre, Arores, Cana- ries, Madère, Algèrie, Maroe, Tunisie D.O.M., Cameroun, Centra- frique, Congo, Côte- d'Yoire, Dahomey, Gabon, Guinée, Mall,		101
Mauritanie, Niger, Séné- gai, Tchad, Topo, Haute- Voita, Territoire fran- cais des Afars et des Issa; T.O.M. (sauf T.F.A.L.). Bépublique maigache,	58	10
Poste navale, Etat Co- morieu Libye, Egypte, Arabie	73	134
Saoudite, Iran, Irak, Israël, Jordanie, Liban. Syrie Birmanie, Brunel, Chine, Corée, Hougkong, Indo- nésie, Japon, Macao. M a la iste, Blongolle, Philippines, Singapour,	68	123
Taiwan, Thaffande, Viet-		

Kous recommandons à nos abon pés résidant à l'étranger d'utiliser des chèques baucuires libeliés à notre ordre et adressés directement an journal e le Monde s. Nous leur serious reconnaissants pour les renouvellements de joindre à leur palement la carte d'avis d'échéance.

Cauada, Amérique du Nord, Amérique cen-trale, Amérique du Sud,

nam, Australie, Nouvelle-Guinée, Fidji, Nouvelle-Zélande, Laos, Cambodge 93 175

autres pays d'Afrique, d'Amérique et d'Asie .. 92 153

Dans la famille ou pour des amis UN CADEAU DURABLE Offrez un abonnement d'un an au Monde des philatélistes

7, rue des Italiens, Paris (9") C.C.P. 18 382-12 Paris (Spécimen sur demande)

au Cambodae d'un tel effort, atteindre un déve-

Deux ans de « purification »

loppement économique, technique et militaire e mille fois supérieur ». Organisés selon schema militaire, de cinq à six millions d'hommes et femmes vont danc poursuivre scion la terminologie officielle les - dura travana » de la - bataille de la production ». Bataille en passe d'être gagnée, s'il faut croire M. leng Sary, ministre des affaires étrangères, qui affir-mait récemment que le Cambodge pourrait déjà exporter cette année quelque 250 000 tonnes de riz. dites sont pratiquement astreints Parell succès, qui sera sulvi

d'autres e recorda » de produc-Livité, justifie pent-être anz yenz des nouveaux maîtres du pays les moyens employés pour y parvenir. Mais, après s'être demande hier de combien de victimes innocentes l'aviation américaine avait fait payer an Cambodge chaque Jour de survie du régime de Lou Nol. comment ne pas s'interroger anjourd'hai sur le nombre de travailleurs sacriflés pour chaque tonne de riz produite on exportée ? Le tribut payé par Lout un hatallle » semble blen proche des pertes d'une guerre qui a fait

Le Cambodge « pentre et non aligné » peut-il rester muré sur lui-même, ne compter que sur ses a propres forces o, refuser orgueilleusement et avec obstination toute side internationale - notamment médicale, - à l'exception de celle de la Chine ?

Quand les dirigeants de Phnom-Penh se sentiront-ils assez affermis pour assouplir une rigueur qui, après l'avoir décimée, épuise loute une génération? Reverrat-on jamais le légendaire sourire

(Lundi 18 avril.)

Épreuve de force au Pakistan

L'opposition exige la démission de M. Bhutto

Les troubles ont fait 150 morts en un mois

L'opposition pakistanelse, qui conteste la régularité des élections législatives du 7 mars, semble décidée à pograviere, sans esprit de compromis, l'égreuve de force angagée contre M. Bhutto. Elle a fait savoir, vendredi 15 avril, que la proposition du premier ministre visant à l'organisation de festants de l'opposition. Le blian serait de quatre morts et une centaine nouvellas élections provinciales est « entièrement étrangère à ses objectifs », de blessés.

Lahore - L'épreuve de force entre l'opposition et le gouvernement va-1-elle tourner à la guerre civile ?

L'impasse était complète le 16 juin au matin sur le terrain politique, tandis que dans diverses régions du pays, l'agitation se pouésujvait dans la rue Les troubles ont éciaté d'abord à Karachi, loyer traditionnel de l'agitation politique et sociale, puis sa sont étendus à d'autres villes, Ancienne capitale impériale et fiet

de l'opposition conservatrice musulmane. Lahore est quotidiennement alfectée par les désordres. C'est à un (anoiten inemevious eldel/év désobéissance civique que fait face le régime Chaque soir, dans le centre de la ville, glore que les attroupements sont, en principe, interdits, les partisans de l'alliance nationale inaise se heurtent aux forces de sécurité ou aux militants du parti de M Bhutto, le Parti du peuple pakistanais (P.P.P.). S'inspirant des formes de lutte utilisées sous la colonisation britannique, les manifestants défient les autorités et s'exposent volontairement aux arrestations. Vingi à trente mille personnes auraient été ainsi conduites à un moment ou à un sutre en prison (car un certain nombre d'entre elles ont été relà-

Les affrontements meurirlers ont fait, pense-t-on, cent cinquante morte tout le pays depuis cinq

La 15, qualques centaines de miliciens du P.P.P. om défilé dans les rues de la ville, encadrés par les

La violence a fait cont cinquante morts, depuis cinq semaines, au Pakistan. Le 15 avril, des civils ont ouvert le feu, à Lahore, sur des mani-

qui sont la démission du chaf du gouvernement et des élections générales

forces para-militaires, fusils pointés ver les bédauds la mêmes inress ont pris position un peu plus tard. Le fait que des armes de fabrication locale alant été distribuées aux troupes de choc du parti gouvernemental ne contribue pas à l'apaisement et felt craindre le pire

La crise a débuté lorsque l'opposition, astument que tes élections législatives du 7 mars avaient été instructions à la population de pov-10 mars. Les élus de l'Alliance nationale n'ort pas participé non plus à la première réunion de la nouvelle Assemblée nationale (l'Alliance y compte tranta-six morésentants at la PP cent soixante-quatre)

M. Bhutto n'en a pas moine continué à aller de l'avant Elu à nouveau premier ministre, il installa au pouvoir, dans les quatre provinces, des gouvernements à sa dévotion. Menée lourdement, la tentalive visant, à travers les élections de mars, à souvegarder les apparences d'une démocratie parlementaire à eu pour conséquence de auscrier la rèvolte de toutes les forces conservatrices. Le Pakistan est maintenant partagé en deux camps Sans goute M. Bhutto ne s'attendati-il par que la consultation du 7 mars laisse apparaître que ses adversaires bêné-

laire (36 % des voix) Ausst blen ceux-ci n'entendent-ils pas se contanter de touar le rôle d'opposition purement formelle que leur assignerait votont'ers le premier ministre. !ls ont lancé su - leader du peuple - le dén le plus seneux auquel il pit eu à faire face depuis qu'il est au pouvoir. L'Aillance nationale a, en ellet, rejeté en bloc les résultats du scrutin.

File considère que toute action gouvernementale est illégale Ses dirigeants; pour la plupart emprisonnés ou en résidence surve!!!és, ne montrent aucune volonté d'assouptir leur position ils réclament le départ du chef du gouvernement (et celul du président de la commission des élections), et une nouvelle consultation sous le contrôle impartial des autorités judiciaires et militaires

Qu'll y ail eu fraude le 7 mars, cela paraît admis, et même établi dans certains cas. Les opinions difcette Iraude, M. Bhutto a reconnu celle-ci en limogeant l'un de ses ministres, dont l'élection avait ou lieu dans des conditions manifestement irrégulières

Pendant le campagne électorale. tout l'appareit gouvernemental et les médias étaient mobilisés au service du parti couvernemental. Certains militants de l'opposition se virent empachés de déposer leurs candidatures. L'un des adversaires de ficiaient d'un large soutlen popu- M. Bhutto - le premier ministre bri-

pre fils, age d'une vingtaine d'années. D'autres oppositions

proviennent de certains membres

du comité central qui estiment que M. Rim Jong II n'a aucune expérience en matière internatio-nale. Les responsables de l'écon-mie manifestent de leur côté la

crainte qu'il ne continue la politi-

que d'armement à outrance menée par son père et qui grève lourde-ment le budget, M. Kim Jong. Il

aurait en revanche le soutien des officiers supérieurs.

quali un mandet dans plusieurs circonscriptions, comme la loi l'autorise - fut tout simplement enlevé es libéré après la date limite de dépôt des candidatures. Une quin-Zaine de représentants du parti gouvernemental furent élus « sans nocostilon - dans des conditions plus ou moins semblables. Au cours du scrutin. de nombreux fonctionnaires chargés de surveiller la bonne marche des opérations se sont felts les agents du parti dominant.

La commission des élections a sans doute été soumisa aux mêmas pressions de la part du pouvoir. régularité du scrutin. Apparemmen dépassée par les événements, elle n'est paz encore en mesure d'en fournir les résultats complets précis

La détermination des neut pelits mouvements - de la droite rellgleuse aux régionalistes - qui forment l'alliance nationale a élé bien entendu rentorcée après le triomphe de l'opposition à Mme Gandhi aux élections indiennes C'est pour eux la prauve que, lorsque le jeu démocratique est respecté, l'alternance du pouvoir est possible Quoi qu'il en soit, le P.P.P. a contre lui les courants les plus réactionnaires et obscurantiates, mais aussi les authentiques défenseurs des libertés démopratiques ayant une conception moins rigoriste da l'Islam. Le mouvement de désobélissance civique a l'appul d'associations de juristes, d'avocals, de journalistes, d'étudiants. Il trouve des sympathies dans la « majorité silencleuse ». Surtout, Il reçolt maintenant le soutien non désintéressé de divers milleux (propriétaires terriens, enfrepreneurs, commerçante; les boutiques resient termées dans certaines villes comme Lahore) inquiétés par le réformisme du régime et sa politique de nationalisetion qui, dans certains cas, a frappé de petits épargnants.

M. Bhuttó a, semble-t-li, voutu, cas demiers jours, tournir des apaisements et donner l'assurance qu'il n'irali pas trop loin dans ce sens. ll a égalament atténué les mesures restreignant la liberté de la presse. L'opposition combat, au nom de la démocratie, le «socialisme» du régime. Elle trouve des appuis dans toutes les couches de la population qui ont quelques privilèges à présermique et sociale de M. Bhutto a suscité plus d'appréhensions qu'elle n'a porté de fruits. Depuis cinq ans, le mépris des libertés fondamentales dont e fait preuve le pouvoir a apporté de l'eau au moulin de forces conservablees.

Corée du Nord

Le président Kim Il Sung pourrait consier progressivement le pouvoir à son fils

Tokyo. - La Corée du Nord doit résoudre le problème de la relève. M. Kim Il Sung et les hommes qui l'entourent ont tous plus de seixante-cinq ans. On assiste apparemment. depuis quelques années, à une passation progressive des pouvoirs à des éléments plus

Plusieurs changements notables dans la hiérarchie du pouvoir se sont produits en 1976, à la suite, notamment, de la mort de per-sonnalités de premier plan. Le décès, le 7 février, d. M. Nam II (colvente et un après des premier (solxante et un ans), vice-premier ministre, survenu dans un accident», a été suivi. le 16 mai, par celui de M. Hong Won Gil (cinquante-deux ans), également vice-premier ministre, puis, le 19 septembre, par celui de M. Choi Yong Chon (solxante-selse ans), vice-président, et l'un des plus proches collaborateurs de M Kim Il Sung.

Depuis la sixième session de l'Assemblée du peuple (avril 1978),

Depuis la sirième session de l'Assemblée du peuple (avril 1976). M. Pak Sung Chul exerce les fonctions de premier ministre (il a remplace M. Kim II, démissionnaire pour a raisons de santé s, aujourd'hui vice-président). Peu après, le général O Jin U, chef des forces evalues danquet minimum de la company de la des forces armées, devensit mi-nistre de la défense, remplaçant M. Choi Yong Kun, qui a été nommé vice-président de la com-mission de la défense.

Aucune opposition susceptible de remettre en cause l'autorité de M. Kim Il Sung ne se manifeste. Il en est pratiquement ainsi depuis le quatrième congrès du parti, en 1961. Par une succession de de l'autorité de la constant de la c parti, en 1961. Par une succession de « purges » au cours des années 50. M. Kim Il Sung a réussi
à éliminer les différents groupes
qui pouvaient chercher à prendre
le pouvoir. Le vingtlème congrès
du P.C. soviétique, en 1956 et la
campagne de déstailnisation qui
s'ensuivit ont été un moment
crucial en Corée du Nord. Les
tendances opposées à M. Kim Il
Sung qui s'étalent manifestées au
sein de l'équipe dirigeante dès la sein de l'équipe dirigeante dès la mort de Staline, en 1953, se cris-tallisèrent alors en une véritable campagne de critiques dénonçant le cuite de la personnalité et le monopole du pouvoir exercé par le chef de l'Etat. Cette opposition venait des deux factions, l'une « soviétique » et l'autre « chinolee ». « soviétique » et l'autre « chinoise », au sein du parti. Celui-ci était, à l'époqué, divisé en trois groupes : la faction Kapsan, appelée aussi « faction de Mandchourie », était formée des principales personnalités qui, dans le maquis, contre les Japonais, avaient lutté aux côtes de Kim Il Sung La faction a soviétique » regroupait les Co-réens qui avaient vêcu et étudié en U.R.S.S. tandis que la faction a chinoise » étalt constituée par ceux qui s'étaient joints à la Longue Marche et avaient vécu

avec l'armée rouge chinoise. Imposé à l'origine par Moscou, qui, apparemment, avait davantage confiance en quelqu'un qui venait d'être e formé » pendant quatre ans en Sibérie. M. Kim Il Sung fut en 1956 en butte à

de vives attaques de la faction de vives attaques de la faction soviétique. Celle-ci, dont tous les membres avalent eu une expérience de gestion en U.R.S.S., avait joué un rôle essentiel dans l'organisation du perti et de l'Etat nord-coréen. Mais à partir de 1953, les Soviétiques n'exercent

plus sur Pyongyang un contrôle aussi strict que durant la période stallnienne. Les critiques de la faction soviétique, qui ne béné-ficle cependant plus du soutien entier de Moscou, vont provoquer une réaction violente de M. Kim une réaction violente de M. Kim
Il Sung. Celui-ci, s'appuyant sur
la Chine. entend prendre quelque
distance par rapport à l'U.R.S.S.
M. Pak Chang Oh, vice-premier
ministre et alors deuxième personnage du régime, et M. Choc
Chang Ik, également vice-premier
ministre, ainsi que de nombreuses
personnalitée de second plan cont personnalités de second plan sont accusé: de « diviser le parti » et

écartés du pouvoir.

Dans un mouvement de balan-cier. M Kim Il Song élimine en cier. M Kim Il Sung élimine en 1958 (année où les troupes chinoises se retirent de Corée) la faction chinoise, en écartant notamment son chef M. Kim Tu
Bong, qui avait été très actif à
Changhai en 1918, et avait créé en Chine la Ligue pour l'indèpendance de la Corée. Ce n'est que sur l'intervention de M. Mikoyan que ces éléments « antiparti », dont le crime réel avait
été de s'opposer à M. Kim Il Sung,
purent quitter la Corée (qui pour
l'U.R.S.S., qui pour la Chine).
L'un des rares membres de la
faction soviétique à avoir conservé une place importante dans
le P.C. coréen fut M. Nam Il.
Une dernière « purge » E appa-

le P.C. coréen fut M. Nam II.

Une dernière « purge » a apparemment eu lieu en 1969 dans
l'armée. Celle - ci n'a pas une
influence aussi importante qu'en
Chine. Commencée en 1967, cette
purge a consacré l'ascension du
général O Jin U. ministre de la
défense depuis avril 1976, très
proche du président et devenu le
cinquième personnage dans la

proche du président et devenu le cinquième personnage dans la hiérarchie du régime. Aujourd'hni. le parti et l'armée sont en fait contrôlés par la « faction de Mandchourie ».

M. Kim Il Sung est âgé de soixante-cinq ans Le relatif effacement. depuis 1972, de son frère. M. Kim Yong Ju, qui exerçait les fonctions de vice-premier ministre, et passait pour le successeur, incitent les observateurs à penser incitent les observateurs à penser incitent les observateurs à penser qu'il n'est plus en course. Son apparente miss à l'écart a ren-lorcé les rumeurs concernant l'as-cension de M. Sim Joug II, fils que le président a eu de son pre-mier mariage. Selon l'agence de presse japonaise Kyodo, citant des sources nord-coréennes à Tokyo. l'annonce formelle de sa désigna-tion comme successeur devrait avoir l'eu lors de la tenue de l'Assemblée du peuple prévue pour la fin avril

On sait peu de chose de M. Kim Jong Il. Les photos présentent de lui l'image d'un homme jeune su visage poupin. Agé vraisemblable-ment de treute-six ans, il est diplômé de l'université Rim Il Sung Après des études en Alle-

parcourt le pays en visitant pay-sans et ouvriers. Il se confirme que M. Kim Jong II a été parti-culièrement mis en vedette par la presse ces dernières années. Ses De notre correspondant magne de l'Est; il travailla au presse use dernieres anness, ses portraits ont été vua dans les rues par des étrangers. On dit cependant que la femme actuelle du président Kim Il Sung entend mettre en avant son pro-

département de l'organisation du parti, sous la direction de son oncie, M. Kim Yong Ju, puis au ministère de la construction. ministère de la construction. Devenu secrétaire du comité cen-tral du parti, il serait à la tête d'un « groupe de gauche », formè d'éléments jeunes, au sein du parti, et aurait joué un rôle important au moment de l'inci-dent de Panmunjom, en août 1976, au cours duquel deux sol-dats américains trouvèrent la mort. Selon les experts japonais des affaires corèennes, sa promotion à un nouveau poste, si ce n'est l'annonce officielle de sa désignation comme successeur. devrait intervenir dans un avenir

oroche.

On admet d'ailleurs dans les milieux nord-coréens à Tokyo que cette éventualité n'est pas à écarter. « Rien n'est décidé, dit-on, mais M. Kim Jong II est une personnalité connue et respectés du peuple, » Comme son père, il

Une lourde dette extérieure

Blen qu'aucun ordre du jour précis n'ait été annonce, les pro-chains travaux de l'Assemblée suprême du peuple, qui devrait se réunir à la fin d'avril, seront vraisemblablement consacrés en priorité aux questions budgétaires

1977 sera, seion l'expression de Pyongyang, e une année de réa-justement ». Les autorités nord-coréennes ont annoncé à plu-sieurs reprises que les objectifs du plan de dévaloppement sex-tennsi (1971-1976) avaient tous té atteints — refrains sec un été atteints — certains avec un an d'avance (discours du prési-dent Kim Il Sung, le 10 octobre 1975). Elles précisent aujourd'hui 1975). Elles precisent aujourd'hin qu'il faut cependant parvenir à un équilibre entre les différents secteurs de l'économie, qui ont progressé à un rythme variable. En d'autres termes, pour la pre-mière fois depuis 1945, la Corée du Nord n'a pas de plan de développement économique. Le prochain ne sera présenté qu'en 1978.

La Corte du Nord a connu ces dernières années des problèmes économiques séneux. Certains sont conjoncturels, d'autres struc-turels. En ce qui concerne ces derniers, le mauvais fonctionne-ment des transports intérieurs et ment des transports intérieurs et l'engorgement des ports semblent les plus préoccupants Autre problème : la charge très lourde que représentent les dépenses militaires dans le budget. Selon l'Agence américaine de contrôle des armes et du désarmement (dans son rapport « Dépenses militaires mondiales et transferts d'armements, 1966-1975 »), les dépenses militaires de la R.P.D.C. ont représenté, en 1975, 10,4 % du P.N.B., soit 729 millions de dollars.

dustriels (zinc tungstène), qui sont la principale source de devises de la R.P.D.C. Cette situation, liée à la nécessité pour Pyongyang d'acheter à l'Ouest la technologie de pointe nécessaire à son développement, a abouti à une détérioration de la balance a une deterioration de la balance commerciale : d'un excèdent de 18 millions de dollars, le solde de ses échanges extérieurs avec l'Occident est passé à un déficit de 107 millions de dollars en 1973 et a quadruplé en 1975. La dette extérieure de la Corée du Nord est estimée actuellement à 2 millions sont dus aux pays communistes.

tiards de dollars, dont 700 millions sont dus aux pays communistes.

Apparemment la situation tend a s'améliorer. Le Japon, qu'i a décidé de faire cavalier seul piutôt que de négocier de concert avec les créanciers de la R.P.D.C. — ce qu'i se comprend car il est le se u'i à être en même temps client de Pyongyang, — est parvenu au début de l'année à un accord sur le calendrier de remboursement de sa dette (280 millions de dollars). Les Japonais se refusent à dévoiler les termes de refusent à dévoiler les termes de refusent à dévoller les termes de l'accord. En fait, il semble qu'ils alent accepté le principe d'un remboursement sur deux ans avec un saux d'intérêt de 7,5 %. Les premiers versements (non confirmés de côté nippon) auraient eu lieu en mars.

en lieu en mars.

La Suède et la Finlande ont également accepté des moratoires, qui sont cependant restés lettre morte dans le cas des Suédois. Un accord serait en négociation avec les Allemands de l'Ouest (depuis deux ans, le l'inancement de la Corée du Nord n'en sont pas moins dues largement à la conjoncture internationale. La récession mondale a provoque ane chute des prix des métaux indes opérations avec la R.P.D.C. n'est plus garanti par l'Etat fédé-rai) La Corée du Nord aurait ré-

Vers une intervention de l'armée ?

M. Bhutto, nous dit un confrère pakistariais, = n'e lamais tolèré l'existence d'una opposition parlementaire digne de ca nom. Il refuse de parragar le pouvoir ». Mais, pour la première fois, il fait face à un mouvament d'opposition résolu, relativement uni et qui ne montre, du moins pour le moment, aucune volonté de céder. Le premier ministre a rencontré personnellement l'un de ses dirigeants, Maulana Maudoodi, présenté comme un homme de compromis, mais il n'était pas parvenu, ie 18 avril à trouver un terrain d'er tente avec calui-ci, Pour sortir de l'impasse, la premier miniatre a proposé que de nouvelles élections provinciales — puisque aussi bien les demières ont été boycottées par l'Alliance nationale — alent lieu, et que, si cette formation remportait la majorité, una nouvelle consultation nationale se tienne. Catte proposition a été rejetée par l'Allianca.

L'entrée en scène de l'armée — à lequelle il n'e pes été fait appel pour le moment pour maintenir l'ordre - sera-t-elle la seule solution permettant à chaque camp de sauver la face ? Les militaires sont partagés, dit - on, sur l'opportunité d'une telle intervention, du moins au M. Bhulto, qui entretient de bonnes relations avec le haut commandement, en a brandl la menace. Ce ne seralt pas la première tois su Pakistan que l'armée, dont le budget absorbe plus de la moitlé des dépensas publiques, interviendrait pour couper court à une crise politique. Une telle intervention permettraitelle à M. Bhutto de se maintenir au pouvoir ?

GERARD VIRATELLE. (Lundi 18 avril.)

La victoire du « marais » militaire

mouvement révolutionnaire de-

vatt être assumée par la petite

bourgeoisie =

La droite a dénoncé son « messianisme ». Les socialistes l'ont accusé d'avoir a consciemment favorisé la tentative de prise du pouvoir par le parti communiste ». Sur ce point, il reste ferme. « Simplement, se n'as famais eu peur du parti communiste. Pas plus hier qu'aujourd'hui. C'est ce qui m'a fondamentalement séparé des camarades du 25 avril plus modé-

« Démissionné » le 29 août 1975. le général Gonçaives est nommé chef d'état-major général des forces armées, mais il ne conserve ce poste de consolation qu'une semaine, les modérés du M.F.A. et les socialistes ayant mis leur veto. Quelle fante majeure pense-t-il avotr commise? « Ne pas avoir lutté avec assez de détermination contre les courants militaires aquehistes. Sans doute l'ennemi principal était-il encore à droite, mais cette faute-là a beaucoun contribué à la défaite ultérieure, du 25 novembre... » Les perspectives ? « Le groupe des neut (2) a fait objectivement le jeu de la droite en préparant et en favorisant la déroute de la gauche militaire et civile. Il est à son tour, c'est l'évidence, sur la détansine et menaca d'exclusion. Le chet de l'Etat es. un democrate sincère, un homin 25 avril Mais Partitions la droite militaire sont aux

revanchards... > Trois ans après, les «capitaines » l'admettent : ils ont voulu introduire la « libre discussion » dans les casernes pour renforcer le « courant démocratique » du M.P.A.; la « discussion » a logiquement dégénéré en « contestation ». en « assemblées de soldats » élisant de nouveaux officiers; chassant ceux qu'ils qualifiaient de « /ascistes ». Noyau « dur », minoritaire et déjà hétérogène, le M.F.A. a d'abord alsément railie les opportunistes, les hésitants et les indifférents. Au plus haut de la vague « répoluivonnage a, en mara 1975, le M.F.A. était majoritaire au sein des forces armées mais sa cohé-

aguets. L'aggravation de la situa-

tion économique lavorise les

rence étalt nulle. Le repli de la majorité des officiers sur des positions plus a traditionnelles » a précède, et accèlère, la redistribution des forces politiques, la victoire du parti socialiste aux élections d'avril 1975 étant naturellement un facteur essentiel d'encouragement pour les « modérés ». Dans ce combat entre « montagnards » et e girondins », le marais militaire l'a rapidement emporté. Mais l'assemblée du M.F.A. n'était pas le comité central d'un parti « comme les autres ». Resté militaire, il répugnait à dévoiler publiquement ses contradictions, ses conflits et son véritable rapport de forres. D'où une « filusion d'optique » - la gauche militaire encore dominante — qui a S.U.V. (Soldats unis vaincront), largement contribue à démobili- ce mouvement spontanéiste de ser les communistes et les groupes d'extrême gauche à l'heure de

« Une revolution qui s'arrête à mi-course n'a plus de sens, déclars M. Miller Guerra, ancien député socialiste à la Constituante, actuel président de l'Institut national de recherche scientifique. Saint-Just l'a dit joliment en justifiant son vote pour la mort de Louis XVI. « St le roi n'est » pas coupable, alors ceux qui » l'ont détrône le sont... »

Sur sa tancée pourtant, le M.F.A. a encore réussi à faire discuter et approuver un projet de société « sans classes » et de a transition vers le socialisme ». La Constitution, promulguée en avril 1976 a une orientation net-

(2) Neuf membres du Conseil de la révolution ont publié, le ? soût 1975, un « document» qui condam-nait en même temps le commu-nisme, ses voies tobalitaires et la social-démocratie.
(3) Le commandant Melo Antunes, alors ministre des affaires étrangères, a prononcé, des le lendemain du 25 novembre, un discours Malacia. 25 novembre, un discours télévisé capitaines » et prétend que « le pour récuser l'anticommunisme.

(4) C'est en particulier le cas des colonels Charais et Petarat Correia.

plus sérieuse est l'action du géné-

Page 4

tement « socialiste » qui ne correspond plus, en 1977, aux véri-tables lignes de force politiques et militaires du Portugal. Le pen-dule revient rapidement à droite. La logique de cette évolution implique des « tensions » entre « l'esprit du 25 coril » et l'application de la Constitution. Car l'armée, moteur essentiel depuis 1974 d'une révolution aux multiples avatars, demeure un élément prépondérant du jeu politique.

Paraphrasant Sièves, on pour-rait dire que le M.F.A. voulait, en 1974. Atre « mielmie chose ». Qu'en reste-t-il aujourd'hui? Un conseil de la révolution, dont les pouvoirs a viendront de toute manière à expiration en avril 1980, et dont la « justification », sinon l'existence, est de plus en plus ouvertement et de plus en plus sévèrement critiques par les officiers traditionalistes.

Des conseillers de la révolution sur la selleffe

e Le groupe Melo Antunes est une invention de la presse... », dit-on dans l'entourage immédiat du chef de l'Etat, le général Ramalho Eanes. Les déclarations publiques du commandant Melo Antunes, ses articles dans la presse étrangère, sont commentés sans aucune complaisance dans les milieux proches du haut étatmajor des forces armées e De quel drott, dit - on, donne - t - 2 l'impression de parter au nom du Conseil de la révolution? » Para-doxe ou oubli de services rendus? La droite militaire accuse l'ancien ministre des affaires étrangères d'être e la chapal de Trote du communisma », et le soupçonne de travailler à la reconstitution d'une « nouvelle gauche » acceptant l'unité d'action avec P.C.P. pour stopper la glissade à droite. On oublie l'homme du « document des neuf » pour ne retenir que le discours du 26 novembre qui dénonçait avec courage le péril d'une « chasse aux sorcières » (3).

Le presse brocarde volontiers le général Vasco Lourenço, simple capitaine en avril 1974, ami du commandant Antunes et gouverneur militaire de Lisbonne. Une revue d'extrême droite, virulente comme toutes celles qui ont surgi depuis peu, réclame des « comptes » à l'ex-amiral Vitor Crespo, membre du Conseil, sur le « scan-dals de la décolonisation ». Le quotidien A Capitai Ironise sur la présence des trois membres du Conseil de la révolution. Malo Antunes, Vitor Crespo et Pesarat Correia, à une réunion de Fraternité ouvrière, un « club » animé par M. Lopes Cardoso, exministre socialiste de l'agriculture.

Remise en cause implicite de certaines e promotions » rapides dues au 25 avril (c'est le thème de la « graduação » évoquê dans les milieux du haut état-major), « réflexions » sur le rôle « exact » des membres du Conseil de la révolution, qui ont dû, en 1976, choisir entre leur fonction a politique » au Conseil et leur poste de commandant d'unités (4), affirmation remarquée du général Loureiro dos Santos, nouveau chef d'état-major adjoint des forces armées : « Dans l'armée, il n'y a ni gauche, ni droite... > la e tendance » est claire. Ni tout à fait « politiciens », et de moins en moins a militaires s, les membres du Conseil de la révolution, out approuvent avec plus ou moins de « nuances » les positions du commandant Meic Antunes, se trouvent manifestement dans une situation délicate. « Le Conseil, dit encore la droite, est au Portugal le seul organisme non

Nous sommes bien loin des ce mouvement spontanéiste de soldats, né en septembre 1975, dont l'analyse reste d'ailleurs à faire. L'hebdomadaire Expresso a affirme, sans avoir recu de démenti, que les services secrets a méricains avaient largement e encouragé » cette manifestation d' « anarcho-populisme » effrayant les classes moyennes. Le « procès » de la décolonisa-

tion risque d'être intenté à la gauche militaire, alors que des officiers très proches de l'ex-général Spinola sont de nouveau aux postes de commande. Le général Firmino Miguel est ministre de la défense. Le colone Almeida Bruno vient d'être nommé commandant de l'école de formation des sergents de Lamego. Plusieurs officiers généraux se considèrent manifestement e en réserve de la Répu blique ». En premier lieu, le pittoresque amiral Pinheiro de Azevedo, président du sixième gouvernement provisoire, qui affirme que « ·ls mouvement du 25 avril n'a rien à voir avec les

dénonce, non sans succès, la « carence du gouvernement » dans l'affaire des Portugais incarcérés en Angola et au Mozambique. Portant beau, citant Démocrite. « une mauvaise démocratie vaut mieux qu'une bonne dictature », avant de fréquents contacts ave des officiers d'état-major, lié au C.D.S. (Centre démocratique et social), qui avait songé un moment à lui comme candidat présidentiel, mais vient de l'exclure du parti, il critique, lui aussi tion a. Il affirme avoir délà recu « deux cent mille signatures de soutien », qualifie le général Spinola et les officiers du 25 avril de « personnages artificiellement fabriqués », estime que « la gauche militaire est encore domi-nante », mais espère bien, « en remuent l'opinion avec vigueur s,

prendre la tête d'un mouvement a visant à resiaurer l'Etat »... Plus à droite encore, le général Kaniza de Arriage, ancien « patron » des troupes au Mozambique, a fondé en mars le MIRN (Mouvement d'intégration pour la rénovation nationale), qui se proclame « antimarxiste, démocratique et pluraliste » et réclame un « gou-

pernement qui gouverne ». « Si on m'appelle, je nettoierai tout ça. s. Treilis bariolé de para, faciès boudeur de baroudeur an repos, le colonel Jaime Nevez, commandant le régiment de commandos d'Amadora, e fer de lance > dn 25 novembre, illustre bien la nouvelle « ligne » professionnelle et apolitique. Le « Bi-geard portugais » approuve énergiquement le général Hugo dos Santos, commandant la région du Centre, quand il dénonce « les infiltrations communistes dans l'armés ». A la fin mara, les colonels Jaime Neves, Soares Carneiro et Almeida Bruno ont assisté à la réunion de quelque six membres de l'association des commandos Etait également présent le lientenant-colonel Gilberto Santos e Castro, ancien chef d'état-major des forces de Holden Roberto en Angola et ex-membre du M.D.I.P. (Mouvement de libération du Portugal, spinoliste).

e L'esprit du 25 avril est bien Lourenço. Meia est-ce bien le même pour tous aujourd'hui? Les Portugais ont le sens de l'humour. Ils parient beaucoup ces jours-ci des chommes du 24 avril. ».

> MARCEL NIEDERGANG. (Mardi 19 avril.)

Prochain article:

LES HOMMES DU PRÉSIDENT

Il y a deux ans, le 13 avril 1975, éclatait la guerre du Liban. Ce jour-là, un cer transportant des Palestiniens est mitraillé dans le quartier chrétien d'Ain-Benna-nieb, dans la banlière de Bey-

routh. Les vingt-sept occupants

Le quartier d'Ain - Remanich levait bientôt devenir lui-même

an des champs de batalile d'une des guerres civiles les plus impi-toyables de l'histoire : cinquante

mille morts, des milliers d'in-firmes, des centaines de milliers de personnes déplacées, des mil-

liards de dollars de dégâts. Le Liban de 1975 est bouleversé de

fond en comblé et, pour une grande part, complètement détroit

détruit. Deux aus après, la guerre n'est pas encore terminée, les combats

se poursuivant dans le sud de

pays. Mais, dans les autres ré-

gions du Liban, les combats out cessé progressivement au cours des mois de septembre, octobre et novembre 1976, au fur et à

mesure de l'avonce des troup

syriennes.
On peut distinguer cinq phases

dans la guerre. Au cours de la première, les forces armées liba-naises s'opposent aux Palesti-niens. Puis, à partir de juin 1975,

les milices chrétiennes conserva-trices entrent dans la bataille

contre les forces progressistes. Au cours de la troisième phase, celles-ci reçoivent à leur tour, à

partir de janvier 1976, l'appui

des Palestiniens. La lutte est

alors générale : progressistes et

de l'autobus sont tués.

PROCHE-ORIENT

Liban

Deux années de guerre

de l'autre.

se dérouleront le 15 juin

Le gouvernement espagnol a décidé, ven-dredi 15 avril, que les élections législatives auraient lieu le 15 juin. La campagne électorale commencera trois semaines avant le scrutin. Les formations de l'opposition démo-cratique ont qualifié cette décision de - preuve de sang-froid », cependant que la droite néo-franquiste tente d'exploiter le mécontentement d'une partie de l'armée après la légalisation du parti communiste. Elle aurait obtenu les cent signatures nécessaires à la convocation d'une rèunion extraordinaire des Cortès.

Face à la virulente offensive de la droite néo-franquiste, qui tente d'exploiter rapidement le malaise de larges secteurs de l'armée après la légalisation du parti communiste espagnol le gouvernement de Madrid fait preuve de sang-froid et de réso-

Le conseil des ministres, réuni sous la présidence de M. Adolfo Snarez le vendredi 15 avril, a fixé la date des élections légis-latives au mercredi 15 juin. Ces élections, les premières libres et démocratiques depuis quarante ans, devraient doter l'Espagne de la monarchie d'un nouveau Par-lement, composé d'un congrès des députés et d'un Sénat.

Une controverse s'est déjà enga-gée sur la question de savoir si le nouveau Pariement aura ou non des pouvoirs constituants. Plu-sieurs formations de l'opposition, en particulier le P.C.E., souhaitent que l'Assemblée soit effectivement que l'Assemblee soit érrectivement constituante. En revanche, une opération politique, orchestrée en coulisse par M. Torquato Fernan-dez Miranda, président des Cor-tès et l'un des « hommes du roi », tès et l'un des « hommes du roi », vise à garantir la victoire, aux vise à garantir la victoire, aux vise à garantir la victoire, aux vise chons du 15 juin, d'une majorité « centriste », re je tant les extrèmismes « de gauche et de droite » et disposée à poursuivre sans bouleversements constitutionnels « excessifs » la marche prudente et pacifique à un véritable règime démocratique souhaité par le roi Juan Carlos et son premier le roi Juan Carlos et son premier

L'essentiel pour l'instant L'escentiel pour l'instant est que le gouvernement n'ait pas cé dé aux vigourenses pressions de la droite néo-franquiste ramentée, avec sa fougue coutumière, par M. Manuel Fraga, leader de l'Alliance populaira, avec l'appui d'un nombre sans doute assez important de chefs de l'armée. Recommandée par les secteurs les plus modérés du régime et naturellement par les formations de l'opposition démodramations de l'opposition demo-cratique, la fixation de la date des élections permet de pour-sulvre un processus de libéralisa-tion difficilé, encore semé de nombreux obstacles et qui peut, à tout moment, être ramis en question per un incident impré-visible ou par une explosion de violence sociale ou politique.

La « grogne » de l'armée Le gouvernement de M. Suarez en est bien conscient, qui a consa-cré une large part de sa réunion

Palestipiens d'un côté, chrétiens

Le quatrième phase s'ouvre le 11 avril par l'intervention on-verte des forces syriennes, qui franchissent les frontières du

Liban pour venir de façon sur-

prenante au secours des chré-

tions. Elles occupent d'abord l'est du pays, pais se rapprochent de Beyrouth. où elles entreut le 15 povembre. Dans l'intervalle,

les accords de Ryad (18 octobre),

puis du Caire (26 octobre) on

permis à la Syrie de faire endos-ser per l'ensemble des pays ambes son intervention. Les for-

ces syriennes devienment les

a casques veris e de la s force arabe de dissussion a.

La dernière phase s'ouvre à la fin de 1976 et continue au début de 1977 Elle est caracté-rière par une nouvelle volte-face des Syrieus del constant

face des Syriens, qui apportent, par l'intermédiaire de la Safka, organisation palestinienne pro-

syrienne leur appui aux forces palestiniennes contre les chré-

La continuation de la guerre

dans le Sud freine la reprise économique et bloque tonte re-cherche d'une véritable solution

politique, en dépit des efforts du

Sarkis, pour reconstituer l'armée

·libanaise. Mais le conflit dans le

Sud est lié lui-même à l'ensem-ble du problème du Proche-Orient, dant la solution marque

(Vendredi 15 avril.)

Cent soixante personnes ont d'autre part été arrêtées en Espagne au cours des der-niers jours pendant des manifestations des partisans de la République. Des heurts violents se sont produits le 15 avril à Madrid devant la Maison des syndicats officiels, à l'issue d'une journée de protestation des syndicats démocratiques. Enfin, selon l'agence Cifra, un commando aurait préparé un attentat contre M. Fraga, leader de l'Alliance populaire, néo-

du 15 avril à analyser les conséquences de la « grogne » de l'ar-mée, plus nerveuse, semble-t-il que certains ministres ne le pensaient avant la décision de légalisation du P.C.E. a Deux ou trois semaines seront nécessaires, déclare l'un d'eux, avant que la situation redepienne calme... »

Poursuivant en province une campagne électorale dynamique, alors que le feu vert officiel pour cette campagne ne sera donné que le 25 mai. M. Fraga emploie un vocabulaire et des arguments qui rappellent ceux de l'avant-guerre civile «Les communistes, a-t-il dit à Orihueia, veulent transformer les églises en garages... » Son but est d'exploiter les sentiments anticommunistes de larges fractions de la petite at moyenne bourgeoisie, acceptant le jeu dé-mocratique mais redoutant des débordements « à la portugaise » ; il est aussi, manifestement, d'en-courager et de développer, si posaible, la mauvaise humeur, pour ne pas dire plus, du Conseil supé-rieur de l'armée de terre. Les termes du communiqué de ce conseil, même catténuéss par le service de presse officiel. n'en sont pas moins d'une exceptionnelle dureté, et la méthode qu'il a choisie pour faire connaître son sentiment est également exceptionnelle.

Le ministère de l'information sommé, le 15 avril, le journal a somme, le 10 avril, le journai Alcazar, porte-parole des anciens combattants franquistes, de re-produire sans additifs le texte du communique officiel du Conseil supérieur de l'armée. Alcazar s'est incliné. Le journal avait ajouté que les généraux de l'armée de terre étaient prêts, « pour régler les problèmes, à employer d'autres moyens, si nécessaire », et que les moyens, si necessaire », et que les militaires exprimaient « leur dé-goût pour la façon dont le gou-vernement salissait l'image du roi ». Il reste donc un doute sur la formulation exacte du commu-nique, première intervention di-recte et publique des forces armées

engagé depuis la mort de Franco. La gravité de la situation a été mise en évidence le 16 par un editorial commun de tous les

un editorial commun de tous les journaux madrilènes, à l'exception du quotidien conservateur ABC, qui soutient résolument l'Alliance populaire de M. Fraga. L'éditorial, intitulé : « Ne pas détruire un espoir » dénonce « l'attaque de secteurs antidémocratiques contre le gouvernement légitime de la nation et contre le processus politique en cours ». L'éditorial souligne que « l'on veut provoquer les militaires ».

Le parti communiste, qui a terminé la première réunion su Le parti communiste, qui a terminé la première réunion en grand jour à Madrid de son comité central sur le thème « voter communiste, c'est voter pour la démocratie », est bien conscient lui aussi des dangers de la situation actuelle. M. Carrillo a fait allusion à « la vote troite » oui était offerte dans la rillo a fait allusion à « la voie étroite » qui était offerte dans la marche à la démocratie et il a mis en évidence « les obstacles comme ceux que nous sommes en train de vivre », « Toute tentative d'élimination physique d'un diri-geant communiste, »-t-il ajouté, serait une erreur de calcul de nos absersaires » adversaires...» Le P.C.E. avait déjé, faisant

preuve de bonne volonté, renoncé su grand meeting public qu'il comptait organiser le 17 avril dans un parc de la capitale. Il a pris en outre une décision d'une haute portée politique en agonatte portes politique en adop-tant le drapeau actuel, sang et or, de l'Espagne de la monarchie à la place du drapeau républi-cain. Ce « geste », alors que les républicains célèbrent l'anniverrecipitatina celebrent l'anniver-saire de 1831, est évidemment destiné à calmer la colère de certains généraux. Habile, 'Il in-dique que les chels du P.C.E. savent que rien encore n'est vrai-ment joué.

M.N.

Baroud d'honneur? Personne n'imaginait en Espa-

gne que l'armée accepterait sans broncher la légalisation du parts communiste. L'hostilité des officiers supérieurs franquistes anciens de la « croisade » — à l'égard des ennemis « rouges » était au contraire régulièrement invoquée, dans l'entourage du pouvoir, pour justifier telle on telle lenteur de la libéralisation. Les ultras, quant à eux, espéraient hier encore que, « dans un sursaut d'honneur », l'armée finhait par faire obstacle au démantèlement progressif du système. En choisissant, anrès avoir tenté d'en faire preudre la responsabilité par le tribunal suprème, de légaliser le P.C.E. avant les élections législatives, M. Adolfo Suarez prenait done — en tonte connaissance de cause - un risque calculé.

Tout porte à croire anjourd'hui que le calcul était bon. Si les deux démissions de militaires membres du gouvernement et le communique du Conseil supérieur de l'armée traduisent la « répuislou » qu'inspire toujours à l'armée le parti de M. Carrillo, on peut penser que cotte « grogue » n'ira pas au-delà d'un « baroud d'honneur ». Pour le reste, les références à la « discipline » et l'hommage rendu à la monarchie sont assez clairs pour limiter les effets de cet « avertissement :

Les manœuvres qui ont accompagné ce témoignage de manvaise numeur illustrent la grande agitation que l'approche des élections iait régner depuis plusieurs semaines en Espagne. D'où l'étrange guérilla sémantique autour du communiqué des militaires, que chacun s'efforce d'interpréter selon ses intérêts. L'extrême droite. defendue par l'« Alcazar », organe des anciens combattants franquistes, cherche naturellement 2 dramatiser la situation en sollicitant les tertes et les sentiments a patriotiques ». L'Alliance populaire de M. Fraga fribarne, qui comple récupérer les suffrages de toute la droite « néo-franquiste », veut donner le maximum d'éclat à une « fronde militaire » propre à Impressionner l'électorat.

Le gouvernement cherche au

contraire, en utilisant les moyens d'information officiels, à convaincre l'opinion — nationale et internationale - que les forces armées ont finalement entériné

sa politique libérala. Au-delà de ces manfestations, subsiste-t-il un réel danger de réaction militaire en Espagne ? Les dirigeants de l'opposition démocratique ne le pensent pas. L'armée de 1977 n'est plus cells des lendemains de la guerre civile. Si, dans les grades les plus élevés de la hiérarchie, les officiers fidèles aux principes du franquisme demeurent majoritaires, il n'en va plus de même au niveau operationnel. L'existence de l'Union militaire démocratique, dont les membres ont été traduits en justice, en est

En outre, l'armée a déjà en l'occasion de témoigner à plu-sieurs reprises, depuis la mort da Candillo, son loyalisme politique. La décolouisation précipitée de l'ex-Sahara espagnol représentait pour de nombreux officiers une « pilule » au moins amei amère à avaler que le retour offi-ciel de M. Carrillo à Madrid. De la même façon, l'enlèvement, en janvier dernier, du général Vil-laescusa, président du Conseil militaire, représentait un défi brutal, une invite à la sédition. que l'armée n'a pas relevés.

Des témoignages de manvaise bumeur ou des menaces vollées ont certes entraîne ces derniers mois, dans les unités, mises à pied. rappels à l'ordre où à la discipline. Mais sans plus. Le rol Juan Carlos a de bonnes rai-sons de miser sur la fidélité d'une armée dont il est issu, et qu'il commande en dernier ressort. En irait-il de même si un jour le grand vent de liberté - et de permissivité — qui souffle sur l'Espagne, la très grave crise économique qui s'annonce, entrainaient le pays dans un déserdre «à la portugaise»? C'est un deuxième risque, mais que, cette fois, ni le gouvernement ni l'opposition ne paraissent soucieux de courie.

(Samedi 15 april.)

du 14 au 20 avril 1977

A Contractor between the contractor of the contr TOUR OF THE PERSON Trent de recepto de Militario d

Company and

WATER PROPERTY AND

CES OFFICE STATE PARTY CALLED CES OFFICE STATE PARTY CALLED ETATOR STATEMENTS (CALLED

ten toelstiffe the

Belgique

Baciaut-chretiens renforcent bara and

- 322.27

n mem-

5.55550 70.7.33

・とうこうをいきまる

-ani cent

T.Edemans

Red to Talk to Total

a 1974 M. 1111

The state of the s

<u>ಕ್ಷ ಪ್ರವರ್ಷ-ಗಾಕಿ ಮೇ ಬ</u>ೆ

ENTER DAY

ವಿಚ್

doman al ora Til

arme cent class M. Tindemans.

Perlin II. Perlin

Un corps électorat

er traditioningles de la continue de w think après Johnstein des de ental Thise took de lieb anales mandates, tro rexistós, bioteletes, es m mare au .00 003/0-

O'S DOLL'E

PARTY DE (Marti 19 aura)

ROULEZ NOUS FAIS

Vous arrivez en Europe dans quelq mois, quelques semanes, quelques (%) Pour vous, la question voiture doit être réglée à l'ayance, facilemen Tranquillement.
Avez-vous interrost Caroen Cha

Parce qu'il ne se somente pas de vous livrer une voiume de vois pre de Mars?

de la choisir des maintenant (demand son test "à vous de jouet")

Parce qu'il vous passe pater pour mode de paiement qui seus consens le mieux : soit achet forme se definits (vous pouvez ramene **** forum) Votre pays de résidence sur plan-financé "tout compris (aus hé pay-que pour la durée d'infa stion de la voiture).

Parce qu'il vous livre dans la vill l'aéroport même où rous arrivez la Citroën qu'il yous faile.

CTROEN & prefere TOTAL 4 14 au 20 avril 1977

bres depuis quarante d le 15 juin

tion du ABC, ou and de Mills ABC qu. de Maria.

1 Maria de Maria.

1 L'editoria morne une mi propinte une crete Cyan Mique, sing official pour en aux donné que reign emploie se les argements et far l'avant guerre de manatre. « - !! dell'ent transfor-te garagne. » Sen truire un esp que de les contre le de la no: torial sau Le pir to entrante. Sen the los entrants as the larger fraction fraction for the larger fraction fra termine COMMITA DO127 :: conscient de la a rillo a estruite EALS On S train de MAY IN APPROPE OF THE CONTROL OF THE ESCAPE OF THE CONTROL OF THE All grand de Philometor

Section 1.

parole des società fazignation de lerandicise de lenie du situation de la license de l'accessor de la license de la licens Principle of the Con-tional of the Con-legant wind in the Principle of the Con-tional of the Con-tional

engine of the contract of differ less and t e್ಕ್ ೪೯್ರ.೭. ೨ − ಯಾಮ್ telermainen, e - ger in m APPROVED OF LIFE BUT THE an public : A2-30.0 ELBriderick und die dass reaction of the Spin Les diverses de l'esta dere mantinere de mantin

aud d'honneur

t. aroles 🔗

Allery James B.

and the second

構造者 カカー・

factar.:

38 3755

ACTION OF

SERVICE CO.

22: 12: 1

800 tal.

2 2 1

Bethalia - All Control

2000

der term to the first

etate on the contemp

***** 1.2 % LAT ******

Francisco - Constitution of the Constitution o

a rational

1965-128

us and d

28 12 26 20 AVE S

25-2: 2.5

E & STEEL . **建筑** 转译数据 ALTER PARTY

BBS TEN

Man Property August 22 Ballers & the firm in the s. His also ALIAN TO E * #1 well re yet! -the of the last F PANTALL

Les sociaux-chrétiens renforcent leurs positions de sources en Espagne sont d'autre (Sutte de la première page.) de miert james pendant des manifestations des manifestations des affaithte à la Chambre : il des sources des syndicats officiels. L'adrid ton forme, en effet, avec le Rassemble des protestation des l'adrid des blement wallon, un groupe unique de plantaire des protestation des l'adrid de qui n'aura plus que seize députés au lieu de vingt-deux.

Dans la capitale, les libéraux ont maintenu leurs positions tout comme les sociaux-chrétiens. Seuls les socialistes ont recule, seuls les socialistes ont recule.

Press. leader de l'Alijance populaire tout comme les socialistes ont recule, ralgré le retour sur la scène politique de M. Henri Simonet, commissaire européen. Leur tessement s'explique par le passage dépuis de l'années en politique de M. Henri Simonet, commissaire européen. Leur tessement s'explique par le passage d'élus socialistes au F.D.P., au lendemain du scrutin municipal lendemain du scrutin municipal d'éctobre 1976, ainsi que par l'éloignement d'un vieux mili-tant. M. Edmond Machtens, bourgmestre de Molenbeek, qui a mené campagne contre son parti.

En 1974, M. Machtens distri-bualt des poulets et du beurre aux électeurs pour qu'ils votent socia-liste. En 1977, Il a pratiquement utilisé les mêmes procédés pour qu'ils votent contre son ancien parti. Dans ce quartier populaire de la capitale, de telles méthodes sont encore rentables.

Un corps électoral

Le gouvernement Tindemans, qui n'avait pas démissionné après la dissolution des Assemblées du début de mars, retrauve, grâce au serutin de dimanche, une majorité qu'il avait perdue à la suite du départ du Rassemblement wailon. Ensemble, sociaux-chrétiens et libéraux ont traintenant cent onze sièges sur un total de deux cent douze, alors qu'ils n'en avaient plus que cent cinq. M. Tindemans pourrait donc, en théorie, recon-duire son cabinet, mais une telle

4 (12,722)

1 mil 21 met.

démarche serait unique dans les annaies politiques du pays et on est a la recherche d'une majorité des deux tiers pour faire face aux graves problèmes qui se posent dans tous les domaines.

Belgique

Les hommes politiques des trois partis traditionnels — social-chrétien, social iste et libéral — tevalent d'ailleurs, dans la nuit de dimanche à lundi, des propos apaisants propres à faciliter le dialogue du lendemain M. Nothomb, ancien président du P.S.C. est i mait que le parti socialiste avait commis une erreur en utilisant le slogan « Elai C.V.P. » et constatait que la Wallonie n'avait pas voté contre la Flandre. Dans pas voté contre la Flandre. Dans les rangs socialistes, on avait rendance à partager cette idée. Seul M. Gendebien, président maiheureux du Rassemblement wallon, récla mait la constitution d'un des la mait la constitution d'un des la mait de constitution d'un des la mait de la maillente de Mallonte. front du refus » en Wallonia

Dans l'ensemble, le corps elec-toral s'est montré stable et l'on constate un retour vers les famil-les traditionnelles. Au nord et au sud, les formations « communau-taires » sont en recui essentielle-ment, pense-t-on, parce que l'électeur, inquiet de la situation économique, reduite une avenrelecteur, inquiet de la situation économique, redoute une aventure. A Bruxelles, au contraire, le F.D.F. est en progrès parce que les habitants de la capitale se sentent menacés sur le plan linguistique et abandonnés par les partis classiques. Il faint noter aussi l'échec lotal des listes marginales, maoistes, troiskistes. ginales, maoistes, trotskistes, rexistes, féministes, et même — c'est une surprise, — écologistes, En 1977, le premier souci des Bel-ges aura été de voter « utils ». Les écologistes apparecument Les écologistes apparemment n'appartiennent pas encore à cette catégorie.

> PIERRE DE VOS. (Mardi 19 avril.)

LE CONFLIT DU ZAIRE

L'opération d'aide française s'est achevée

L'opération trançaise de soutien logistique au Maroc et eu Zaire s'est achevée contormément à l'engagement pris par M. Valéry Giscard d'Estaing. Salon des autorités de l'armée de l'air, tous les appareils engagés ont regagné leur base près d'Orléans le

15 avril au soir. Dans son entretien télévisé, mardi 12 avril (lire pages 6 et 7) le président de la République a indiqué que la France, en prêtant

L'intervention de la France au Zaire au côté du Maroc sous la forme d'une aide logistique de l'armée de l'air n'a pas soulevé la tempête de protestations à laquelle on pouvait s'attendre. Qualifiée de « raisonnable » à l'OTAN commentée en termes parfois embarrassés mais nullement hostiles par la plupart des aillés européens, elle bénéficie d'une conjoncture favorable M. Giscard d'Estaine ne bénéficie d'une conjoncture favorable. M. Giscard d'Estaing ne
semble pas — même compte tenu
des réactions de l'opposition francaise — devoir tirer un bilan
négatif de son entreprise. Les
quelques contradictions qu'on a
pu relever ici et là dans les
déclarations officielles et celles
d'exécutants — quant au transport exclusif de matériel ou à
l'importance de l'équips militaire présente au Zaire — n'ont
pas, pour l'essentiel, modifié le
caractère de l'opération.

Aussi bien à l'Elysée qu'au

Aussi bien a l'Elysée qu'au Aussi bien à l'Elysée qu'au Qual d'Orsay, on estime que, en fin de compta, eile se traduit par un succès. En effet, depuis plus de dix-huit mois, Paris était l'objet de très vives pressions de la part de ses alliés africains. Chez certains d'entre eux, et non les moindres, l'engagement des Cubains en Angola avait et non les moindres, l'engagement des Cubains en Angola avait crée une angoisse proche de la panique. Ils craignaient de n'avoir rien à espèrer de Paris en cas de difficultés externes, et, a for-tiori, intérieures. Depuis des mois, M. Giscard d'Estaing cherchait le française sont dominées per une « déclara-tion officielle » diffusée par l'agence Tass où l'U.R.S.S. condamne les « ingérences » dans « un conflit strictement intérieur » et nie toute responsabilité dans les événements

a geste » ni trop coûteux ni trop risqué qui permettrait de les rassurer La France, en effet, n'était pas en mesure, faute de moyens financiers ou de ces surplus militaires que l'U.R.S.S. distribue largement à ses amis, de tenforcer sérieusement la douzaine d'armées des pays qui se jugeaient menacés.

A cet épart, l'affaire zairoise a

A cet égard, l'affaire zairoise a été accueille comme une excellente occasion de manifester la détermination du gouvernement français. L'appel du président Mobutu à l'O.U.A. et l'accueil plutôt favorable que lui avait réservé la président et accueil plutôt favorable que lui avait réservé la président en exercise de plutôt favorable que lui avait ré-servé le président en exercice de cette organisation. Sir Secwosagur Ramgoolam, fournissaient en effet une « couverture » africaine passable. La forme du soutien demandé par le Maroc iimitait dans les moyens et la durée l'in-tervention de Paris à une « pres-tation technique ». Enfin, les complications internationales à redouter semblaient restreintes, puisque l'Angola, pays d'où proredouter semblalent restreintes, puisque l'Angola, pays d'on provenalent les éléments infiltrés au Shaba, jurait n'être pour rien dans l'opération et ne pouvait donc pas, en bonne logique, se considèrer comme visé par la réaction des amis du président Mobutu. C'est d'allieurs pour n'être pas « partie au confilt » que Luanda a récusé la médiation offerte par le Nigéria.

Enfin, à aucun moment, l'analyse faite à Paris de la situation dans le Shaba n'a pris en compta

des avions au Maroc pour secourir le Zaire, Luanda a adressé à Paris une note rédigée en termes violents et dénonçant un avait voulu donner aux Airiceins un « signal de sécurité - et de - solidarité -. Les réactions internationales à l'initiative acte insensé ».

A Washington, une aide en matériel « non ottensil - a été mise à la disposition de Kinshasa, et le président Carter, selon le département d'Elat, semble donner son avai à la thèse selon laquelle le conflit ne se réduit pas à la lutte contre une agression

une « agression russo-cubaine », à laquelle les États-Unis, fort bien informés, ont assuré ne pas croire et que M. Giscard d'Estaing s'est bien gardé d'évoquer on estimait plutôt que des petits groupes de guérilleros comportant, auprès de « gendarmes katangais » represent du service des opposants de e gendarmes katangais a reprenant du service, des opposants de
toutes sortes au règime zairois,
avaient franchi la frontière avec
l'accord de Luanda, mais sans
grands moyens, afin de «tâter »
le grand pays voisin et, le cas
échéant, le «déstabiliser » en le
frappant au point sensible de ses
exportations de cuivre. La décomposition menaçante du Zaire et
la très mauvaise tenue de son armée pouvaient assurer le succès
de l'entreprise. En revanche, elle
était condamnée à l'échec ou au
plétinement face à quelques milliars d'hommes entraînés et résolus. Or le Maroc, dont les soldats avalent déjà fait leurs preuves au Congo et sur le Golan,
acceptait de les fournit.

La crainte que la chute du

acceptait de les fournit.

La crainte que la chute du président Mobutu, auquel on ne prête aucun successeur convaincant, n'entraîne un chaos généralisé au Zaîre a achevé de décider M. Giscard d'Estaing à intervenir. Il savait, au demeurant, que l'U.R.S.S., trop engagée dans l'affaire angolaise, réagirait mollement et que la Chine proclamerait sa satisfaction. Le risque politique de l'opération n'a pas suffi, à ses yeux, à contrebalancer tous ces aspects positifs.

Pourtant, à long terme, il est considérable La France voit se dégrader encore une « image de dégrader encore une « image de marque » qui, dans le tiers-monde, l'associe à l'« impérialisme » et la range aux côtés des règimes blancs d'Afrique australe et de certains dictateurs africains, bref, comme l'a écrit le gouvernement angolais dans une note d'un ton blen peu diplomatique, des « féroces oppresseurs des peuples ». Etait-il nécessaire, et même très digne, de reconnaître à la hâte Luanda après l'avoir boudé longtemps pour se l'alièner de la sorte?

Enfin, est-fi encore temps de

Enfin. est-il encore temps de sauver le régime zairois, aux prises avec des difficultés qui dépassent très largement le cadre du Shaba, et lugé un peu partout à hout de souffle ? Après le Biafra et l'Angola, la France peut avoir, une fois de plus, parié sur le perdant. Il n'en serait que plus difficile de rééquilibrer, comme le soutaite le Quald'Orsay, qui n'est pas entièrement sur ce point du sentiment de l'Elysée, une politique française pratiquant le distinguo s'impliste entre Etats africains « commuentre Etats africains a commu-nistes » irrécupérables et a pro-occidentaux » promis à toutes les

L'engagement français au côté du Zaire a-t-il été consenti aux moindres frais? Le pari est pris et la question reste posée. PAUL-JEAN FRANCESCHINL (Samedi 16 april.)

ROULEZ, NOUS FAISONS LE RESTE.

Vous arrivez en Europe dans quelques mois, quelques semaines, quelques jours... Pour vous. la question "voiture" doit être réglée à l'avance, facilement, tranquillement.

Avez-vous interrogé Citroën Champ de Mars?

Parce qu'il ne se contente pas de vous livrer une voiture: il vous propose de la choisir dès maintenant (demandez son test "à vous de jouer").

Parce qu'il vous laisse opter pour le mode de paiement qui vous convient le mieux : soit achat ferme et définitif (vous pouvez ramener votre voiture dans votre pays de résidence) soit plan financé "tout compris" (vous ne payez que pour la durée d'utilisation de la voiture).

Parce qu'il vous livre dans la ville, à l'aéroport même où vous arrivez, la Citroën qu'il vous faut.

Parce qu'il vous procure, s'il le faut,



une voiture dans les 24 heures.

Citroën Champ de Mars : pour profiter à fond de votre séjour 1977.

CITROEN

De nouveaux clivages (Suste de la première page.)

. Les uns y voyaient donc une nou-velle étape de la luite contre le diplomatie musclée de leurs adveresires soviétiques et cubeins avec en juillet prochain leurs - complices - angolais. Bien entendu, un certain malaise était déjà sonsible, notamment à Dar-Es-Salaam. Mais, dans l'ensemble, on retrouvait en mars la cassure qui s'était pro- d'un Zaire à l'équitibre délà si préduits en janvier 1975 fors du « som- caire (aisse entrevoir de trop sommet - extraordinaire de l'O.U.A. sur bres perspectives. Mieux vaudralt

l'envoi de troupes marocaines à la rescouese de l'armée zaïrolee a porté un coup inattendu à la dynamique engendrée par le dénoue confilt angolais Ecertatés entre des loveutés ou des intérêts opposés, de nombreux Etata stricains semblent avoir été pris à contre-pied.

M Fidel Castro avait été, en mars, le premier hôte d'une couvelle lunte éthiopianne qui compte surtout sur Moscou et La Havane pour remplacer une alde militaire américaine vitale. mais proche de son terme. La décision du roi du Maroc, approuvée notamment per l'Egypte et le Soudan, place les dirigeants éthiopiens dans un embarras d'autant plus protond. qu'ils gardent les yeux rivés sur une Insurrection érythréenne, dont ils attribuent les succès à l'ingérence de soudanala La - revolution - éthioplenne, qui pourrait difficilement approuver chez le voisin une opération qu'elle dénonce chez elle, a choisi, pour l'instant, de réclamer une « solution interne » et dans le cadre da l'O.U.A., comme l'a déclaré le 17 avril un membre de la junte, le colonel Ababe Belaim. La gêna d'autres capitales afri-

calnes est tout sussi manifeste. En dépit d'un sèrieux incident de frontière - l'aviation zelroise surait bombardé des villages zambiens, ca que dément Kinshasa. - la présidani Kaunda est partage entre sa sympathle pour la cause zaîrolse et fait que le succès des guérilles d'Afrique australe dépend, avant tout, d'une aide militaire soviétique. Tel est le cas, également, de Sir Seresse Khama, le président du Botswana. En accord avec le Soudan et l'Egypte sur les questions de la mer Rouge et de l'Erythrée, la Somalle demeure liée, de son côté, par un traité d'amitié à l'Union soviétique. Mogadisclo s'est abstenu, jusqu'ici, de toute prise de position tranchée. L'embarres de pays-clés comme le Nigéria — qui avait tenté una médiation entre Luanda et Kinshasa, n'est sûrement pas l'expression d'une sympathle pour les motifs réels de l'intervervention de Rabat et le spectacle offert par le pont gérien francels, volontiers qualifié de - petil Entebbe - avec quelque tronie Quant au rol du Maroc, on lui reconnaît l'habileté de s'être tiré de l'isciement

dans lequel Tavait place, au sein de l'O.U.A., sa politique dans l'ancien Sahara espagnol. Rabat n'aura pas néo-colonialisme ». Tandis que à bouder un sommet extraordinaire les autres y lisaient, au moment où de l'Organisation panafricaine prévu MM. Podgorny et Castro silionnalent fin avril sur cette question épineuse, le continent, un nouvel exercice de car il n'aura sans doute pas lieu avant le sommet ennuel, à Libreville

L'inquiétude des Nicérians ou des Tanzaniens vient d'ailleurs. Quelle que soit la légitimité du régime du président Mobutu, la « congolisation » concentrer ses efforts sur une cause On sambiari zions se réjouir dans qui fait l'unanimité — la renverse-te camp de l'Afrique dite = mili-ment des régimes racistes d'Afrique tante - et balaser les bres dans le australe, - qu'enccurager une opéraéclats les principes aur lesquels se fonde le cenafricanisme

En Angola, face à l'intervention du corpa expéditionnaire sud-africein, la cause était bonne En revanche, le retour des - Katangals - au Shaba. avant l'intervention marocaine, avait de quoi faire trembler certains hommes d'État africains dont les positions ne sont pas très solides L'opération franco-marocaine n's fall que justifier la réserve affichée par M. Nyerere, porte-parole des cinq Elats de la ligne de front. L'ancien Katanga ne peut plus devenir qu'un abcès de fixation - avec un rentorcomuni alors possible des interven-tions extérieures — ou le théâtre d'une belle reculade Dans les deux hypothèses, ni Pretoria ni Salisbury ne devralent se plaindre.

Ca problème illustre également le polds crolesant, dans les affaires alricaines, des pays erabes - modérés -. La - sommet - afro-arabe du Caire, début mars, en avait déjà donné un indice avec l'octroi d'une alde financière d'un miliard et demi de dollars aux pays d'Afrique noire. La fermaté de l'appul offert par l'Egypte et le Soudan à la décision marocaine ne devrait laisser aucun doute aur leur détermination à porter un coup d'arrêt à ce qu'ils considèrent, en fait, comme une - polltique de clientèles - pratiqués par l'Union soviétique depuis deux ans dans l'Afrique sud-saharienne. Enfin, l'opération tranco-marocaine

n'a pas manqué de mettre en lumière certaines faiblesses Même avec l'appul d'un fort contingent de troupes cubaines, le régime de Luanda n'arrive toujours pas à éliminer la guérilla que fui impose l'UNITA de M. Jones Savimbl. gul louit d'un sautien logistique sud-atricain. Pourtant. Luanda a au moins « toléré » que les - Katangais -, ses alliés de la guerre d'Angola, tentent leur coup au Shaba Quoi qu'il advisnna désormals, l'Afrique est déjà perdante. Elle s'en tirera, au mieux, avec une nouvella somme de rancœurs et de meurtrissures, et doit constater que, une fois de plus, ses frontières ont été franchies par des armées étrangères. Volant, blen entendu, au urs de la « bonne cause ».

JEAN-CLAUDE POMONTI. (Mercredi 20 avra.)

CITROEN & profese TOTAL

Sélection hebdomadaire du journal «Le Monde»

Page 5

« La France a donné le signal de la solidarité

- L'Afrique est un continent que je connais bien. - Par cette phrase, M. Valéry Giscard d'Estaing a peut-être livré, le 12 avril, la clef psychologique de la décision qu'il a prise de four-nir l'appul legistique de la France aux troupes zafroises et marocaines, mobilisées coutre des maquisards hostiles au régime de Kinshasa. A une semaine du voyage qu'il doit l'aire à Dakar, où il participera à la conférence des ches d'Etat d'Afrique francophone, le président de la République a exprimé son engagement personnel aux côtés des dirigeants pro-occi-dentaux de ce continent, inquiets du soutien que leurs adversaires recoivent des pays de l'Est.

Fidèle au didactisme aimable dont il aime à l'aire preuve devant les caméras de la télévision, M. Giscard d'Estaing quitte le bureau où il l'aisait face à ses quatre interlocuteurs, se tourne vers un vaste planisphère et y désigne le Zaire. • second pays francophone par sa population, le plus grand par su super-ficie ». L'attaque, dit-il, est venue du sud-ouest : on n'a remarqué d'agitation populaire ni à Kinshasa ni à Lumumbashi : le régime du président Mobutu — sur lequel - nous n'avons pas d'agitation populaire ni à Kinshasa ni à Lubumbashi : le mais agressé de l'extérieur. - Je ne veux pas que les Etats africains amis de la France, lorsqu'ils sont à l'intérieur de leur droit et lorsque leur sécurité est menacée, se sentant

M. Giscard d'Estaing a souligné que Paris avait agi seul informant ses partenaires européens, mais non les Etats-Unis avant de donner, à la demande du Zaire et du Marot, le « signal de la solidarité entre l'Europe et l'Afrique . Cependant, a l'on en croit ce que le chef de l'Etat a déclare aux présidents des groupes parlementaires de la majorité à l'Assemblée nationale et au Sénat, la France n'a pris sa décision qu'après avoir reçu le soutien de l'Egypte et de nombreux Etats d'Afrique an

«La sécurité du Zaïre était menacée par des éléments venus de l'extérieur >

Christian Bernadac (TF 1) indique d'abord que les quatre journalistes qui interrogent le président (Roland Faure de l'Aurore, Jean-Pierre Joulin d'Europe 1, Edouard Sablier de France-Inter et Michel Talu du Monde) se sont mis d'accord pour parler d'abord du Zalre et des problèmes africains, puis des rapports Est-Ouest et des initiatives du président Carter, et enfin de l'Europe.

EDOUARD SABLIER. - Ma première question, monsteur la président, c'est celle que se posent, ce soir, tous les Français (_): pourquoi être intervenu par un pont aérien

LE PRESIDENT. — Pourquoi la France est-elle intervenue au Zaire? Elle est intervenue parce qu'on le lui a demandé. En effet, le Zaire, qui est un grand Etat africain, avec lequel nous avons des liens de coopération, a vu sa sécurité menacée par des éléments venus de l'extérieur, et le Zaire à fait appei à la solidarité atricaine. Il s'est adressé à l'Organisation de l'unité atricaine et a demandé aux Etats africains de lui témoigner leur solidarité. Un certain nombre d'Etats africains ont répondu positivement, et, notamment, le Maroc. Le Maroc a proposé au Zaire de faire parvenir au Zaire un certain nombre d'éléments militaires. Le Zaire et le Marce ne disposaient pas des moyens de transport rapide suffissants pour réaliser cette opération, et ils se sont donc adressés conjointement à la France.

st alors que nous avons pris la décision, non pas improvisée comme on l'a écrit, mais soigneu-sement réfléchie, et décide de répondre favorable-

ment à cette demande. L'action de la France consiste donc, en réponse à une demande africaine, à assurer le transport d'un certain nombre d'éléments militaires, à partir du Maroc, en direction du Zaire, l'indique tout de suite que le transport effectué par les avious francals porte exclusivement sur du matériel. Ce n'est donc pas une opération de combat. Il n'y a pas de Français qui sont ou seralent engagés au Zaire. C'est une opération d'assistance, de coopération, pour un transport entre le Maroc et le Zalre.

Mais alora, vous me direz : nous avons répondu à cette aide, pourquoi ?

En le faisant, nous avons voulu donner deux signaux : un signal de sécurité et un signal de solidarité.

solidarité.
D'abord, un signal de sécurité.
Je ne veux pas que les Etats africains amis de la France, lorsqu'ils sont à l'intèrieur de leurs droits et que leur sécurité est menacée, se sentent abandonnés. Ils ne seront pas abandonnés. Quant au signal de solidarité, c'est le fait de montrer la solidarité étroite qui existe entre l'Europe et l'africa.

et l'Afrique. L'Europe ne peut pas se désintèresser de ce qui se produit sur le continent africain : ce serait, de sa part, la plus coupable des insouciances. Nous avons voulu, à cette occasion, donner le signal de la solidarité entre l'Europe et l'Afrique.

ROLAND PAURE. — Monsieur le président, nous sommes asses mal informés de cent, nous sommes asset mat informes ac ce qui se passe sur place. Pouvez-vous (...) nous décrire un peu la situation sur le ter-rain? S'agit-il d'une invasion evec des affrontements sanglants ou, au contraire, d'une guérilla? (...) S'agit-il d'une attaque venue de l'extérieur (...) ou, au contraire, d'une réaction intérieure contre le régime du président Mobuth? du président Mobutu?

LE PRESIDENT. — D'abord, un premier point très important : ce n'est pas une insurrection.

Nous connaissons le Zaire, je connais le Zaire.

Les grandes villes du Zaire, c'est-à-dire Kinshasa,

Lubumbashi, ne se sont pas soulevées. Il n'y a pas eu de désordres au Zaire. Ce sont des éléments venus de l'extérieur qui ont pénétré sur le territoire zairois.

Si vans soulez, le vais vons montres où se déron-Si vous voulez, je vais vous-montrer od se dérou-

Si vous voulez, je vans vous-montrer où se dérou-lent ces événements sur cette carte. Vollà donc le Zeire, au centre de l'Afrique... Quelques indications. C'est, après la France, le pays francophone le plus peuplé du monde, vingt-cinq millions d'habi-tants, et c'est, avant la France, le pays franco-phone le plus étendu du monde.

phone le plus ètendu du monde.

C'est un pays qui a des ressources considérables.

Le fleuve Congo, que voici, est un fleuve dont
l'équipement, si on le réalisait au point de vue
de l'énergie étectrique, représenterait l'équivalent
de quarante centrales nucléaires. Ceci pour vous
situer l'importance d'un tél pays.

L'invasion, l'inflitration s'est produite dans le
sud du pays, dans la région que je vous indique,
et à partir du territoire voisin.

On a dit : ce sont des gendammes katangais qui
renirent chez eux. Je vous rappelle que ces gen-

On a dit: ce sont, des gendarmes karangais qui rentrent chez eux. Je vous rappelle que ces gendarmes karangais sont partis du Zaïre il y a maintenant douze ars. Ils ont donc viellit, et je ne pense pas qu'ils rentrent dans ce pays avec les armes qu'ils auraient emportées il y a douze ans l'Ce sont donc des hommes armés, équipés, qui ont mandré au Zaïre.

Ce sont donc des hommes armés, équipés, qui ont pénétré au Zaire

Ils ont avancé en direction d'une ville importante, la ville de Kolwesi, qui est une ville de cent cinquante mille habitants, et dont la chuté était prévue, vous vous souvenez. Il y a environ une dizsine de jours.

Ce sont des opérations qui se déroulent sur un ternain qui est une sorte de savane, très fermée, qui se déroulent principalement la nuit; ce n'est pas exactement une guerre, avec de grandée unités militaires qui se combattent, c'est plutôt une infilitration. Mais c'est tout de même une infilitration d'une grande importance, puisqu'elle menaçait la sécurité d'une ville de cent cinquante mille habitants.

securité à une vant le décisions qui ont tants.

A l'heure actuelle, depuis les décisions qui ont été prises, la situation paraît stabilisée sur le terrair, et, du point de vue de la situation politique, je vous rappelle qu'il n'y a pas de troubles, qu'il n'y a pas d'insurrection au Zabre, que ce sont des éléments venus de l'extérieur qui ont posé ce problème de sécurité.

Page 6

MICHEL TATU. - Il y a quand memi MICHEL TATO. — Il a quand meme des informations qui disent que, d'une part, ces éléments ont été plutôt inen accueills par la population, d'autre part, que l'armée zairouse y'est très mal défendue (...). Il y a aussi (...) des témoignages de journalistes ayant interrogé des Français à Kol-

west, selon lesquels ces militaires français qui se trouvent là ont affirme qu'ils avaient la charge de défendre la ville, de participer id charge de dejendre la ville, de participer à la défense de la ville (...). Pourquoi le Zaire n'a-l-û pas pu résister tout seul? Il a une armée importante. El est-ce que le régime du président Mobutu vous paraît sufficamment solide pour résister à cette vibrersion?

LE PRESIDENT. — D'abord, un point impor-tant : nous n'avons pas à porter de jugement sur les régimes des Etats africains. Ce n'est pas notre affaire. Nous sommes sortis de la période coloniale. Ce n'est pas nous qui gouvernons l'Afrique.
Nous traitons avec les gouvernements. Ces-gouvernements sont représentatifs des pays, ils ont les caractéristiques particulières de ces différents

Deuxièmement, l'accueil de la population, nous n'en savons rien. Les témoignages que vous indiques sont des témoignages qui viennent de ceux qui, précisément, procèdent à ces infiltrations. Naturellement, quand on entre dans un pays, on dit toujours que la population vous y accueille favorablement l'Pour peu qu'on y entre armé, c'est d'ailleurs, en général, l'impression qu'elle vous donne l'H est difficile — en tout cas, je n'ai pas moi-même d'éléments d'appréciation — de recouper ces informations.

Le dernier point : le rôle des Français.

Il n'y a pas de Français qui combattent au Zafre et il n'y aura pas de Français qui combattent au Zafre. On s cité, dans la presse, le cas d'un officier français qui se trouvait au Zafre, effectivement d'ailleurs, mais je peux vous indiquer qu'il est rentré à Paris cet après-midi. Nous avons depuis maintenant trois ans — l'accord a êté signé avant ma prise de fonctions comme président de Deuxièmement, l'accueil de la population, nous

qu'il est rentré à Paris est après-midi. Nous avons depuis maintenant trois ans - l'accord a été signé avant ma prise de fonctions comme président de la République - un accord de coopération militaire avec le Zaire, comme nous avons des accords avec de nombreux Etats africains. Il y a donc, en général, au Zaire, quelques dizaines de militaires français - je dis bien quelques dizaines, nous n'avons famais atteint la centaine, - qui sont des officiers et des sous-officiers qui ont des fonctions précises d'enseignement ou d'assistance technique. précises d'enseignement ou d'assistance technique, notamment pour le matériel sérien que nous avons

JEAN-PIERRE JOULIN. — Monsieur le président, l'intervention franco-marocaine ne va-t-elle pas justifier d'autres interventions extérieures, mais cette fois au côté des rebelles du Zaire? Et plutôt que d'éteindre un incendie, n'allons-nous pas embraser toute une région (...)?

franco-marocaine, il y a une action du Maroc et du Zaire à laquelle la France a apporté le concours de moyens de transport pour une durée déterminée. Vous ne m'avez pas posé la question, mais je vous indique que nos transports se termineront à la fin de la présente semaine, et ensuite nos appareils regagneront la France, leur base d'Orléans

Vous me dites : est-ce que cela peut déciencher d'autres actions ? Il s'agit là d'une action défensive, à l'intérieur des frontières d'un Etst. La situation serait tout à fait différente si la France, ou d'ailleurs tout autre pays, apportait son concours à une action offensive de franchissement des

a une action offensive de franchissement des frontières d'un autre Etat.

Mais voils un Etat qui est chez lui, à l'intérieur de ses frontières, et dont le gouvernement légitime, reconnu par la communauté internationale qui siège à l'ONU, qui siège à l'O.U.A., et qui demande à ses partenaires africains une assistance. Cela ne peut pas être la justification pour que se décienche, de l'extérieur, une invasion en direction de ce pays.

ROLAND FAURE. — (_) N'étes-vous pas frappé par la simultanéité de l'échec et du retrait des Russes du Proche-Orient et de leur implantation en Afrique, d'abord en Angola et maintenant en armant fusiement ces cohortes de Katangais, qui viennent attaquer le Zaire? Est-ce qu'il s'agit pour l'Union soviétique, à votre avis, de prendre mied sur ce continent pour des misons strapied sur ce continent pour des raisons stra-tégiques et pour des raisons économiques, ou bien les Russes préparent-ils, à partir du Zaïre, une réimplantation au Proche-Orient, à travers, par exemple, le Soudan, c'est-à-dire vers l'Egypts?

PRESIDENT. — Non. je ne crois pas qu'il une corrélation entre la politique africaine LE PRESIDENT. — Non, je ne crois pas qu'il y ait me corrélation entre is politique africaine de l'Union soviétique et les événements du Proche-Orient. Je crois que la politique africaine de l'Union soviétique existe depuis longtemps, qu'elle s'était manifestée d'ailleurs, dans le passé, dans d'autres régions de l'Afrique. On s'en souvient certainement : vous pourriez citer de mémoire un certain nambre d'Etais où cette présence s'était manifestée. Si, à l'heure actuelle, elle se manifeste c'est en raison de la situation irès troublée du consiste toujours à manifester sa présence là où il y a une incertitude ou une situation broublée. Je ne pense pas que ce soit le Moyen-Orient qui soit à l'origine de cette action soviétique. Mais, à cet égard, je voudrais vous dire ce que je pense, moi, du sentiment profond de l'Afrique. L'Afrique est un continent que je consais bien. C'est un continent que l'Europe doit considérer comme un continent per l'Europe doit considérer comme un continent frère. Les Africains, à l'heure actuelle, ne souhaitent pas du tout être soumis par les idéologies conquerantes. Ce n'est pas le voru de l'Afrique. L'Afrique aspire à son développement, alle aspire à une situation pacifique, et sa plus grands ambitton serain que l'Afrique soit laissée anx Africains D'aillieurs. développement, elle aspire à une situation pacifique, et sa plus grands ambitton serait que
l'Afrique soit l'alssée aux Africalus D'allieurs,
chaque fois qu'elle le pourra, par ses procédés à
elle, elle fera reculer les interventions ou les
infituences politiques extérieures Elle l'a déjà fait
à plusieurs reprises, elle le fera encore. Si bien
que l'attitude de la France dans le cas du Zaire,
ou dans le cas de la politique africaine, ne sera
pas du tont une attitude de type néo-colonialiste,
ou tendant à dicter je ne sais quelle politique à
l'Afrique C'est une politique d'assistance à l'Afrique pour régier ses vrais problèmes, c'est-à-dire
pour être maîtresse, enfin, de ses problèmes de
développement et de sécurità

MICHEL TATU. — (_) Voit avez dit que c'étatent des éléments venus de l'exté-rieur, des territoires voisins ; il s'agut donc rieur, des territoires voisins; il s'agnt donc de l'Angola (...). Est-ce que vous estimez qu'il y a un rôle également de Cuba dans cette affaire, et donc, à un deuxième degré, de l'Union soviétique?

de l'Union soviétique?

LE PRESIDENT. — D'abord, c'est différent, Cuba et l'Union soviétique; ce ne serait pas la même responsabilité. Ce qui est certain, d'après les observateurs sur le terrain, c'est que les éléments qui se sont infiltrés au Zaire étaient des éléments récemment entraînés; autrement dit, ce ne sont pas les gendarmes katangais revenant après douze ans dans leur pays, et avec leurs vieilles armea, ce sont des éléments qui ont subi un entraînement, qui notamment ont subi un entraînement de guerre révolutionnaire; c'est pourquoi ils font des opérations la nuit, par petits groupes de dix ou vingt, avec une technique éprouvée. Ce sont donc des éléments qui ont été formés par d'autres, cecl est bout à fait clair.

Alors, quels sont les autres qui les ont formés? Je n'al pas d'information à cet égard.

MICHEL TATU. — M. Young (i) a dit

MICHEL TATU. — M. Young (1) a dit qu'on surestimati le danger soviétique, et n'était pas tellement inquiet de voir l'inté-grité du terriloire du Zaire menacée. Plus

grità du territoire du Zaire menacée. Plus généralement, la réaction des Etats-Unis a été très réservée. On a le sentiment que, au fond, la France fait un petit peu ce que les Américains avaient l'habitude de faire jusqu'à présent une politique plus active, plus engagée, dont les Américains eurmêmes se sont lassés. (...) Ne peut-on redouter certaines conséquences qu'ont connuez les Américains d'un excès d'engagement à l'extérieur?

LE PRESIDENT. - Non. D'abord je vous dirai LE PRESIDENT. — Non. D'abord je vous dirai que la France agit pour son compte et pas pour le compte d'autrui. Très souvent, dans nos débats politiques nationaux, on souhaite que la France ait une politique indépendante : en voilà une. Nous n'avons demandé, à cet égard, l'autorisation ou l'approbation de personne. Je veux dire que le secrétaire d'Etat des Etats-Unis est passé à Paris samedi dernier, que nous avons parlé en termes généraux de la situation en Afrique, mais que le ne lui ai pas fait part de noire intention. que je ne lui ai pas fait pari de notre intention de répondre éventuellement à des demandes qui nous seraient adressées. Donc, c'est une politique indépendante de la France

Je n'ai pas besoin de vous dire non plus que je ne suis pas d'accord avec les déclarations, telles qu'elles ont été rapportées, du représentant des États-Unis à l'ONU.

Alors, il ne faut pas établir entre cette situation et d'autres situations par page l'alors et d'autres situations par page l'alors et d'autres situations page l'alors et d'autres et de l'autres et de l'autres et de l'autres et d'autres et de la course de l'autres et de l'autres et de l'autres et de l'autres et d'autres et d'au

et d'autres situations un parallèle qui serait tout à fait absurde, je veux dire un parallèle avec le Vietnam La France n'a aucune intention d'envoyer ses combattants en Afrique pour une guerre de type vietnamien. Il n'en est pas question. Et d'ailleurs, de toute façon, les Africains ne le lui demandaient pas. Dans cette affaire, je l'ai die au début, nous agiasons à la demande des Afriau denut, nous agasons a la demande des Afri-cains eux-mêmes, et dans la limite des demandes africaines. Alors, naturellement, il y a des gens qui voudralent toujours que la France soit condamnée à l'impuissance et tantôt disent : les Américains n'agissent pas, pourquoi agir à leur place ? Et d'autres disent vous agissez à leur demande. Eh bien non ! la France agit pour son compte dans l'exercice de ses responsabilités et dans la préoccupation de sa propre conscience netionale.

Je voudrata dire aux Françaia que l'Afrique c'est tout près. L'Afrique, c'est un continent d'où viennent traditionnellement un certain nombre de nos ressources et de nos matières premières, avec lequel nous avons des liens très-étroits. L'Afrique, même si c'est lointain pour beaucoup de "rançais.

c'est le continent voisin du nôtre. Un changement c'est le continent voisin du nôtre. Un changement de la situation politique de l'Afrique, une situation générale d'insécurité ou de subversion en Afrique auraient des conséquences pour la France et l'El-rope. C'est pourquoi la France a voulu, je l'ai dit tout à l'heure, donner un signal et, pour ma part, M. Tatu, je préfère qu'elle ait donné ce signal sans l'accord des Etats-Unis. C'est l'occasion de montrer pour une fois qu'il existe des problèmes, qu'il existe des citrations dans lesquelles l'Enresmontrer pour une fois qu'il existe des problèmes, qu'il existe des situations dans lesquelles l'Europe devrait se manifester elle-même, et l'Europe, s'est manifestée par l'intermédiaire de la France. Nous avons naturellement prévenu nos parienaires européens, nous aurons l'occasion d'étudier eve eux la situation, mais je considère que le fait que le problème africain ait été souligné dans son importance par la France au nom de l'Europe, et pour pas par la France au nom d'une sures. non pas par la France au nom d'une super-puissance extérieure à l'Europe, est en soi le signe d'une politique indépendante et responsable

gère importants au cours du printemps, et je souhaiterais que nous puissions avancer vers une situation où ces problèmes puissent être débattus avec la majorité, mais aussi avec l'opposition.

CHRISTIAN BERNADAC. - Cest me invitation, monsieur le président ? LE PRESIDENT. - Une invitation et une

Je voudrals terminer par deux remarques, parce qu'on va dire beaucoup de choses sur cette affaire du Zaire : rappeler que c'est cette année que la France va terminer la décolonisation, pour sa part, de l'Afrique. J'ai pris moi-même la décision, avec le gouvernement, bien entendu, de conduire à l'indépendance et dernier territoire que nous pos-sédions en Afrique, l'Etat des Afars et des Issas, et avant la fin de ce semestre, la France aura terminé la décolonisation de l'Afrique. Ceci pour répondre aux accusations maiveillantes d'une politique néo-colonialiste de la France.

politique neo-colonialiste de la France.

Et puis, une autre remarque pour remercier les équipages de nos avions et dire ceci : nons avons pris la décision concrète de répondre à la demande du Maroc et du Zaïre mercredi 6 en fin de matinée. Nos premiers avions ont commence à être es mouvement jeudi, ils ont été sur place vendredi matin et ils ont commence à arriver à destination à partir de samedi.

a partir de sameur Le communiqué de l'Elysée a été publié dimanche à 16 heures. Il n'y a eu aucune fuite et aucune indiscrètion, blen que cette opération ait comporté la mise en œuvre de plusieurs centaines de personnes. Eh bien, je voudrais féliciter ces hommes pour la capacité dont ils ont fait preuve at pour leur sens de l'intèrêt national.

«La détente n'est pas une politique de conquête idéologique>

ROLAND PAURE. — L'opinion française n'a pas compris pourquot, dans le même temps où le président Carter accordait son soulien à un contestataire sométique, puisqu'il recevait Boukouski à la Maison Blanche et qu'il écrivait à Sakharat (...), le président de la République trançaise refu-sait de recevoir Amairik? Biait-ce pour ne pas comprometire votre prochain entretien avec H Bremev à Paris? LE PRESIDENT. - Non, ce n'était pas pour ce

motif, c'étall en raison d'une conception que nous avons de la politique de la détente Malheureusement, mon explication sera nécessairement un peu détaillée.

D'abord, sur cette politique de la détente dont

D'abord, sur cette politique de la détente dont on parle, quelle est notre conception?

Pour moi, la politique de la détente, c'est un effort pour améliorer les relations entre les pays de l'Est et les pays de l'Ouest, en acceptant leur existence réciproque et sur une base d'eralité Donc, la politique de la détente fondamentalement est une tentative d'amélioration des relations entre les pays de l'Est et les pays de l'Ouest. Ce n'est pas une politique de c on q u ét e idéologique de l'Ouest par l'Est on de l'Est par l'Ouest.

A cette politique de détente, qui est necessairement patiente, puisqu'elle vise à améliorer les relations, s'ajoutent certaines préoccupations fondamentales qui sont pour nous celles des droits de l'houme et qui sont celles de l'application de l'accord d'Helsinki.

D'abord, sur les droits de l'homme, je vous rappelle que la France, dans tous ses textes fondamentales, dans sa Constitution, insiste sur la reconnaissance des droits de l'homme, de la liberté sous toutes ses formes et le plein exercice de celle-ci et lorsume le métides.

reconnaissance des droits de l'homme, de la liberté sous toutes ses formes et le plein exercice de celle-ci et, lorsque le président Carter veut introduire dans la politique mondiale une affirmation plus claire, plus forte, des droits de l'homme, il trouvera une participation active de la France. Il y a ensuite les accords d'Helsinki et dans les accords d'Helsinki un certain nombre de principes sont posés l'is ont été posés par tous les pays qui ont signé ces accords, et notamment par l'Union soviétique. J'ai apporté l'accord d'Helsinki, nensant que cette ovestion serait soulevée. Je vous

pensant que cette question serait soulevée. Je vous lis ceci Dans les accords il est précisé .

« Les Étais participant — et donc l'Union soviétique — favorisent et encouragent l'exercice effectif des libertés et droits civils, politiques, économiques,

socianx cultureis et autres, qui découlent tous de la dignité inhérente à la personne humaine et qui sont essentiels à son épanouissement libre et intégral s

Et, un peu plus loin, on dit dans ce mêm «Les pays participant confirment le droit de l'individu de connaître ses droits et devoirs dans ce domaine et d'agir en conséquence.»

Donc la France estime que l'application des accords d'Helsinki comporte effectivement l'exercice des libertès et des droits civiques, et la France l'exprimera ou le rappellera chaque fois qu'il sera question de l'application des accords d'Helsinki. À cet égard, la France manifeste sa réprobation des actions qu'il sera de l'application des accords d'Helsinki. pour les actions qui visent à maîtraîter ou à persecuter des individus ou des groupes d'individus, parce que ceux-ci réclament dans leur pays l'application des accords d'Helsinki.

Vous poslez la question de savoir si, compte tenu de cette attitude, la France, et moi-même, doit recevoir tel ou tel particuller, personnage de l'Union soviétique ou d'un autre pays, qui se juge persécuté

Il y a les relations entre les Etats et il y a les attitudes personnelles.

En ce qui concerne les relations entre les Etats la France continuera d'affirmer la nécessité de reconnaître l'exercice effectif des libertés. Si ces ilbertés ne sont pas exercées elle prononcera à cet égard les Jugements qui s'imposent. Par contre, elle n'interviendra pas dans les sitos-tions particulières à l'intérieur des autres Etats. Elle ne le fers pas, pourquoi?

Elle ne le fera pas, pourquot ?

Elle ne le fera pas d'abord parce que nous n'admettrions pas qu'on le fasse chez nous. Et je vous demande ce que serait la réaction de la population française si les dirigeants d'un autre Etat, à propos d'un procès ou à propos d'une contestation, portaient des jugements particuliers sur la situation de tel ou tel citoyen français ? Nous pe l'accepterions pas.

Ensuite, nous ne le ferons pas parce je ne sols les sûr que ce soit la manière la plus efficace de faire progresser effectivement le respect des droits et de la liberté des personnes

Je peux vous dire que, chaque fois que nous en avons l'occasion, avec les grands dirigeants des pays de l'Est, nous posons et nous résolvous des problèmes de personne, c'est-à-dire soit des per-

du 14 au 20 avril 1977

JEAN-PIERRE JOULIN. - Vous aver souhaité des concertations avec les chess des grandes puissances sur la politique étrangère. Alors, comme aux Étais-Unis et en Grande-Bretagne, pourquoi n'avoir ren-contré que les chefs des groupes parlementaires de la majorité?

LE PRESIDENT. — Je souhalterais que ces circonstances soient possibles et je vous dirai que de mon côté, je serai tout prêt à y participer. Pourquoi ne l'ai-je pas fait ? Parce qu'ils ent pris l'initiative inverse. J'ai reçu, avant mêms d'avoir expliqué le point de vue du gouvernement français, une lettre du président du groupe communiste. lettre dans laquelle il critique l'action de la France. Alors, je dirai d'abord, connaissant bien M. Ballanger, que je m'étonne qu'il critique l'action de la Prance avant même de s'être reseigné auprès des responsables de la politique raction de la France avant meme de s'eure ren-seigné auprès des responsables de la politique française. Il pourrait voir le ministre des affaires étrang.res, le ministre de la défense, et même, s'il le souhaitait, le président de la République, qui lui aurait expliqué, comme aux présidents des groupes de la majorité, les motifs de notre action. Nous aurons d'autres sujets de politique étran-gère importante su cours du printemes et le

SABLIER. Des montes de partir de la control LE PRESIDENT - Hon. Je d'approuve pas nécessatement : stillade, mais ce, s'est pas une ingerence

reine de rouge republicais la la company de la company de

e la Annuar El Sadale, chaf de l'annuar

1 27

. - de parsonne.

Constitute of the second of th

Democratic Cost actualisation in

information of the property of

parce due cori est de la companie de compa

EDCUARD SABLIER - Des implication

ge time sales - neure abilities.

de transpare

SECTION OF THE PROPERTY OF THE

Edit 3

B MODE A TO

grander con Eints le Galona, et l'acceptant le français en restricte le galona de l'acceptant le constitute le con

LEGrove apparue comune legged M. Grand pour Blustrer le

mierrante public

rearist test and and the rearist test and test a

ropres detains, Cons.

to president des pe

day se boscor There was to touch the second of the second

THE PERSONAL PROPERTY OF THE PARTY OF THE PA The large of the property of t LE PRESIDENT. — Je n'Ai monte la course le fin que M. Kanapa all'institution des diplomatic américaina. C'est que all'institution des diplomatic américaina. C'est que all'institution de la companya de liberte la cita pays de la cita pays

essuite, par des indiscrétions de pressi.

Quand l'ai recu M. Vance.

Pas parle du cas de M. Rankos.

al pas parle du cas de M. Rankos.

al pas parle du cas de M. Rankos.

al pas parle du cas de M. Rankos.

de pas parle du cas de M. Rankos.

par contre l'aince est un para de l'aince de l'aince de la prance de la France de la Prance de l'aince de la mienne. l'année de l'aince de l'aince de l'Arabet de declarations qui avaient paru de l'Arabet.

par de l'Arabet.

a l'apprécierais pas que les directions de la Prance d

MICHEL TATU. — Que partir des descritos de la certa petite déclaration faite par la comment de 18. Vance à Paris (2), ieda de 18. Vance à la limit de 18. Vance à la liberté. Le problèmes dans les relations de 18. Vance à la limite à son premier paris de 18. Vance à son premier paris de 18. Vance à son premier paris de 18. Vance à la limite à son premier paris de 18. Vance à la limite à la choisir lui-même se la limite de choisir lui-même se la limite de 18. Vance à la

MICHEL TATU. — Estimet in the relations Est-Ouest sont manural and an area was related as the social question of the area was sur les armements strates and area was related to the manufacture of the manu

4 14 au 20 avril 1977

c'est le continent voisin du loite un de la situation politique de la situation politique de la consequence de la situation politique de la consequence del la consequence de la consequence del la consequence de emopens. House survive of the structure of the structure partial from the structure partial from the structure of the structu

JEAN-PIERRE JOIcontre que les elles tarres de la mayer LE PRESIDENT

CHARLEMAN SOIENT

CHARLEMAN SOIENT Transacte D pagers diragances, le ministre Je sochaltelt, le prin di aufan explique, comme Month Austers d'autre Most surens d'action de la comme de la com AND AN INCHASE THE

CHRISTIAN MINISTER PRESIDENT

PRESIDENT transport of the second of the es avent in lin c. Personal Section of the section of t The second secon

a pas une politique e ideologique>

Me Mariana, culturals a 200 Som On Processing THE RESERVE OF THE PARTY OF THE Company of the Compan The second of th Market 11 To 1 CANAL STATE OF The s Section 100 Sectio

Street Street Particular and

TWEST OF THE

A STATE OF THE STA

And the last of th

de 13 au 20 av. ()

DU CHEF DE L'ÉTAT

entre l'Europe et l'Afrique »

régime de type modéré -, comme l'a Indiqué M. Roger Chinaud, président du groupe républicain indépendant à l'Assemblée nationale : parmi ces Etats, le Gabon, où font escale les avions de transport militaire français en route vers le Zaire. La question aurait été précisément discutée lors du passage : Paris, le 2 avril, du secrétaire d'Etat américain. M. Cyrus Vance, et de M. Anouar El Sadate, chef de l'État égyptien.

L'Europe est apparue comme le second pôle de l'are sur lequel M. Giscard d'Estaing situe la politique étrangère de la France. Comme pour illustrer le jugement qu'il a formulé sur

les conséquences néfastes que la division de la France peut avoir sur son action internationale, le président de la Répubilque a retourné à M. Jacques Chirac son compliment sur les membres de l'Assemblée européenne : - Il y a parmi eux dis députés R.P.R., je ne les considère pas comme des bavards irresponsables. - Estimant les pouvoirs du Parlement de Strasbourg à la fois considérables et strictement limités. le chef de l'Etat a rappelé l'avis favorable que le Conseil constitutionnel. saisi par lui, a donné au projet de loi sur l'élection de cette assemblée au suffrage universel. Les députés de la majorité pourraient-ils ne pas ratifier une décision prise par les dirigeants européens, conformément au traité de Rome, en décembre 1974, et que le gouvernement de M. Chirac a examinée six fois, avant d'y consacrer entièrement sa réunion du 15 juillet

Comme on lui faisalt remarquer que les Français na semblaient pas s'intéresser beaucoup à l'Europe, M. Giscard d'Estaing a paru s'assombrir un instant. Puis il a affirmé sa foi dans le - large consensus national - sur lequel il voudrait appuyer l'action de la France en Europe et en Afrique.

sonnes qui désirent quitter leur pays, soit des familles qui désirent se réunir, soit des situations sur lesquelles on a attré notre attention en raison de leur caractère pénible, et nous résolvons un grand nombre de problèmes.

Par contre, vouloir intervenir publiquement dans des cas particuliers, c'est imaginer qu'en le faisant on fera reculer un pays comme l'Union soviétique sur l'application de ses propres décisions. Ceux qui connaissent l'Union soviétique savent que ce n'est pas par de tels procèdés, qui représenteraient pour ce pays un recui ou une humiliation, que l'on résontra les problèmes qui se posent. résoudra les problèmes qui se posent.

Enfin, la dernière chose que je voudrais vous dire, c'est que la France est une terre d'asile, une terre d'asile politique et qu'à cet égard elle n'a de leçons à recevoir de personne.

Je vous citerat deux chiffres

Concernant le Chill, à la suite de la chute du régime du président Allende, un certain nombre de Chillens se sont réfugiés a l'extérieur. La France a reçu au titre du droit d'asile cinq mille Chillens, qui sont actuellement sur notre soit Nous sommes le pays du monde, avec la Suède, qui en a reçu le plus, et nous en avons reçu plus à nous seuls que tous les pays de l'Est réunis.

Deuxième exemple, le cas de l'ancienne indo-Deuxième exemple, le cas de l'ancienne îndochine. Nous avons accueilli, vous le savez, vingtcinq mille réfugiés en provenance de l'ancienne
Indochine, et nous continuerons à en recevoir au
rythme de mille par mois. C'est actuellement le
rythme maximum que nous puissions accueillir en
France compte tenu des problèmes d'hébergement
et d'emploi. Il y a, à l'heure actuelle, cent quarante
mille réfugiés politiques qui vivent en France, ce
qui fait que la France est une terre d'asile. Je
puis vous dire que, depuis que je suis président
de la République, aucun réfugié politique n'a été
expulsé de France en raison de son statut de
réfugié politique. réfugié politique.

Si bien que, si nous n'intervenons pas dans de situations particulières parce que ceci est de la compétence des Etats, la France se soucie autant que quiconque, ou plus que quiconque, du malheur des réfugiés politiques.

EDOUARD SABLIER. - Des dissidents rançais, parce qu'il y en a, sont couram-ment reçus par des hauts dirigeants de l'Union soviétique, parfois même décorés. Est-ce qu'on peut considérer cela comme uns ingérence dans les affaires internes de

LE PRESIDENT. — Non. Je n'approuve pas nécessairement leur attitude, mais ce n'est pas une ingérence.

JEAN-PIERRE JOULIN. - Des diplo-JEAN-PIERRE JOULIN. — Des diplomates américains rencontrent à Paris un représentant du parti communiste français, en l'occurrence M. Jean Kanapa, et je crois que vous vous en étes plaint officiellement. On parle d'une visite, dans les prochains mois, de M. François Mitterrand à la Maison Blanche, où il rencontrerait le président Carter. L'attitude des Etats-Unis n'est-elle pas en train de changer vis-à-vis de l'union de la gauche, en France (...)?

de l'union de la gauche, en France (...) ?

LE PRESIDENT. — Je n'ai jamais protesté contre le fait que M. Kanapa ait rencontré des diplomates américains. C'est une affabulation. M. Kanapa a la chance d'être le citoyen d'un pays libre, d'un pays de liberté, qui est la France. Il rencontre qui il veut. Il a même la chance d'être, le citoyen d'un pays dans lequel il n'y a pas de surveillance policière, puisque nous n'avons pas été informés du fait qu'il ait rencontré des diplomates américains, si ce n'est ensuite, par des indiscrétions de presse. ensuite, par des indiscrétions de presse.

ensuite, par des indiscrétions de presse.

2 Quand j'ai reçu M. Vance, je ne mi ai pas parié du cas de M. Kanapa, et je ne lui ai pas parié des contacts entre les dirigeants communistes ou socialistes et la diplomatie américame, car la France est un pays de liberté. J'ai, par contre, indiqué à M. Vance que j'estimais qu'il ne convenait pas que les autorités américaines portent des jugements sur les affaires politiques intérieures de la France, dans quelque sens que ce soit. J'ai repris une attitude qui avait été la mienne, l'année dernière, quand on avait cherché à multiplier les déclarations — vous vous en souvenez — sur la politique intérieure de l'Italie.

2 J'ai donc indiqué à M. Vance, à la suite

» J'ai donc indiqué à M. Vance, à la sulte de déclarations qui avalent paru dans la presse américaine, que nous n'apprécierions pas, que je n'apprécierais pas que les dirigeants américains portent des jugements sur les affaires politiques intérieures de la France, dans quelque sens que ce soit. Par contre, les visites, dans un pays de liberté, son libres.

MICHEL TATU. — Que pensez-vous de cette petite déclaration faile par le département d'Etal, peu de temps après la visite de M. Vance à Paris (2), selon laquelle la venue au pouvoir, la « domination » du gouvernement par des partis qui ne sont pas attachés à la liberté, créeraient des problèmes dans les relations?

LE PRESIDENT. — Je considére que cette déclaration surait été bien mellieure si elle ne s'était limitée à son premier paragraphe, dans lequel it était indiqué qu'il appartenait au peuple français de choisir lui-même ses dirigeants et son destin.

MICHEL TATU. — Estimez-vous que les relations Est-Ouest sont malades, sont mauvaises (...), après l'échec de M. Vance à Moscou, qui a reçu un refus des Soviétiques sur les armements strategiques d'une part, et qui a reçu une algarade également de M. Brejnev. à propos des droits de l'homme ? Pensez-vous qu'on est entré dans une nouvelle phase qui porte au pessimisme?

LE PRESIDENT. — Non, je pense que ces relations sont devenues plus difficiles parce que la détente, si vous voulez, suppose un code de part et d'autre. Vous connaissez bien l'Union printiple et la politique de la détente suppose part et d'autre. Vous connaîssez bien l'Union soviétique et la politique de la détente suppose un certain type de comportement de part et d'autre. Les Soviétiques ont eu le sentiment que la nouvelle administration américaine adoptait un nouveau type de comportement. Ils ont donc fait un pas en arrière de façon à tester l'attitude américaine. Ce pas en arrière, c'est l'accuell, en effet, réservé et froid, qui a été fait aux

propositions de M. Vance concernant la limipropositions de M. Vance concernant la limi-tation des armements stratégiques, mais je ne cross pas qu'il faille en tirer la conclusion que c'est un changement de direction définitif. Je crois que c'etait, de la part de l'Union soviétique, une mise en demeure concernant la définition, pré-cisément, du code de la détente, pour savoir si la nouvelle administration américaine accepterait d'expolipment es code de la détente. quer ce code de la détente

» Je reviens à ce que je disais tout à l'heure : la détente, ce n'est pas un moyen de se con-quérir les uns les autres c'est un moyen d'améliorer les relations en reconnaissant, dans les cir-constances actuelles, notre existence rèciproque. Bien entendu, nous maintenous notre idéologie, notre attachement à notre système politique et à notre système économique. Nous savons que les Soviétiques maintiennent le leur. Nous ne cherrièmes nes à cette occasion ni à substituer le les Sovietiques maintiennent le leur. Nous ne cherchons pas, à cette occasion, ni à substituer le nôtre au leur, ni l'inverse, mais cela veut dire que nous cherchons, dans le monde actuel, à améliorer nos relations. Je crois que, compte tenu des menaces considérables qui pèsent sur l'humanité du fait des moyens nucléaires — nous n'aurons pas le temps d'en parler, — du fait de l'importance des armements, la vole de la détente doit continuer à être celle de nos efforts.

ROLAND FAURE. - N'étes-vous pas mquiet, comme la plupart des grands experts militaires occidentaux, du formidable effort d'armement de l'Union soviétique (...) ?

LE PRESIDENT. — Il y a un effort considérable d'armement de l'Union soviétique. Il faut voir que l'origine de cet effort remonte maintenant à une douzaine d'années, c'est à la suite de la crise de Cuba que l'Union soviétique a décidé un nouveau programme de développement de ses armements, c'est à l'heure actuelle que nous voyons aboutir cet effort, en effet considérable, de l'Union soviétique. Les études objectives que l'on peut faire à l'heure actuelle sont très délicates et ne conduisent pas à penser qu'il y ait, à l'heure conduisent pas à penser qu'il y ait, à l'heure actuelle, un déséquilibre sensible des grands moyens d'armement entre l'Union soviétique et les Etats-Unis. Les Etats-Unis, à l'heure actuelle, développent au contraire, vous le savez, un certain nombre d'armements de type nouveau qui, d'all-leurs, posent un problème dans le cadre de la limitation des armements stratégiques.

JEAN-PIERRE JOULIN. — Depuis l'ins-taliation de M. Carter à la Maison Blanche, des difficultés se profilent dans les relations franco-américaines à propos du Concorde, à propos des ventes d'armes à l'étranger, à propos de la prolifération nucléaire. Est-ce que c'est ezaci?

LE PRESIDENT. — Il y a, il y sura certaine-ment, des problèmes, puisque le nouveau gouver-nement des fitats-Unis a pris des attitudes nou-velles sur un certain nombre de sujets et que, naturellement, ces attitudes devront être discutes. naureuement, ces attitudes devront etre discutees.
Puisque la politique française est une politique
indépendante et qu'elle est ouverte, il faudra discuter des solutions possibles. Jusqu'à présent, elles
ne l'ont pas été. C'est ainsi que certaines initiatives ont été prises sur le plan de la prolifération
nucléaire. Nous n'aurons pas la temps d'en parier ce soir. C'est un sujet très important, je dirai vital, et je partage, en ce qui me concerne, la préoccupation du président Carter concernant le danger de prolifération. Je crois que c'est un très grand danger du monde actuel.

Par contre à l'occasion de la recherche des solutiona, il va de soi que la France entend maintenir sa liberté d'appréciation et sa liberté de décision. C'est donc un sujet de discussion.

Pour ce qui est du problème des ventes d'armements, c'est un problème qu'on ne peut pas traiter uniquement avec les Etats-Unis. Il faut le traiter avec l'Union soviétique, car à l'heure actuelle, qui vend des armes dans le monde ?

Quarante-cinq pour cent des armes vendues dans le monde le sont par les Etats-Unis, 30 % des armes vendues sont vendues par l'Union soviétique, et environ 8 % des armes vendues sont vendues par la France, et ensuite par de plus petits

dues par la France, et ensuite par de plus petits fournisseurs.

Donc, une discussion qui ignorerait la participa-tion soviétique serait, à mon avis, sans efficacité pratique. Sur tous ces sujets, il y a matière à discussion, et nous discuterons d'une façon ouverte, discussion, et nous discuterons d'une façon ouverte, mais natirellement en tenant compté de nos propres orientations et de nos propres intèrèts.

Le problème de Concorde n'est pas un problème qui s'est posé du fait de l'administration Carter : il était de jà posé. Nous continuons à suivre avec grande attention ce problème. C'est un problème économique, mais également politique, au sens élevé du terme, car les arguments qui sont invoqués pour empêcher l'atterrissage de Concorde sont des arguments qu'on ne peut pas retanir par rapport à une technologie nouvelle, que le monde a acceptée dans d'autres domaines, notamment dans le domaine de l'aviation militaire. Il y a actuellement heaucoup d'avions supersoniques qui circulent dans beaucoup d'avions supersoniques qui circulent dans le monde et le fait de refuser à ces technologies de « pointe » l'accès normal à l'économie amèricaine représente, ou représenterait, une attitude qui, de la part des Etats-Unis, aurait à mes yeux une signification et donc des conséquences poli-

> EDOUARD SABLIER. - (...) Le Japon a 90 % de la construction navale dans le monde et l'Europe, s'estimant lésés, lui de-mande de ramener ce pourcentage à 50 %. Or, je crois que les Etats-Unis ont 90 % de l'aéronautique mondiale. Est-ce qu'on va poser le problème dans les mêmes termes?

LE PRESIDENT. - On ne le pose pas dans les LE PRESIDENT. — On ne le pose pas dans les mêmes termes, car la simation technique n'est pas comparable, mais il est certain qu'on ne peut pas laisser s'établir une attuation de monopole de la production de transport aérien dans un seul pays du monde, quelle que soit sa capacité technologique. Je dirai qu'il y a, entre les Etats, à l'heure actuelle, à mon avis, le même problème qu'il y avait, autrefois, entre les grandes entreprises. On a fait des lois antitrust, à l'échelon national, pour que la production ne soit pas dominée par une seule entreprise ou un seul grand groupe. La communauté internationale doit également évitar qu'une production essentielle ne soit monopolisée par un seul Etat ou un groupe d'Etats.

Donc, le problème de l'aviation européenne est,

Donc, le problème de l'aviation européenne est, en effet, un problème qui comporte la dimension que vous dites, c'est-à-dire le refus d'un monopole.

France ne se prononce pas en 1977. Je le répète, je ne veux pas que la France soit la lanterne rouge de la construction de l'Europe. Ce ne serait pas servir sa dignitié ou sa grandeur.

EDOUARD SABLER. — Mais alors, monsieur le président, on nous dit, rassurez-pous, le Parlement européen étu au suffrage universel n'aura pas plus de pouvours que l'actuelle Assemblée de Strasbourg. Dans ces conditions, pourquai le créer mainte-

LE PRESIDENT. — Parce qu'il était prevu dans le traité. On ne pouvait pas le faire au démarrage du traité de Rome. Le traité, dans son article 138 prévoit cette élection des que les circonstances permettront de le faire. Il ne faut pas dire que cette assemblée n'a pas de pouvoir Je citerai deux exemples : deux exemples :

Elle a d'abord le pouvoir de censurer la Commis-sion si la Commission n'accomplit pas sa mission dans le cadre du traità. Je prends une situation particulière, la situation de l'industrie sidérur-gique européenne, qui est dramatique et qui a les conséquences que vous savez sur le plan de l'em-ploi : l'Assemblée peut parfaitement mêttre en demeure la Commission d'exercer ses responsa-bilités au regard de la situation de la sidérurgie. Deuxième exemple : le budget. C'est l'Assemblée parlementaire européenne qui intervient concer-nant le budget de l'Europe. Actuellement ce bud-met sorte sur des resources qui sont considerables. Elle a d'abord le pouvoir de censurer la Commisnant le budget de l'Europe. Actuellement ce budget porte sur des ressources qui sont considerables. Certaines de ces ressources sont affectées au préalable, et l'Assemblée n'a pas de pouvoirs. Mais il faut savoir que les ressources non affectées à l'heure actuelle représentent environ 1 milliard de francs. C'est-à-dire que l'Assemblée peut décider ou non de l'emploi d'environ 1 milliard de francs. Or je vous signaie que, dans la discussion parlementaire budgétaire française en général, la masse libra, celle qui fait l'objet des dernières transactions, est de 200 ou 300 millions de francs. L'Assemblée parlementaire européenne a déjà à l'heure actuelle, au point de vue budgétaire, des responsabilités importantes. responsabilités importantes.

Par contre, nous ne voulons pas, je ne veux pas, qu'elle s'arroge des pouvoirs supplémentaires car notre conception de l'organisation de l'Europe est de type confédéral et elle suppose donc le maintien des institutions dans les limites de jeur compétence actuelle.

JEAN-PIERRE JOULIN. — N'avez-vous pas l'impression que l'Europe n'intéresse pas les Français?

pas les Français?

LE PRESIDENT. — Vous saves, c'est une question difficile. Il y a des moments où l'Europe intéresse les Français, des moments où elle ne les intèresse pas. Il ne faut pas agir en fonction d'une curiosité ou d'une impulsion particulière. Si vous regardes le monde actuel, le monde auquel, hélas i et je m'en excuse auprès de lui, je tourne le dos, si vous regardes ce monde, ce monde en grand bouillonnement, ce monde rempli de dangers, vous voyez bien que le superficie de l'Europe, c'est petit. Il faut naturellement que l'Europe s'organise, qu'elle se rassemble, tout en préservant la personnalité des Etats qui la composent. Si à un moment ou à un autre, en effet, les Français. un moment ou à un autre, en effet, les Français ne s'intéressent pas à l'Europe, mais s'ils persent à ce qui se passers dans vingt ans, dans trente ans, ils sont tous acquis à l'idee d'une organisation de l'Europe. En tout cas, c'est une des grandes causes de notre époque, et c'est une cause que

> CHRISTIAN BERNADAC. - (_) Je me demande si vous n'arez pas un peu les mains liées, je me demande si les difficultés de la majorité, si les difficultés economiques que traverse notre pays ne vous empêchent pas de réaliser la politique étrangère française?

LE PRESIDENT. - Il est certain que toute situation politique intérieure retentit sur la politique extérieure et que la division actuelle de la France est une cause d'affaiblissement dans son action extérieure. C'est une cause d'affaiblissement que je ressens sur un certain nombre de sujets, et c'est pourquoi je souhaiterais que peu à peu sur certains sujets se crée un plus large consensus national.

Je pense, par exemple, que dans l'action que nous menons en Afrique, qui n'est pas une action parti-sane, il peut se créer un certain consensus natio-nal; que dans la ratification de l'accord européen qui sera faite dans tous les pays d'Europe par la quasi-totalité des partis politiques, je ne vois pas pourquoi en France il n'y aurait pas là aussi une atmosphère d'assez large consensus.

Mais alors, une autre remarque sur la situation économique. Il était indispensable pour la France, indispensable vis-à-vis de l'extérieur, d'arrêter l'affaiblissement du franc, et la situation d'inflation qui était la nôtre l'année dernière. Si nous fitions restès en état de gilssement monétaire et de profond déficit extérieur, nous n'aurions pas pu mener une politique extérieure indépendante et digne. Or, le vous demande de remarquer que quelles qu'aient été ces difficultés, nous n'avons pas fait appel à des financements extérieurs.

D'autres pays voisins au nord ou au sud ont fait appel largement à des financements extérieurs. Nous ne l'avons pas fait intentionnellement parce que nous estimons que, si la France veut garder son indépendance, sa dignité et sa liberté de décision, elle doit faire face elle-nême à ses propres charges, par ses propres moyens. C'est une des raisons et une des explications de la politique de redressement qu'on appelle le plan Barre.

Vous me disiez tout à l'heure : les Français, au fond, ne s'inlèressent pas beaucoup à l'Europe. Vous vouliez peut-être dire qu'ils ne s'intèressent pas heaucoup à la politique extérieure.

Fourtant, dans le sort individuel des Français,

Pourtant, dans le sort individur? des Français, les grands événemente du monde tels qu'ils se produiront compteront, à mon avis, tout autant et peut-être plus qu'un certain nombre des débats intérieurs qui les passionnent. Nous avons vu défiler en trois quarts d'heure quelques-unes des grandes interrogations, quelques-unes des grands dangers du monde.

C'est pourquoi je sonhaite que les Français, au moment de leur grand choix, prennent en considération non seulement leur univers familier, mais aussi les préoccupations du monde actuel, et à cet égard l'intérêt et la considération de la France.

(Joudi 14 auril.)

(1) M. Young est le représentant permanent des Etats-Units à l'ONU.

de la construction européenne > ration qui a eu lieu le 15 juillet 1976, l'année der-nière, pour prendre acte de l'accord qui avait été réalisé. Et maintenam, il faut que le Parlement

≺La France ne doit pas être la lanterne rouge

BOLAND FAURR. — L'Europe, cette grande espérance de notre génération, suscile maintenant beaucoup de désenchantement. (...) On a l'impression que l'on régresse. (...) Mais il y a pire (...): un risque de crise à l'intérieur de la majorité, un risque de crise politique en France à la suite du projet d'élection au sufrage universel de l'Assemblée européenne. Au sein de votre majorité, on a entendu, la semaine dernière. M Chirac parler de la « rélordernière, M Chirac parler de la « réjor-mette » qui ne pourra masquer l'incapacité des Neul a progresser sur le chemin de la construction européenne. M Chirac a éga-lément parlé des « bavards trresponsables » qui meubleraient cette Assemblée l'Est-ce que vous ne redoutez pas que l'Europe propoque une crise?

LE PRESIDENT. - Il faut remettre cette nitiative dans sa perspective. Il y a une Assemblée parlementaire européenne à l'heure actuelle, et donc s'il y a des bavards irresponsables — langage que je n'emploierai pas pour parler de parlementaires — ils existent déjà.

Il y a à l'heure actuelle des députés français qui siègent dans l'Assemblée parlementaire européenne. Il y a trente-six députés français, dix députés R.P.R., députés ou sénateurs, et je ne les considère pas comme des bavards irresponsables. Alors, vous me dites ensuite : c'est une réfor-mette. Si c'était une réformette, elle ne susciterait pas tant de passions. Et je pense qu'elle serait votée facilement par le Parlement.

On ne peut pas parler de réformette, et la cita-tion doit être inexacte, concernant une décision qui a été prise par le gouvernement français de la manière la plus solennelle.

manière la plus solennelle.

Je vous rappelle le communiqué du premier Conseil européen, qui a été tenu lci, à Paris, et au palais de l'Elysée, à quelques dizaines de mètres d'ici, les 9 et 10 décembre 1874, c'est-à-dire au début du premier gouvernement de mon septennal. Dans le communiqué qui a été publié à l'époque et que vous avez reproduit, il est dit ceci :

« Les cheis de gouvernement ont constaté que l'objectif firé par le traité de Roms de l'élection au suffrage universet de l'Assemblée devait être réalisé le plus tôt possible. Sur ce point, ils attendent avec intérêt les propositions de l'Assemblée sur lesquelles ils souhaitent que le conseil des ministres statue en 1876. ministres statue en 1976.

» Dans cette hypothèse, l'élection au suffrage universei direct devrait intervenir à partir de

C'est donc en décembre 1974 que la décision a èté prise.

Depuis, il y a su des consells européens qui ont Depuis, u y a su des consells suropeens qui ont débattu du sujet — cinq consells européens, il y a en des consells des ministres français qui ont entendu parier de ce sujet — six consells des ministres français, il y a en une dernière délibé-

Alors, je vous dirai que je ne crois pas qu'il y alt à ce sujet une très grande difficulté. Il y a naturellement quelques hommes qui sont hostiles à cette élection parce qu'ils sont en général hostiles, ce qui est leur droit, à la construction européenne. Mais à l'intérieur de l'Assemblée telle que le la consais, des parlementaires tels que le que je la connais, des parlementaires tels que je les ai rencontrés, il y en a un très grand nombre qui sont favorables au principe de cette élection. Parmi eux, certains éprouvent une crainte. Cette

crainte est que la nouvelle Assemblée puisse débor-der de sa compétence, et s'arroger de nouveaux pouvoirs qui empléteraient sur les pouvoirs du Parlement français. Je voudrais vous dire, à propos de cette crainte, que nous avons pris les dispositions nécessaires

pour qu'elle n'ait aucun motif de se manifester. ROLAND FAURE. — Il s'agit du texte de loi que M. Coupe de Murville préconise ?

ROLAND FAURE. — Il s'agit du texte de loi que M. Couré de Murville précontse?

LE PRESIDENT. — Il ne s'agit pas exantement de cala. Il s'agit d'abord de la consultation du Conseil constitutionnel, à laquelle j'al procédé; le Conseil constitutionnel, à laquelle j'al procédé; le Conseil constitutionnel dans sa composition telle qu'elle existait, puisque les membres du Conseil avaient été nommés antérieurement à mon élection. Ce Conseil a constaté la constitutionnalité de notre proposition. Ensuite le gouvernement accompagnera la proposition de ratification d'une disposition qui soulignera le fait qu'il n'est pas possible pour l'Assemblée d'élargir ses compétences sans recourir à la procédure de modification constitutionnelle française. Dans ces conditions, je peuse que la texte devrait être accepté à une large majorité Mais je voudrais ajouter deux choses:

La première, c'est que d'autres paya que nous ont procédé à cette ratification, où sont en train d'y procéder et notamment les Italiens. Lorsque l'étals à Rome Il y a quinze jours, le Bénat italien a ratifié cet accord à l'unanimité, ce qui veut dire que tous les partis politiques italiens, communiste compris, ont voté en faveur de ce texte. Je ne comprends donc pas pourquoi les communistes français viennent expliquer à l'opinion que c'est un abandon de la souveraineté ou de l'indépendance nationale, alors que leurs collègues, leurs camarades italiens votent au contraire en faveur de ce texte.

de ce texte.

Deuxièmement, le voudrais souligner une chose très importants : je ne veux pas que la France soit la lanterne rouge de la construction européenne. La France a été à l'origine d'un certain nombre d'initiatives européennes Elle a été à l'origine de la CECA, elle a participé à l'élaboration, à la ratification du traité de Rome. C'est en 1874 que nous avons donné hotre accord de principe à cette élection au suffrage universel de l'Assemblée parlementaire européenne. Dans ces conditions, j'estime qu'il n'est pas possible que la

Sélection hebdomadaire du journal «Le Monde»

Page 7

du 14 au 20 avril 1977

EXTRAIT DU TARIF (Abonnement d'un an)

Voie normale 120 F ● Europe, Malte, Gibroltar, Chypre Moyen-Orient, Afrique du Nord Amériques, Canada, Afrique, Indes, Pakistan, Ceylan, Hongkong, Malaisie, Antilles

Extrême-Orient SERVICE DES ABONNEMENTS : 5, rue des Italieus, 75427 Paris - Cedex 09 - C.C.P. 4297-23 Paris « Weekly English Section » — « Le Monde »

"Vos vacances... votre séjour en France»

Montagne

Rhône-Alpes

Hôtel KASTELBERG *** N.N., tél. (88) 98-97-83 a 67140 ANDLAU. Ses 40 chambres avec bald, wc, as salle de contér. Son restaur. AU CANON connu par son excellente cuis, et ses spécial. Hors saison, réduction pour groupes.

Auvergne

03200 VICHY ALLIER - AUVERGNE
Aven. Paul-Doumer, tél. (70) 98-72-93
HOTEL ALBERT-Ie. *** NN. Elégant,
calme et confortable. En plein centre,
à proximité des parcs et des sources.
Séjours libres, sans pension.

Côte d'Asur

06400 CANNES

LE SAINT-YVES d'Alace - Jardin.
parking, tennis, piscine. Proximité
de la Croisette. Tél. 38-63-29

Méditerranée

ILE DE BANDOR, 83150 BANDOL

HOTEL SOUKANA **** N.N. 55 ch. Climatisées - Pub - Solarium Piscine - Tennis - Gymnase - Piage Volle - Night-Club Tél (94) 23-48-83 - 23-42-33

06 - Alpes-Maritimes

NICE 20 km arrière-pays, domaine 4 hs., constructibles, sons 2.500 m2, VII.LA beuve 10 pièces, tout confort, calme, vue, MILLOT, 14 bis, boulev. Raimbaldi, 06300 NICE, (93) 55-41-71.

VOTRE MAS DANS

L'ARRIÈRE-PAYS

NICE CIMIEZ
aptueux hôtel particulier
14 phèces - 6 bains
suruction exceptionnelle
Jardin 700 m2
2.200.000

GUERIN, 3, rue Alsace-Lorraine 00000 NICE Tél. (93) 87-83-70

CANNES, Viager. 140 m2 bord de mer, standing. Occupé 1 T. 73. Valeur 1.200.000 cpt 200.000+rente ann. 80.000 LA MAISON DU VIAGER CANNES B.P. 237 - 20 an. d'expérience specialis.

CANNES - COTE D'AZUR

Très beau mas provençal avec dépen-dances. Vus mar. Bien placé. Beau parc 5.000 m2. Exceptionnel : 1.250.000 P FRANCE-MIDI. 25, rus du Bivousc-Napoléon, 06400 CANNES Têl. 39-16-15 - 39-57-26

LANGUEDOC: Solell sable fin, placement or. Studio T2. T3, front de mer et port: 76 000 F; appt T2 avec piscine; villas T2. T3. T4; 98 000 F.
Agence du Solell
11370 FORT-LEUCATE.
11210 FORT-LA-NOUVELLE
Tél.: (16.68) J3-21-34.

e VOTRE RELAIS CHASSE; CARCAS-SONSE (20 km SUD) pour y venir par avion ou l'AUTOROUTE. I heure de la MEE par petites routes enchan-teresses dans sits forestier suuvage, vallopiné et retiré, pars du sanglier, faisans, llèvres; proche forêts doma-niales, climat agréable l'hiver, exposé au solett. Propriété 80 ha bols obénes verts, genevriers, végétations du MIDI et quelques beaux channes en bordure rivière, grand chalet bols, dépendan-ces, esu, force motrice, téléphone, beau village à 3 km, Frix 350,000 P.

13 - Bouches-du-Rhône

AIX-EN-PROVENCE

Magnifique MANOIE à 4 km AIX avec parc 2 hectares. Très beaux ombrages. Prix intéressant Agence CALLEJA. 7. Cours Sextius 13100 AIX-EN-PROVENCE

CASSIS - 25 km de MARSEILLE Votre résidence face à la mer aux TERRES - MARINES 2 3 et 4 pièces habitables immédiat. dans résidence de stauding.

Piscine, 2 Tennis, Club-House, Pische, 2 Tennis, Citieratise. Livestisseurs : sur demande. Locat, sèlect, avant sign, not. Bens. : Ch. DRABER - PROGESSEC. 47, rue de Liègo - 78008 PARIS. Tél. : 387-82-35.

Page 8

11 - Aude



LEYSIN (Alpes Vaudolses) HOTEL MONT-BLANC, 26 lits. Confort. Services personnalisés. Pension compi T.T.C. des P.P 80 Tai

Sélection immobilière France

Campagne - Mer - Montagne

17 - Charente-Maritime

24 - Dordogne

31 - Haute-Garonne

33 - Gironde

34 - Hérault

40 - Landes

45 - Loiret

DOLDI, 20, place Wilson, TOULOUSE

BAIE D'ARCACHON

AGDE et CAP-D'AGDE. Grand choix

d'appartements, du studio au 4 poes, sur port et sur plages. Villas Terrains - Commerces - Proprietes Cabinet Moriot. 27, rue 3.-3. -Rousseau. 3330 AGDE, toi. 91-11-53 et 94-17-41; OAP - D'AGDE : quad d'Azur, toi. 94-75-50; PORT-NATURE tél. 94-74-74.

COTE LANDAISE
FILLAE - FORETS - TERRAINS
pécialiste de la fermette landaise.
Catalogue gratuit par retour.
Agence LESCA
40170 LPT. ET MIXE.

VOTRE RESIDENCE EN GATINAIS Propriétés, Fermettes, Terrains, App. Sélection standing

Documentation sur demande AGENCE DE LA POSTE 4, boolevard Paul-Baudin 45203 MONTARGIS Tél. (15-38) 85-03-04

VIIIss - Terrains - Maisons de village AGENCE DU PANORAMA 08820 CABRIS - Tél. (93) 60-50-59. VIVRE EN AQUITAINE

hotellerie 💝 n.n. Beau-Rivage

Chambres grand confort tipe et table gastronomiq Tél. (74) 59-53-24

74260 LES GETS

74700 COMBLOUX

69420 CONDRIGU

FRANCE

CRISE INSTITUTIONNELLE DANS LA PRINCIPAUTÉ

Une assemblée populaire à Andorre-la-Vieille demande une meilleure représentation au conseil des Vallées

Andorre - la - Vieille. — Une assemblée populaire réunissant près d'un millier de personnes s'est tenue à Andorre-la-Vieille, capitale de la principauté. Cette réunion avait été provoquée par M. E du ar d. Rossell, conseiller général et ancien vice-syndic du Conseil des Vallées, par le maire de la ville, M. Antoni Puigdellivol, et par celui des Escaldes, M. Magi Maestre, pour tenter de mettre fin et par ceiui des socaldes, M. Magin Maestre, pour tenter de mettre fin à la crise institutionnelle dont la principauté est le théâtre. Cette procédure d'appel an peuple; fait partie de la coutume consti-tutionnelle andorrane, qui remonte au haut Moyen Age.

A l'origine de cette crise se trouve la situation démogra-phique et administrative parti-culière de la principauté, notam-ment de sa principale ville. L'Andres compte au jourdibui 1.170 m. - 1.850 m. LOCATIONS ETE Chalets, appartem. 15 jrs ou 1 mois. Agence GAUTHIER. Tél. 261 Les Gets. ment de sa principale ville.
L'Andorre compte aujourd'hui
plus de vingt-huit mille habitants, dont huit mille seulement
ont la nationalité andorrane. Les
résidents étrangers sont pour la
plupart espagnois (seize mille) et
français (deux mille).

Pace au Mont Biang, EDELWEISS Rostellerie**, tál. (50) 58-84-06, Pen-sion complèse de 75 8 85 F 25 cham-bres, téréph... sulles de bains, confort. Le pays est divisé en six « paroisses » (communes) : Andorre - la - Vieille, La Massans,

> INVESTISSEZ dens production énergie hydroélectrique pour fournir 3 à 4 millions de kWh. Selon équipement, coût de l'opération : 1,5 million à 2 millions de france. Rentabilité indexée par prix du kWh. Votre USINE peut prix du kwii. Votre Usine peut tourner en octobre, gardiennage assuré, matière première gratulie sans rejet de déchets. Finance-ment sur 15 ans possible et encouragé. Pour acheter, écrire AGIMO - 51430 BELLEGARDE,

De notre envoyé spécial

Ordino, Canillo, Encamp et Saint-Julia-de-Loria. Les Escaldes, qui furent longtemps un faubourg d'Andorre-la-Vieille, font mainted'Andorre-la-Vieille, font mainte-nant partie intégrante de la capi-tale tout en ayant leur propre maire. Les deux agglomérations totalisent deux mille cinq cents électeurs. Les cinq autres pa-roisses ont chacune cinq cents électeurs environ. Cependant, au conseil des Vallées, chaque pa-roisse est représentée par quatre conseillers : avec 52 % du corps électoral et 67 % de la popula-tion de la principauté, la prin-cipale paroisse, celle dont l'éco-nomie puissante alimente la quasi-totalité du budget de l'Etat, n'a donc que quatre représendust-totalise di buget de l'Etat, n'a donc que quatre représen-tants, alors qu'avec 48 % d'élec-teurs les cinq autres paroisses en totalisent vingt.

Le 16 soft 1968, une proposition avait été faite par les deux dé-légués permanents des Vallées

Un violent conflit contre la décision du syndic

Ceux-ci demandaient aux deux co-princes — le président de la République française et l'évêque d'Urgel — de faire passer le nombre des conseillers d'Andorre-la-vieille et des Escaldes de quatre à huit, ou bien d'ériger Les Escaldes en septième paroisse, la capitale gurdant ses quatre conseillers et quatre autres représentants étant designés par la nouvelle commune. Cette proposition ne fut pas du goût des vingtélus des autres paroisses qui demandèrent la tenue d'une assemblée plémière du Conseil, des maires et des vingt-quatre

blée plénière du Conseil, des maires et des vingt-quatre prud'hommes (il s'agit de notables désignés par leurs concitoyens dans chacune des six paroisses). Cette assemblée devalt, sans doute en raison de sa composition peu conforme à la réalité du corps électoral, s'opposer aux propositions des délégués permanents, ouvrant ainsi une polémique entre les élus de la paroisse d'Andorre-la-Vieille et

paroisse d'Andorre-la-Vieille et des Escaldes et le syndic, M. Julia

C'est en avril 1977 que le vrai conflit a éclaté, avec une telle force que certains vont jusqu'à parier, de la part de la syndicature, de « coup d'Etat » et de « violation de la Constitution ». Ils ajoutent que, pour y mettre fin, tous les moyens peuvent être considérés, y compris le refus de payer la taire, voire des manifestations violentes. Le Conseil des Vallées, de son côté, qualifie les élus contestataires de « rebelles ». Guant à ces derniers, ils répon-M. Giscard d'Estaing et à Mgr Marti y Alanis, évêque d'Urgel La querelle dépasse en fait le cadre des paroisses : elle attire à nouveau l'attention sur la révision constitutionnelle réclamée avec une insistance croissante par certains milieux andorrans (le Monde du 17 décembre 1976). Lors de la réunion du vendredi soir 15 avril, par exemple, l'un des orateurs. M. Jaume Bartumeo Cassany, a été chaleureusement approuvé lorsqu'il a réclamé à son auditoire « une adhésion au principal d'une d'approuvé lorsqu'il a réclamé à son auditoire « une adhésion au principal d'une d'approuvé lorsqu'il par l'approuvé lorsqu'il par l'approuvé l'approuvé d'approuvé d'approuv Quant à ces derniers, ils répon-dent qu'ils sont au contraire les véritables gardiens des us et cou-tumes constitutionnels. Ils ont décidé de ne plus assister aux réunions du Conseil des Vallées, dont les débats ne peuvent se principe d'une réforme globale des institutions andorranes, comme unique moyen de sortir définiti-vement de la crise politique génédérouler qu'en présence des repré-sentants des six paroisses. M. Reig ayant passé outre à leur absence le 5 avril dernier, le conseil de la rale qui paralyse le pays en défiant la souveraineté popu-

LÉO PALACIO. (Mercredi 20 april.)

Une double évolution

(Suite de la première page.) A la veille de la rencontre du comité de liaison, convoqué pour mardi 19 avril, MM. Mauroy et Pontillon, membres du secrétariat national du parti se crétariat national du parti socialiste, manifestent leur sou-lagement et s'empressent de prèciser qu'ils sont aussi attachés que le P.C.F. à sauvegarder l'indè-pendance nationale et aussi hos-tiles que lui à l'idée selon laquelle l'Assemblée européenne pourrait s'èriger en Assemblée constituante. Les déclarations faites par M. Marchais sont ésplement, et M. Marchais sont également, et ce n'est pas leur moindre intérêt, l'indice d'un nouveau rapprochement entre le P.C.F. et le P.C.I. dont les porte-parole respectifs avaient tenu des langages fort différents lors de la rencontre à Bruxelles, du 26 au 28 Jan-vier 1974, des dix-neur partis communistes des pays de l'Europe capitaliste. Va-t-on assister à une évolu-tion parallèle de la majorité dans un tout autre domaine ?

L'idée d'un changement de sys-L'idée d'un changement de système électoral en vue des légis-latives de 1978 (ni M Marchais ni M Chirac ne les attandent avant cette date) s'était heurtés au refus de principe du R.P.R. où l'on avait employé les mots de « combine » et de « faux-sem-blant », mais elle n'est pas ahan-donnée pour autant. M Roger Chinaud la relance avec vigueur en faisant valoir qu' « après vingt ans de scrutin majoritaire » il ne serait pas mauvais de « s'inter-roger sur la manière dont le pays doit être consulté ».

doit être consulté a.

Le président du groupe des républicains indépendants de l'Assemblée nationale et certains membres de ce groupe doivent déposer une proposition en ce sens dans les quinze jours qui viennent, mais ils semblent assurés dès maintenant de pouvoir rouver des annuis dens les autres trouver des appuis dans les autres formations de la majorité y compris notamment ches les centristes et radicaux et même au R.P.R., où M. Peyrelitte préconise a une certaine dose de pro-portionnalité ».

La session de printemps du Parlement se présente ainsi d'une manière fort différente de celle que l'on pouvait envisager au iendemain des élections munici-pales des 13 et 20 mars.

que son programme est peut-être la seule alterna-

M. Carter a présenté sept objectifs pour 1985 : il prévoit notamment une diminution de 10 % de

la consommation d'essence et de 50 % des impor-

tations de pétrole, ainsi que diverses mesures pour

tive à une « catastrophe nationale ».

RAYMOND BARRILLON. (Mardi 19 april.)

L'ACTUALIS

: .2 24

1.1 BUS 22 QU.

21.7 (7738)

speut des

011/41576

relle d'une

anthoppies.

BE IN

A MALES . I.

THE PARTY OF THE P

Final Services

apportes of

E SOCIALISTE SOCIALIST

ment is no that write entire

TOTAL CONTROL OF THE PROPERTY OF THE PROPERTY

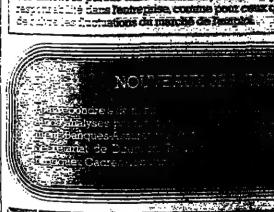
CON LO COMMON TO THE PARTY OF T

POST SEM MEMORYANG &

poes, le stagn de proposité automatries à dire (direction automatrie), le parrie de la comme de la com

active de marsonie

in the sensite. Le Monde information adies de capitalatif des offres d'emplei encediéses The ceux qui, same empley recherchest in aux lecteus qui pensent en termes di Mant de l'effre tiers leur branche, dans leur grand The later was less per separate at due se series cans Le Monde, cest je moj



Je Monde comu

Je Monde percentale

Je désire m'abonner à la synthère

1) Mottre una croix dans les sentions
multipostes.

Direction générale, functions
multipostes.

Direction relations publiques par le la contraction de la con

Control of the contro DCcaptabilité

2) Entourer, dans le tabless et de le

Sécraines semaines

dombre de semaines demandes INFORMATION-PROFESSIONS est allegate par pli financia de la Société de l'abosné.

(le premier envoi sera assuré dès la métalla annuel de commande.)

aux Américains une nouvelle politique énergétique

M. Jimmy Carter a dévollé lundi 18 avril, au cours d'une « causerie au coin du feu » télévisée, la philosophie qui inspire la « nouvelle politique énergétique » qu'il avait présenté officiellement le 30 avril au Congrès. Le président des États-Unis a insisté sur la nécessité d'économiser l'énergie et évoqué le spectre de la pénurie. Il a affirmé

Washington. — 5 o b r e m e n t compte le succès de son pro-habillé, abandonnant le ton famihabilié, abandonnant le ton fami-ller de ses précédentes « causeries au coin du feu », le président Carter, de son bureau de la Maison - Blanche, a lancé lundi 18 avril un appel grave et solen-nel à ses compatrictes. Il les a invités à l'aider à surmonter ce qu'il a appelà « l'épreuse la plus grande à laquelle notre pays aura à faire face pendant des géné-rations, à l'exception de celle d'éviter la guerre... » Alors que MM. Nixon et Ford parlaient de « crise » ou de « problème » de

« crise » ou de « problème » de l'énergie, M. Carter, désireux de lutter contre le sceptisme du public, qui est encore loin de public, qui est encore loin de croire au danger de pénurie, a employé des mots plus forts. Il s'agit, se lo n lui, d'éviter une « catastrophe nationale », de préparer un « monde différent pour nos enjunts et petits-enjants »... M. Carter n'a pas hésité à qualifier l'effort demandé au peuple américain d' « équivalent m o r a l d'une guerre ». L'appel du président avait le ton d'une véritable mobilisation générale.

M. Carter n'est pas bon orateur, sa diction est médicore et son accent traînant du Bud exige des auditeurs un effort soutenu d'attention.

L'impression générale était ce pendant bien celle d'un a homme d'une très grande sincérité, défenseur du citoyen ordinaire menacé par la coalition des intérêts particuliers... » « Les bénéficiaires de ces intérêts diront que les sacrifices soni nécessaires tant qu'ils sont accomplis par les cutres, mais que ceux qu'on leur demande sont déraisonables, injustes, néfastes au pays... S'ils réussissent dans leurs attoques contre le plan leurs affaques contre le plan énergétique, le jardeau imposé au citoyen ordinaire, qui n'appartient à aucun groupe de pression, depiendra écrosant...

créer de nouvelles sources d'énergie et conserver celles qui existent. pétrolières tirer des bénéfices de cette situation. » Après avoir indi-que que les prix de l'énergis devraient correspondre à son coût réel et ne pas être « artificielle-ment » bon marché, le président a recommandé de faire davantage des réactions des Américains que de celles du Capitole. « L'avenir de ce programme ne sera pas décide à Washington, mais dans chaque usine, dans chaque mai-

son, dans chaque ferme et sus les grandes routes », a-t-il déclaré. L'appel au sacrifice sera-t-il entendu? Le président n'a pas ménage, en tout cas, ses efforts pour éclairer l'opinion américaine sur le caractère mondial de la crise. « À moins que de projonds changements n'interviennent pour diminuer la consommation de pétrole, au début des années 1980 le monde demandera plus de pétrole ou'il ne mandera plus de pétrole qu'il ne pourra en produire », a affirmé M. Carter. Il a precise qu'au ryth-me actuel d'augmentation de la

me actuel d'augmentation de la consommation mondiale (5 %), les réserves mondiales seront épuisées à la fin de la prochaine décennie. « Je sais que béaucoup d'entre vous soupcomment que parfois l'extraction du pétrole et du gaz est freinée à dessein. (...) Vous avez peut-être raison, mais la métiance à l'égard des compagnies pétrolières n'y changera rien. Nous sommes à court de pétrole. »

Le président a insisté sur la Le president à insisté sur la nécessité d'agir sans tarder, et a invoqué les dix principes fondamentaux qui inspirent son programme, le premie: étant que a le gouvernement doit en prendre la responsabilité, et que le peuple doit comprendre la gravité de son épreuve, et qu'il soit disposé à jatre des sacrifices... ».

L'autre principe considéré comme « le fondement même de la nouvelle politique énergétique » est de réduire la demande par des mesures de conservation.

Le président a insisté sur le principe de l'égalité des sacrifices. a L'industrie devra accepter les Ainsi, face aux puissants mesures conservatoires, tout comme les président Carter se présente comme le défenseur du peuple. Il estime qu'en fin de laisserons pas les compagnies

que, dans le cas où ces objectifs seralent tosuffisants, des mesures plus draconlennes de conserva-tion devraient être envisagées. M. Carter a admis que les sacri-fices demandés au peuple amériseraient penibles et qu'ils aboutiralent notamment à me augmentation des prix. Mais ca qui est important, a-t-il dit, c'est que ces sacrifices sojent équi-

usage des sources d'énergie relati-

vement abondantes, comme le charbon, de préférence au pétrole et au gaz. M. Carter a enfin défini les objectifs à atteindre pour 1985.

Le président a laissé entendre

HENRI PIERRE (Mercredi 20 avril.)

Le Monde deléducation Numéro d'avril

LES LANGUES VIVANTES

LES SÉJOURS LINGUISTIQUES

Monsoel. Le numéro : 5 F.

ÉCONOMIE

commune d'Andorre-la-Viellie a convoqué une assemblée extra-ordinaire et adressé un recours

A ANGERS

Places en 4 bon père de famille »
dans ville équilibrée et fleuris
Gestion par nos soins - Revente
du studio au 5 P. à partir de 70.000 F
(locataires en place), prêt possible.
Reuseignem. CABINET TAPISSIEE,
16, rus des Deux-Haies,
49000 ANGERS - FRANCE

Dameures anciennes. Villas, Agrément Bapport, Retraite. Prêta. Documen-tation gratuite. Précisez desiderats Immobilier PERIGORD-AQUITAINE 24800 EYMET-EN-PERIGORD tól. (53) 58-82-59 AFFAIRE EXCEPTIONNEILE
Splendide MANOIR périgourdin sur
2 hectares de terres
Vue imprensble sur les hauteurs
Séjour 88 m2, cheminée d'époque,
4 chambres, salle de bains - Garage
Tout confort.
Prix 750,000 F.
AGENCE D'AQUITAINE,
3, rue de la Boétis - Bergerac

46 - Lot

73 - Savoie **SAVOIES-ALPES**

Chair malsons, chalets, appartements, terrains Au Bâtiment qual Ravet, Chambery (Savoie) Tel.: 33-01-42/33-01-51.

76 - Seine-Maritime

Placements sûrs:

Haute-Garone: 63 hs fertiles, matériel, 980.000 F - 306 ha, magnifiqua domains plaine, arrosable, 8.500.000 F.

Aude: 120 ha belle malson 1.330.000 F Gers: 160 hs fertiles 2.250.000 F ou 210 ha 2.600.000 F ROUEN CENTRE VILLE
Appartements «Spécial Investisseur»
habitables immédiatement au FRONT
DE SEINE 2990, quai du Havre. Ch.,
5t., 2 p. à partir de 80.000 F T.T.C.
Locat. en place. Rent. immédiate.
Pour investissement i m portant :
conditions spéciales. Renseignements
Ch. DEABER. - PROCESSEC. 47. rue
de Liège, 75008 Paris, têl. 387-82-35.

VILLENAVE-D'ORNON

BELLE DEBIEURE EN PIERRE - PARC
6.000 m2 - 8 pièces - Tt cft - GARAGE
Fix : 570.000 F.
Cabinet OFERA, \$2, coun du ChapeauRouge, BORDEAUX, Tél. (56) 48-17-18.

Saint-Aygui

Saint-Ayguif. Fieds dans l'est. Joilt villa, séjour. 3 ch., bains, culs., conti terrasse. 1.800 m2. - 690.000 france RÉSIDENCES D'AZUR 493, boulevard de la Libération. 83801 FREJUS-PLAGE - Tél. 95-16-81

SAINT-RAPHAEL VALESCURE Splendide villa moderne
Style Californien
Style Californien
Spleces - 2 beins
Pare 2.850 m2 - Piscine - L300.000 F
GUERIN, 3, rue Alsace-Lorraine
08000 NICE
Tél. (93) 87-83-70

COTE VAROISE Saint-Raphaël, proche goif de Valea-cure, Splendide demeure dans par 1.800 m2. Séjour, 5 cb., 2 bains, cuis-tout confort. Impeccable. 840.000 F

RÉSIDENCES D'AZUR 493. boulevard de la Libération. 43601 PREJUS-PLAGE - Tél 95-16-81

Principauté de Monaco Sans formalités spéciales, venez à

MONTE-CARLO

Sélection hebdomadaire du journal « Le Monde »

المكذّا من الأصل

du 14 au 20 avril 1977

14 at 20 avril 1977

Por tous reassignements comp

TE WONDER INFORMATION BROKERS - THE

ca Socie

L'ACTUALISATION DU PROGRAMME COMMUN

Que nationaliser, et comment?

du comité de la comité de pour mard.

roy et Pon de la comité de la co Nul doute que les nationalisa-tions n'occupent une large place dans les discussions qui vont s'ouvri: pour actualiser le pro-gramme commun A un an des élections législatives, leur champ d'application n'est en effet pas encore totalement délimité.

restant son deux le president de la spante de l'éneque sine pense de gour-lant, d'Anderre-la-tantides de quatre

migrine A la rea-lactoral s'opposer me des délégués mitant ainsi ame

e les étus de la large la Vigille et le gadic M. Julia

sion du syncie s

d'Estaing et a

MEDICAL CO. SALE AND ADDRESS OF MANY AND ADDRESS OF MANY ADDRE

HERENAL MIT IN THE MENT OF SECURITY SEC

ant different no:

the series delicated

b 24 er al.

the sorter determine the control of the control of

definite de quatre s'errer et al de dériger Les Estables parties de ment en entre des parties propositions par la ment entre des poit des virgs des viers des parties des parties des parties des parties de ment entre des parties de p

The double évolu-

S'emger en Asi

doenée por Chinaud

en fallen: ens de el-

Person Til

mente care

SI RPT.

53 AT C -

e nationale. M. Carrer press

tends at the

Principal Co

200

del main

12. 1 15 250

VIEW TEE

JE 11 11 15

14 No. 15 M

LES LINGS

7.7

velle politique energetime

चु<mark>क्का क्रिक्त प्रत्यक्</mark>र स्थान

E primit action services

THE PROPERTY WATER THE PARTY OF THE PARTY OF

mater de mouseure se ...

esting the exercise.

ich production of an

COLUMN TO THE PARTY OF T

-

A MATERIAL CONTRACTOR

The state of the s

SECULE TO

THE REST OF THE PERSON

THE PARTY OF THE P

Teneral day

A CHAIR OF A

to process and

·黄素素 物本 125%

AND AND ASSESSED.

-

September 1981

Karan . 25 Back

SHE WAS INCOMED OF THE PARTY OF

Street of perceit, court !

THE RESERVE CHARLES

RATHING EATHER

Issue do la promise po

Les nationalisations concerneront le secteur bancaire et financier ainsi que neuf grou :es indus-triels, répètent à l'envi les socialistes. Mais on ignore tou-jours le sort qui sera fait aux participations industrielles qui figurent dans le portefeuille des différents

Bruxelics

Participations industrients

participations

participation

Le parti suciellement savoir qu'u
à ces nouvelles nationalisatapréferant leur substituer des prises
préferant leur substituer des prises
préferant leur substituer des prises
de participations probliques « pourant être majoritaires ». La chose
était prèvue par le programme
commun, pour la siderurgie mais
commun, pour la siderurgie mais
constitution du group

avec l'appui d pouvoirs publics, est postérieure a sa signature. La préférence du P.S. pour les prises de participa-tion s'explique par le fouci de limiter les dépenses d'indemnisation supportées par la puissance publique; la formule préconisée par les socialiste, est celle d'une consolidation sous forme de par-ticipation en capital de la créance de l'Etat sur les entreprises concernées. Series described and the series of the serie

Evoquant la controverse entre

nationalisation de la sidérurgle, M. Michel Rocard déclarait le 3 mars : « C'est un enjeu parjaitement mineur. » Pourtant les divergences sont réelles entre ces deux partis tant en ce qui concerne l'analyse de la crise de la sidérurgle que les moyens d'y remédier. Le P.S., tout en y refusant les licenciements, parle de retrouver « une compétitunté comparable à celle de nos partenaires intérnationaux » et de « meltre en place une politique de produits metlant l'accent sur la couverture des besons nationaux et le developpement de techniques orancées ». M. Rocard évoque « une stratégne commerciale metileure » Le P.C., faisant abstraction de l'état de quasi-faillite des aciernes, du marssine de celte propose et de le moneurement acieries, du marasme de celte branche et de la concurrence internationale implioyable qui y règne s'oppose radicalement à toute l'ermeture d'us:ne, déclarant e Pas une ms. pas un bouion, ne seroni déplacés. 3

En lair, le débat déborde largement la technique financière. C'est tout le problème de la politique industrielle de la gauche et du rôle qui y sera dévolu aux entreprises nationalisées qui se trouve posé, comme il l'est — en filigrane — dans le débat sur le mode d'indemnisation des actionnaires.

Pour MM. Mitterrand et Attail Pour MM. Mitterrand et Attail.
I'un de ses conseillers économiques, il s'agit de proposer à ces actionnaires e des titres noureaux, non amortissables, participatifs, à revenu indexé, librement de numbres sur le marché financier.
¡La Bourse] en fixera le cours en fonction de leur niveau de revenu, c'est-à-dire de le financité de la strateur et de la nolitique des les nouveaux titres a marticinacommunistes et socialistes sur la strategue et de la politique des les nouveaux titres e participa

entreprises ». Cela revient à a met-tre au point un système de finan-cement qui atteigne au moindre coût (pour les contribuables) l'objectif tire : prendre le pou-voir dans ces firmes sans lèser le financement des détenteurs de créances (les actionnaires) ».

Indemnisation et gestion

Cette proposition a été vive-ment critiquée par M. Piterman, au som du parti communiste. Celui-ci opte pour la formule d'a obligations remboursables sur d'a obligations remboursables sur vingt ans, par annuités constan-tes, sur la base des cours des trois dernières années précédant la nationalisation et produsant un interêt dont le taux sera établi en concordance avec ceux pratiqués pour les emprunts obligataires ». Pour M. Piterman, « continuer à verser des dividendes comme si rien ne l'était passé, c'est tout simplement renancer à la nationalisation réelle et à ses objectifs. Cela remembrant à faire

la nationalisation réelle et à ses obsectifs. Cela remendrait à faire des gros possédants les benéficiaires privilégés de l'effort des travailleurs et de la nation s.

En affirmant que la formule proposée par les socialistes revient à « renoncer à la nationalisation», M. Piterman pousse le bouchon un peu loin. C'est oublier que, quel que soit l'instrument de la nationalisation, le pouvoir changera de main puisque les obligations ne donneront

ti/s a, dont les revenus seront variables — et non lixes comme le propose le P.C., — évoluant suivant les résultats des firmes. Dès lors, si les bénéfices tendaient vers zèro, la valeur des obligations — fixèe par le marché — ne tendrait-elle pas également vers zèro...? La chose est si vrale oue de nombreux actionnaires en

vers zéro...? La chose est si vraie que de nombreux actionnaires en viennent actuellement à juger plus intéressante pour eux la solution du P.C. (l'obligation classique, non participante), dont le coût a n nu el d'indemnisation serait, selon M. Fiterman, de 3 milliards de francs par l'Etat. En fait, au-deia de l'indemnisation, c'est le mode de gestion des futures entreprises nationalisables qui est l'objet de la querelle. En proposant de créer des titres non remboursables, assortis d'un dividende sur les résultats, le P.S. assigne à ces firmes une vocation bénéficiaire; loin de vouloir les transformer en sociétés étatisées à gestion fonctionnarisée, il leur fait obligation de dégager un profait obligation de dégager un pro-fit pour être en mesure de solli-citer le cas échéant le marché financier C'est un solide garde-fou contre toute tentation de

fou contre toute tentation de laisser-ailer.

Le P.C. voit là la réintro-duction de concepts détestés : rentabilité et productivité des entreprises, acquises aux dépens des travailleurs par le biais de l'économie de marché, dans le cadre de la concurrence nationale ou internationale. Pour lui, le maintien de l'emploi est l'une des vocations essentielles de l'entre-prise nationalisée. Le compte d'exploitation des lirmes ne vient d'exploitation des firmes ne vient qu'en second rang, la collectivité pouvant prendre en charge leur

La gauche se trouve là placée devant un choix fondamental. Sur ce point, le programme commun de gouvernement ne doit pas être seulement « actualisé», mais bal et blem celeptifié à bel et blen cclarifié ...

Reste enfin le grand volet de la politique industrielle. Trois pages sont consacrées à ce sujet dans le programme commun de gouvernement, où l'on peut lire: « Définie par le plan, la politique industrielle aura pour objet :

D'assurer l'indépendance nationale dans le cadre d'un dévelppement des échanges internationaux et d'une coopération internationale équilibrée; > D'orienter l'essor de la pro-

> D'orienter l'essor de la production conformément aux besoins sociaux et nationaux;
> D'accroître le rendement économique et social de l'appareil de
production, de rattraper notamment les retards et de réduire les
déséquilibres hérités de la gestion
monopoliste. >
On ne peut qu'encrouver res

On ne peut qu'approuver ces orientations générales; mais, dans l'hypothèse d'une victoire de l'opposition aux élections législatives, la gauche devrait trouver questions brillantes.

Le quadruplement du prix du pétrole et la crise qu'il a pro-voquée ont mis en lumière la fragilité du tissu industriel francais. Des secteurs entiers rurgie, textile, engrals, pâtes à papier, imprimerie, chaussure, chantiers navals, et la liste n'est pas exhaustive — sont menacés, tout à la fois par la nouvelle division internationale du travail et par la concurrence for-cenée que se livrent les grands pays industrialisés pour exporter leur chômage. Pace à cette situation, le gouvernement a soit intensifié la concentration (automobile, informatique, nucléaire), soit mis en branie des plans sectoriels qui visent à restaurer la compétitivité de l'industrie francaise. Or ce retour à la compé-titivité passe (voir la sidérurgie) par la fermeture de certaines mités de production et l'allège-ment des effectifs.

La gauche reprendrait-elle & son compte cette approche « sec-torielle »? Sinon que feralt-elle ? Imposera-t-elle aux entreprises de Imposera-t-elle aux entreprises de conserver un personnel en sur-nombre, au risque de mettre en danger l'appareil productif tout entier? Trouvera-t-elle des formules originales? Certains socialistes préconisent la constitution d'ensembles industriels agglomérant des entreprises et des centres de production sur un projet tres de production sur un projet précis, conçu pour une période déterminée. Ces « conglomérats » provisoires pourraient peut-être permettre de remodeler l'appareil productif en maintenant l'emploi puisqu'ils associeraient des activités diverses, le développement des uns compensant le ralentis-sement des autres.

Plus généralement on peut se demander comment la gauche pourra concilier son désir maintes fois exprimé d'Instaurer une fois exprimé d'instaurer une nouvelle crousunce dont on wolt bien comment elle sera déter-minée — le plan — mais dont on perçoit mal les effets sur l'outil de production, avec les exigences de l'équilibre de la balance des paiements. La for-mule des contrats d'Etat à Etat permettra-t-elle de tout règler? Ce sujet mériterait à lui seul un

> PHILIPPE LABARDE et FRANÇOIS RENARD. (Samedi 16 avril.)

Une accélération de la croissance fournirait des ressources supplémentaires mais exigerait de grandes disciplines

la pius hardie que notre peys ait un rencherisse jamais connue -, politique qui - 68 précédent du son de lous ceux qui, dans les entreprises, les bureaux, les laboratoires ou les champs vivem do tout travall . (1), l'union de la gauche misait beaucoup, en 1972, sur une accélération de la croissance économique Le programme commun ne le disait pas expressément, mals l'idée était blen celle-cl : consommer plus et vivre mieux, non pas seule ment grâce à une meilleure répartition des richesses existantes maie aussi par un net accrolssement de la production à distribuer.

Ce souci de la croissance (2), les auteurs du progremme commun l'avaient poussé très loin : M. Marchais tablait, par exemple, sur une expansion économique supérieure lisal! l'économie française à l'époque (+ 8 % en termes de produit national en volume, contre + 6 %) Dans l'hypothèse où une telle accélération aureit été possible sans déséquilibre grave des prix et du commerce extérieur, elle aurait été à l'époque productrica de richasses supplémentaires importantes : 32 milliards de france actuels par an (20 milliards de francs 1972) qui, ajoutes à un alourdissement probable de la pression fiscale (3), suraient fourni à la gauche les moyens nécessaires pour financer un important mieux-être.

Depuis 1972, des événements aux conséquences très lourdes pour l'économie françaisa se sont prodults : hausse massive des prix des mallères premières en 1973, sulvis, en fin d'année, par le « boom » des prix pétroliers : récession mondiale de 1974-1975, prolongés par un ralenment du chômage ; accroissement de la concurrence internationale, généralisation des taux de change floitants, obligeant tout gouvernement à secourir se monnale menacée en limitant le taux d'inflation et le déséquilibre des palements extérieura. M. Marchais vient d'ailleurs de déclarer devant le comité central du parti communiste (4): « On ne peur pas ignorer l'évolution intervenue dans certains secteurs comme la sidérurgie, le pétrole ou l'automo-

Une creissance qui consomme beaucoup d'importations

unteles, socialistes el radicaux de gauche vont donc se trouver confrontés à de délicats problèm d'actualisation. S'il ast vrai que le programme commun n'avait pas étabil de calendrier précis pour la réalitation de la plupart de ses objec-tifs (5), il est probable qu'un certain nombre de caux-ci devront être étalés dans le temps. Parce que des taux de croissance très importants (supérieurs à 6 %) ne sont à l'évidence guère envisageables dans l'immédiat La Japon lui-même, champion de l'expansion jedia, avec des inux supérieurs. à 10 % l'an, admet ne plus pouvoir dépasser 6 à 7 %. Et comme Il est difficile de faire mieux que les Japonais sur le plan de l'organisation, du dynamisme et de la voionté de se développer...

L'une des raisons de la modération présente est la nécessité pour les pays industrialisés de limiter leurs importations devenues plus onéreuses, atin de sauvegarder ou de rétabilir - l'équilibre de comptes extérieurs détériorés depuis 1974 per l'enchérissement du pétrole. Une croissance forte entraîne presque toujours des importations plus fortes encore. Dans des pays comme la France, un faux de croissance annuel supérieur à 3,5 ou 4 % fait progresser les importations à una cadence de plus en plus rapide.

Des taux de croissance plus rapides qu'ectuellement sont cependant réalisables (5). La tout est de savoir ce qui peut être visé et à qualles conditions, quastions auxqualles devra répondra la gauche. Les investissements nécessaires à la conversion des sectaurs mis hors de course par la hausse du prix de l'énergie (ou pour améliorer notre pénétration sur les marchés étrangers), l'utilisation maximale des ressources nationales, la mise en place d'équipe-ments collectifs utiles, tout cela peut accélérer la professance économique. Mais, pour éviter que, parallèlement, ne s'aggravent les déséquilibres actuels (inflation, déficit extérieur), L'évolution des prix et des revenus devrait être strictement contrôlée; une balses du franc entraîneralt en eltet Immanquablement des déségullibres supplémentaires (spéculation).

Pout finances - la politique sociale débouchant en quelques mois aus De même devrait être visée en prioduction dans l'hyonthèse - retenue par le programme commun - où les concurrence internationale (7).

Une planification stricte et précise a de bonnes chances d'améliorer l'efficacité de l'Industrie française. Elle peut difficilement, en revanche, éviter l'élévation des coûts sociaus qu'entrainerait la décision de forces la cadence, notamment celle qui esi liés à la reconversion des unités jugées non rentables, eu égard à la division internationale du travail, qui aurail été acceptée.

La hausse des coûts pétrollers. celle des matières premières alimentaires (caté, cacso notamment) représenteront, de toute laçon, pour le pays un coût supplémentaire d'environ 55 milliards de trança per an (à peu près 35 milliards de franca 1972). Cela constitue un prélèvement sans contrepartie à notre économie par les pays producteurs, prélève qui implique que les Français doivent travailler devantage pour se procurer les mêmes quantités de produits étrangers. C'ast une autre nouvelle, dont les partisans du programme commun devront tenu compts. A moins d'accepter un endettement protesant, per persis-tance des déséquillbres extérieurs, la gauche devra demander à un eurplus d'exportations ce qu'elle n'aura pu aconomiser sur les importations (en lutiant contre les gaspillages et en développant des productions de substitution). Or un accroissement de la pari exportée des richesses nationales se ferait nécessairement au détriment de la croissance soit des investiss soit de la consommation. Il y a là un nouveau choix.

Dans la mesure où la gauche s'est prononcée pour une croissance plus forte, dans la mesure aussi où elle entend laisser les trontières ouvertes sur l'extérieur, il est difficlie d'imaginer qu'elle défavoriserait l'investissement, que celui-ci provienne du secteur public ou du secteur privé. Or comment investir cans permettre aux firmes de rétabilir des bénéfices laminés depuis deux ans au profil

A l'évidence, l'état de santé de d'hui moins de douceurs qu'il y a quatre ans. Il ne s'agit plus de viser les premières places dans le monde. comme la prédisaient certains minimum d'indépendance notamment en réduisant progressivament notre endettement L'exemple de la Grande-Bretagne et de l'Italia prouve qua même les mouvements ouvrers ont do accepter dans certains pays d'y sacrifier des eventages impor ALAIN VERNHOLES.

(Samedi 16 april.)

(1) Programme commun, pages 27
et 28. Editions sociales.
(2) MM Manshoit et Giscard d'Estaing étaient accusés par M Marchais, dans la préface rédigée par celui-ci è rédition communiste du programme commun, de remettre au goût du jour « cette picile théorie réactionnaire qu'eşt le maithusianisme », M. Giscard d'Estaing étant specialement critiqué pour s'être « demande s'il ne convient pas de remonder à I point du taux de croissurce plutôi que d'énerger la société ». unner plutôt que d'énerser la so-ciété ».

(3) Le programme commun ne dit rien sur l'évolution de la pression fiscale, c'est-à-dire sur le préfère-ment global opèré par l'impôt sur la richesso nationale. Le programme commun donne des indications qua-litatives et ponctuelles, Ainsi la T.V.A. sur carvains produits « de toute première nécessité » serait sup-primés. En revanche, la progressivité du barême de l'impôt serait reierés pour les revalus importants.

primée. En revanche, is progressivité du barême de l'Impót serait reievés pour les revanus importants.

(4) Comité contrai du P.C.F. les 31 mars et le avril 1977

(5) M Mitterrand avant cependant, lors de sa campagne pour l'élection présidentielle, prése a té un plan en trois étapes, qu'il avait actualisé, au nom du P.S., en septémbre 1975.

(6) Compte tenu de la très faible progression de la production industrielle prévue en France jusqu'à l'été, on peut estimer que la croissance du produit national ne dépassers guérs cette année 3 %. Encors ne s'agil-il que d'une moyenne annuelle, qui rend mai compte du cheminement de l'activité d'un bout de l'année à l'autre.

(7) e Le recours é des restrictions quantielitées et d'une protection douamère renjoncee sans réservé. à des minutiems exceptionnelles le rendent nécessire « (Programme commun. page 135).

(8) En 1972, la part consacrée aux investissements dans le revanu des entrepriess était de 14.7 %. Catte part est combée à 9.7 % en 1975 et et du rester inférieure à 10 % en 1972 a atteint 67.9 % en 1975 et dut être voigine de 65.9 % en 1976.

Le Monde INFORMATION-PROFESSIONS Chaque semaine, "Le Monde information-professions" dresse le

tableau récapitulatif des offres d'emploi encadrées parues dans "Le Monde". Outre ceux qui, sans emploi, recherchent une situation, ce service est aussi destiné aux lecteurs qui pensent en termes d'avenir.

Nos synthèses leur permettent en effet de se situer, d'évaluer l'importance de l'offre dans leur branche, dans leur spécialité, l'évolution des qualifications. Analyser, une fois par semaine, et d'un seul coup d'œil, l'ensemble des annonces parues dans "Le Monde", c'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.



bon de commande à découper Te Monde information-professions

Je désire m'abonner à la synfhèse hebdomadaire de la ou des fonctions suivantes : 1) Mettre une croix dans les cases correspondent aux fonctions retsiques : ☐ Personnel formation relations ☐ Direction générale, fonctions humaines et sociales.

Marketing relations publiques publicité. Direction commerciale vente. ☐ Production entration. DEhudes organisation et recherche. ☐ Direction financière et

administrative.

☐ Banques - Assurances. ☐ Professions médicales et paramédicales ☐ Secrétariat de direction, traductions. documentation.

Cadres débutants.

2) Entourez, dans le tableau ci-dessous, le nombre de semaines retenu : TARIF DES ABONNEMENTS (en Francs)

Į	Nombre de fonctions	1	2	3	4	8		2		8	20	21	12	13	24	15	
	. 13 semaines	39	п	112	145	127	205	234	250	283	304	224	339	355	360	389	
	26 pemaines	•9	134	195	254	302	361	408	est	404	532	566	554	622	967	etia	
Į	52 semaines	118	230	336	435	530	618	200	237	847	912	271	1018	1964	1100	1162	ŀ

Le tarif de l'abonnement est la correspondance entre le nombre de fonctions et le nombre de semaines demandés.

INFORMATION-PROFESSIONS est adressé sons pli fermé soit au domicile soit au (Le prequer envoi sera assuré dès la semaine suivant celle de la réception du bon de commande.) Pour tous renseignements complémentaires, téléphoner en 874.72.05, ou écrire :

"LE MONDE" INFORMATION-PROFESSIONS - 5, rue des Italiens, 75009 PARIS _ou SOCIETE :_

TEL: ADRESSE:

Joindre le règlement par chèque banceire à l'ardre du "Monde" ou chèque postal (CCP 4207-23 Paris) - ETRANGER envoi aérien : + 1 F par fonction et par semaine.

in 14 au 20 avril 1977

Semaine du 12 au 15 avril

A BOUT DE BRAS

EST un bien curieux spectacle que la Bourse a donné cette semaine, réduite de nouveau à quatre séances par le chômage du lundi de Paques : ceiul d'un homme malade que l'on maintient solidement pour l'empê-cher de tomber. Singulièrement, le même scénario, ou presque, se renouvelait jour après jour. D'abord en baisse, le marché se ressaisissait ensuite, sans raisons vraiment plausibles, pour afficher en clôture tantôt une perte minime. tantôt un léger gain comme à la veille du week-end. De bonnes dispositions, il n'en montra guère que mercredi. Mais personne ne fut vraiment dupe tant les échanges furent étroits. Finalement, d'un vendredi à l'autre, les différents indices n'ont pas ou très peu varié. l'indicateur de tendance enregistrant seul un gain un peu supérieur à 1 %.

Cartes, plusieurs valeurs, et non des moindres (voir tableau), se sont détachées. Mais d'autres, en revanche, les métallurgiques, ces - damnées - de la cote, pour ne parler que d'elles, se sont très nettement alourdies et le nombre des baisses a été très supérieur à celui des bausses. Force est de constater que, sans les achats de soutien incessants des organismes de placement collectif (Caisse des dépôts et compagnies d'assurances), le marché, entrainé par le flot modèré mais régulier des ventes, aurait glissé.

S'il faut en croire certaines rumeurs, ordre leur aurait été donné de Matignon de soutenir les cours coûte que coute. Vrai ou faux, leur intervention, en tout cas, a été très remarquée. Présents dès l'ouverture, les - gendarmes portaient ensuite leurs efforts sur les grands titres de la cote au premier signe de repli. ces mêmes titres qui entrent dans la composition de l'indicateur de tendance. Dans la mesure où elle a permis au marché de ne pas décrocher. l'opération a été salutaire, car, manifestement, le coup de fouet donné par la décision inattendue du gouvernement de reporter d'un an l'application de la loi sur les plus-values n'a pas été suivi d'effets. Dans sa pharmacopée. M. Barre ne possède encore aucun remède pour guérir le mai politique dont souffre la Bourse. Or ce mai a été encore avivé cette semaine par le sondage peu encoura-geant sur la popularité du chef de l'Etat et de son premier ministre et, aussi, par les intentions manifestées, une nouvelle fois, par les dirigeants du R.P.R. de prendre des distances à l'égard du pouvoir. Minimisant l'action des orga-nismes de placement collectif, les optimistes affirment cependant que deux facteurs out favorisé la résistance des

Le regain de vitalité de Wall Street d'abord. Il est possible que psychologiquement ce facteur alt joué. La reprise des dépenses d'investissements industriels ensuite. L'argument est déjà plus solide. Mais, contrarlé par la montée du chômage, la stagnation de la production, les perspectives économiques peu favorables, enfin, la menace d'une explosion sociale. cette nouvelle ne pouvait enflammer

En Bourse, comme ailleurs, rieu n'est régié. Reste à savoir maintenant combien de temps les «gendarmes» sont disposés à maintenir le marché à bout de bras pour rameuter d'éventuels clients.

Aux valeurs étrangères, vif raffermissement des américaines, des allemandes et des néerlandaises. Les pétroles Internationaux ont été soutenns. Tassement des mines d'or.

ANDRE DESSOT.

Kemous

Cette semaine, réduite a quatre toute nouvelle limitation des sances — bon nombre de places hausses de salaires, laissent supséances — bon nombre de places financières étaient fermées le lundi de Pâques. — a été agitée sur les marchés des changes. Initialement en recui vis-à-vis des changes des places de la compagne de la co DEUTSCHEMARK et FRANC SUISSE, — le DOLLAR s'est redressé en fin de semaine.

La reprise des cotations, après le long week-end pascal, a été animée. Une fois encore, Tokyo a tenu la vedette. La baisse du DOLLAR s'étant accentuée sur le

hausses de salaires, laissent sup-poser que les discussions seront dures. La Banque d'Angleterre n'en a pas moins abaissé une nouvelle fois son taux de

Le FRANC FRANÇAIS a également subi des pressions à la balsse. En légère hausse vis-à-vis du DOLLAR et de la LIVRE, il a, en revanche, flèchi par rapport au DEUTSCHEM ARK et au FRANC SUISSE La Banque de marché japonals — son cours est France est intervenue pour limi-revenu jusqu'à 270,17 yens. — un ter la hausse de la devise alle-

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

(la ligne injerieure donne ceux de la remaine precèdente)

PLACE	TAKE	E U.S.	Frace français	Franc Utless	Mars	franc beige	Florin	Ltre (Talienne
Londres	=	171,75 171,85	8,5351 8,5469	4,3238 4,3546	4,0614 4,0951	62,4826 62,7768	4,2336 4,2584	1.524,71 1.525,59
Hem-York .	171,75 171,85	=	20,1227 20,1065	39,7219 39,4632		2,7487 2,7374	40,5679 40,3551	0,1128 0,1128
Paris	8,5351 8,5469			197,39 196,27	209,99 208.70	13,6599 13,6148	201,60 298,78	5,5978 5,6023
2arich	4,3238 4,3546				106.3807 106.3365	6.9206 6.9367	162,1298 162,2598	2,8358 2,8544
Franctors .	4,0644 4,0951	2,3665 2,3830	and the state of			6,5049 6,5234	96,1662 96,0040	2,6857 2,6813
Brucaties .	62,4826 62,7768		7,3206 7,3449				14,7586 14,7417	4,0980 4,1148
Amsterdam	4,2336 4,2584	2,4650 2,4780			104,1622 103,9865	6,7757 6,7834	=	2,7766 2,7913
Mile	1524,71 1525,59	887.75 887.75	178,63 178,49	352,62 350,33	375_13 372_53	24,4021 24,3019	360,14 358,25	=

Nous reproduisons dans ce tabidau (es cours pratiques sur les marches officiels des changes En conséquence, à Faria, les prix lodiquès représentent la contre-valeur en francé de 1 doiler, de 1 tyre, de 100 deutschemarks de 100 florins, de 100 trancs beigne et de 1000 tires

recul sensible de la devise américaine s'est amorcée dès le 12 avril
sur les places européennes, le
FRANC SUISSE et le
DEUTSCHEMARK étant activement recherchés. Les rumeurs allant bou train — on parlait d'un
rapport du F.M.I recommandant réévaluation des devises fortes, YEN, DEUTSCHEMARK et real transfer of the control of the redressait quelque peu, ce redres-sement se confirmant à la veille

Le LIVRE STERLING a fléchi. Des pressions à la baisse se manifestent depuis quelque temms sur la devise britannique. Sans doute faut-il y voir la conséquence de la difficile négociation qui vient de s'ouvrir sur la nouvelle phase du contrat social passé avec les syndicats. Les grèves déclenchées dans la sidérurgie et les compa-gnies a étiennes, et les décla-rations des représentants des rations des représentants des mineurs de charbon, refusant

mande, et défendre le cours de 2,10 F pour 1 deutschame de 10 F pour 1 deutschemark. Une certaine tension a regne en début de semaine au sein du a serpent européen », puis s'est atténuée. La Banque des Pays-Bas a décidé de ramener de 5 à 45 % son taux d'escompte compter du 18 avril

Sur le marché de l'or de Lon-drea le cours de l'once de métal précieux qui avait vivement monté en milieu de semaine, s'inscrivant à 152,3 dollars le 12 avril s'est finalement établi. 13 avril s'est finalement établi. le 15 en clôture, à 150,65 dol-lars (contre 148,70 dollars le avril). Selon l'hebdomadaire nancier Barrow's, la hausse de l'or constatée ces derniers mois s'expliquerait en partie par d'importants achais effectués par les pays arabes producteurs de petrole Le Koweft s'est ainsi porté acheteur lors des adjudica-tions du F.M.L. de même que la Banque d'Oman, des Emirats arabes unis, par l'intermédiaire

d'une banque suisse PHILIPPE LABARDE.

SPORTS

FOOTBALL

Paris condamné au spectacle

Le Paris - Saint-Germain Football (P.S.G.) a deid pu mesurer le 16 avril, les incidences de ses dernières défailes en championna et surtout de sa récente élimination en Coupe de France Le Parc des Princes ne sera sans doute plus comble cette saison comme il l'était depuis le début de l'année. Pour la première fois depuis sa réouverture, il était même aux trois quarts vide pour la venue de l'Olympique de Marseille.

Ses quinze mille specialeurs ont, il est orai, élé bien mai récompensès de leur Idélité par les deux équipes, et notamment par Paris-Saint-Germain, tenu en échec (1 à 1) par l'Olympique de Marseulle

mesurer le danger et la difficulté

de la tache qui incombe désormais an Paris-Saint-Germain.

(1) A titre indicatif, le Pootbali-Club de Barcelons vient de prolonger d'un an le contrat qui le lie avec le Néeriandais Johan Cruifff pour 48 millions de pesetas (3 600 000 F)

Championnat du monde des von-tures de sport. 500 kilométres de l'Automobile Club de France (A.C.F.) à Dijon-Prenois 1 Mergerio-Jane (Alja Bomeo 23 SCR), 2 Amphi-car-Vigitio (Osella-B.M.W.), à sept tours; 3. De Cadenet-Berg (Loia-Ford), à neut tours, etc

PARIS-ROUBAIX

PARIS-ROURAIX

1 B. De Viseminck (B.), tes
250.5 km en 6 heures 11 min 25 sec.
(moy.: 40.484 km/h.); 2. Teiritock
(B.), å 1 min. 39 sec.; 3. Misertens
(B.), å 1 min. 39 sec.; 4. De Witte
(B.); 5. P. Van Katwijk (P.B.); 6.
Eass (P.B.); 7. W. Peteers (P.B.);
8. Thurau (R.F.A.), 9. Van Springel
(B.); 10. Kuiper (P.B.); 11. Merckx
(B.); 12. Poulidor (F.); 13 Moser
(L); 14. De Meyer (B.); 15. Godefroot
(B.); etc... tous mame temps

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIERE DIVISION (Trentième Journée)

GÉRARD ALBOUY.

Automobilisme

Cyclisme

Football

Les résultats

Sant-Il donc désespèrer de revoir un jour une grande équipe de lootball à Paris ? Les récentes péroctional a Paris / Les recentes peripèties de la carrière du Paris-Saint-Germain pourraient le laisser penser et illustrent bien en tout cas les problèmes propres au club de la capitale. Le handicap du Paris-Saint-Germain, comme celui de ses predécesseurs, se si-tue, en effet, à deux niveaux -: ceux de l'équipe et de son envi-

Au début de l'année, Paris-Saint-Germain pensait avoir en-fin trouvé et conquis un public. Le Parc des Princes se révélait trop exigu pour la venue de Nice, de Laval, de Lens et de Nautes. L'attaque parisienne semblait alors irrésistible, et le public se alors irresistible, et le public se surprènait à encourager son équipe comme il l'avait fait dans les meilleurs moments du Racing. Le match de coupe contre So-chaux et la rencontre avec Mar-seille, où les siffiets ont succèdé aux encouragements, ont démon-tré la précarité de cette situation.

Le prix élevé des places au Parc des Princes justifie et explique en partie les exigences d'un public venu beancoup plus pour voir un spectacle de qualité que pour en-courager ses favoris. Pour relan-cer le footbal dans la capitale; la fédération avait bles tenté la cer le fototal dans la capitale; la fédération avait bien tenté, le 1° février 1970, avec le concours d'un poste périphérique et de revues sportives. d'associer les Parisiens à la création et à la gestion d'un nouveau club. Maigré cet important battage publicitaire quinza mille personnes seulement. quinze mille personnes seulement avaient accepté de devenir action-naires pour 25 F, et cette opéra-tion n'a pas survécu au déclin du Paris-Football club.

Une ville peuplée de provinciaux

Paris étant surtout peuplé de provinciaux, les équipes visiteuses sont toujours soutenues par une partie plus ou moins importante du public venu spécialement pour elles. Pour toutes ces raisons le Paris-Saint-Germain ne peut espérer un soutien inconditionne comparable à celui dont bénéficient la plupart des équipes de

Les joueurs de football, comme les artistes, ne peuvent pas rester insensibles au comportement de leur public. Ceux qui ont effectué une partie de leur carrière en province en mesurent chaque jour la différence au niveau de l'environnement. Jacky Novi se souvient qu'à Nîmes, ou même à Marseille, il était sans arrêt reconnu, arrêt et encourage dans la rue, avant ou après un match la rue, avant ou après un match Jacky Renaut ajoute qu'à So-chaux on va au football et surchaix on va au football et sur-tout on en parle beaucoup plus parce qu'il n'y a pas grand-chose d'autre à faire. A Paris, le foot-balleur professionnel n'a jamais le sentiment que toute une ville puisse être derrière son équipe.

Longtemos les joueurs parisiens ont, d'autre part, été victimes de l'étendue de la capitale. Logés loin les uns des autres, voire dans ioin les uns des autres, voire dans des banlieues géographiquement opposées, ils ne se retrouvalent qu'aux entraînements ou pour les matches et partagealent rurement ieurs loisirs. Il était, dans ces conditions, beaucoup plus difficile à un entraîneur de créer une dynamique de groupe comparable dynamique de groupe comparable à celle des meilleures équipes de province. En logeant tous leurs joueurs à Saint-Germain où lis s'entraînent au camp des Loges, les dirigeants du P.-S.-G. ont tenzé de réduire cet inconvénient

Ces problèmes d'environnement expliquent sans doute que les joueurs parisiens paraissent sou-vent moins solidaires les uns des vent moins solidaires les ints des autres et moins motivés que ceux d'autres équipes. Concurrencès par les multiples distractions de la capitale, ils doivent pourtant obte nir de bons résultats et faire du spectacle s'ils veulent conquerir et conserver un public. Les af-fluences enregistrées au Parc des Princes ces dernières semaines démontrent que, pour être viable, une équipe de la capitale doit obligatoirement, jouer les premier

L'avenir du Paris-Saint-Germain semble donc lié à la venue, dès la saison prochaine, de quel-ques joueurs vedetles. Compte ques joueurs vedettes. Compte tenu du déficit actuel de P.-S.-G et des tarifs pratiqués sur le marche des transferts (1), ce pro-blème n'est pas, a priori, le plus

Le spectre du Racing, absorbe par Sedan quatre ans à peine après avoir été devancé au goal-average par Reims pour le titre national, suffirait, si besoin est, à

CYCLISME

PARIS-ROUBAIX

De Vlaeminck sur son terrain

De notre envoyè spécial

Rugby

Roubaix. — Brillant vainqueur d'un Paris-Roubaix assez terne ao issnai e soulunezia ao rasovi que n'ont pu laire Van Steenbergen. Van Looy ou Merckx: gagner la grande classique à quatre reprises... en l'espace de six ans. La victoire qu'il a obtenue dimanche 17 avril donne à son registre une dimension nouvelle et fait oublier le succès peu convaincant qu'il avait acquis convaincant qu'il avait acquis deux semaines plus tôt dans le Tour des Flandres aux dépens de Freddy Maeriens Cette fols, on ne mettra en doute ni sa supé-

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIÈRE DIVISION

(Setzièmes de finale, matches retour).

Dax bat Graulbet 19-12 (3-7).

Dax

Bayonne bat Saues 25-4 (10-14).

hat Montchanto 53-9

Angovième . Biarritz bat Le Creusot 35-12 (3-0).

Avignon .
Nice bat Chambery 18-12 (15-15)
Marmanda :
S Touloussin b. Begins 16-7 (13-4).

Pamters . Narbonne bat Auch 48-9 (45-9)

La Vouite bat Bourg 12-3 (12-18)

Perpignan bat Auriuse 29-4 (32-9)

Tulle . Montferrand b Tyrome 34-6 (33-17).

Pau . Basmères bat Tarbes 5-0 (15-12).

A Aurillac .
Montauban bat Romans 7-4 (7-23).

L'équipe de France a gagné le tournoi d'Heidelberg en battant successivement la Bépublique populaire de China (3 sets à 1), la Suéde (3 sets à 1) et la Bépublique fédérale allemande (3 sets à 2). Les Français disputeront la Coupe du printemps du 20 au 28 avril en Gréce.

Volley-ball.

A Montauban . Lourdes but Rodez 19-14 (40-0).

Agen bat Tulle 12-6 (27-19)

Mazamet . Béziers bat Albi 43-9 (62-6)

Vienne.
Toulon bat Montchanin 53-9
(30-13)
A Bourges.
Merignac bat Brive 9-8 (9-18)

Condom

A Merionac

sur un groupe restreint ou figu-raient Merckx, Teirlinck, Rass Kuiper, Thuran, Moser, Zoete-melk, Maertens (handicape, p seul Français, Raymond Pon-lidor.

Servi par sa connaisse et par terrain, par une maîtrise et par une virtuosité qu'il doit à la pra-du evelo-cross, mais aussi tique du cyclo-cross, mais ause par une condition physique exemplaire, le champion belge a rés-lisé un parcours sans fants, démontrant à nouveau que Parle-Roubaix avec ses pièges, ses trop nombreuses crevatsons, ses injustices flagrantes, récompense tou-jours en définitive un athlète (1) d'une qualité exceptionnelle.

Au reste, la course, qui s'est déroulée par un temps sec et déroulée par un temps set et ensolellé parfois, connut sun intensité dramatique habituele. Impitoyable, jamais pathétique elle a donné lieu à une élimination progressive et à une sélection naturelle de vingt et un coureur à la sortie de l'« enfer du Nord, out più pas une le rôle que par qui n'a pas joue le rôle qu'or attendait, maigre ses 50 kilomè-tres de mauvais pavés. Mais la présence dans ce maigre pelotm de quatorze Belges et de quate Néerlandais pour un Italien, m Allemand et un Français qui était précisément le doyen de la profession. nous paraît tout à fait conforme à l'ordre établi. Les Belges, qui ont raflé les quatre premières places, n'ont pas perdu Paris-Roubais depuis neuf an Les Français, eux, ne l'ont pas gagné depuis 1958, et c'est la

JACQUES AUGENDRE.

riorité ni ses mérites. De Viac-minck s'est détaché à 30 kilo-mètres de l'arrivée pour creuse un écart d'une minute et demie est vrai, par une chute) et pr

Plus de cent abandons

le pavé était sec...

Had an estate for trautation €500 editatie C: aprelle indirectie disam mate. ME TO TOO STORE THE CONGETTION Em es noue c interest referre a de ispier lobure " claire de hitemon et al. l'abbletion des estrates de a litira du Sud as to descent from a tip a less the dixième fois que Poulidor (qua-rante et un ans) y domine ses compatriotes; et les chutes, les crevaisons, les défaillances, ont provoqué cent six abandons sur cent quarante-neuf partants. Et a si :-- en cedre as Character of those Temp ear mie cute Como quire probable est mother manne, bomer ter. (1) Ainst, le champion du made de cyclo-cross Roger De Viseminis a remporté Liège-Bastogne-Liège en 1970, la Pièche wallonne en 1971, le Tour de Lombardis en 1974 et 1976, la Tour de Pisndres en 1974 et 1976, la Tour de Pisndres en 1977 et quare fois Paris-Roubaix (1972, 1974, 1975) et 1977) de de bodr carrie volsine, "que. Rendern iet tyttopic Abuke 📦 Mare es eu cecus de la **période** stravali direction blog. Avec see anes la ruse su color **de pro**dde icha e cen danies, assem-Mages, Bulgemen : per des amires comme Jacho

> El nous aven: le très élégant Corps de Escado, au filuide Read de pris - en vagues -Mgagean; le modelé lerme d'un Tops asses 1070 Cer exemple ate (milleu du neuvieme siècle) & taven monoxyle permet de pecialer l'évolution du style par mparaison avec fimage de Nyoral qui, "ans te

> Mannere ester , se à la virtuosité Signale (de a cum que de pen-

> ten la serior Palari, Avec l'ert & Nare et 1- co. acrés, le ris-No eu service de la puissance

apemiya es: I anchement

Au Potit Palais

for sanctuaire

and a second

880 F 97

g 24 Ta 7761-

\$25000 PT (**

FOR 21 27" 1 TOT DES 600

54 723 87 33.6 320780 W ## apparet de dens s'es que ceme

upa eriettete tint on de

प्रशेष का का कारण का पर पर विकास के

m minte sitt of 12505 mb1.€6.

matter au mann i damme & Neuer

;**; 00 5 €. .**65**

5275678 L .. 25 .. 35 Pg.2.3, ..-- - 5 54 543 i gara sanna 👪

But factor to but as man ... sanze metilê THE THE green of matchesisms e de 12 China Teg. une enunciar AS SIMPO · rottent. Bill

22-17-11

derether opening as architecture as labour for the first and the state of the first and the first an

I and necounty stage your claim one entounce state a series has Mississian gui di detto top illustration au change. Saute question tenden de l'ouellant tendent de l'ouellant tendent de l'ouellant tendent de l'ouellant tendent de l'ouellant l'auteur poursé respetter l'auteur trésors ampiers de autéta

On a sounante, avec tim d'é-propos, taire sime schlere mitres du remple per les modernissers, en l'oute, i les personnes reprette d'est personnes l'écologies d'est des personnes l'écologies per shiparre Kai, aprè l'écologies per shiparre Kai, aprè l'écologies d'est d'e

PAREL MARIE GRAI True of the

PROBLEME Nº 1606

HORIZONTALEMENT

I Reserve de Juages. — II

I Reserve de Juages. — III

I Reserve de Juages. — VI Serve de Juages. — VI III. II est des circonserve de Juages de Juage A passe : Pleuve — IX
Ala Drome : Sigle — X Pris
Place (épelé) : Tête couronTrès bien entourées

PERTICALEMENT Passe Pour perdre toute

4 14 au 20 avril 1977

Quandilale maldupays, le Français qui réside hors de France murmure : «revoir Paris!...». Et il sourit. Et il écrit à Pan Cars pour préparer son prochain séjour. Il écrit à Pan Cars comme à un ami qui sait vous accueillir, et s'ingénie à vous rendre service. Il écrit à Pan Cars pour demander conseil à quelqu'un qui connaît tous ses problèmes parce qu'il est spécialiste de la vente en TT (détaxée de 33%). Il écrit à Pan Cars parce qu'il sait qu'il trouvera la formule qui convient à ses besoins et à son budget.

d'exportation. Plan B - Vente avec contrat de reprise

suivant un barème de dépréciation officiel si vous ne désirez pas exporter votre voiture en fin de séjour. Plan C - Vente financée (leasing) voiture

neuve, kilométrage illimité, à un prix forfaitaire sans surprise, comprenant l'assurance tous risques, la livraison et l'immatriculation.

TT Pan Cars

Découpez et retournez ce bon à	Pan Cars, 2 avenue de la Porte de Saint-Cloud, 75016 Paris.
M	

Adresse Désire recevoir sans engagement de sa part une documentation sur la formule A B C Date de livraison souhaitée.

du 14 au 20 avril 1977

Page 10

- Au Petit Palais -

L'austère

d'un sanctuaire

ACT, recueillement, sobriété et grandeur sont heureuss-ment réunis, au Petit Pelais.

pour la visite solennelle du plus

ancien portrait sculpté connu au

Japon, celul du moine Ganjin,

Le musée s'ellace pour que soit

restituée l'austère beauté du mo-

nastère Dans cette seconde mohià

du hultième siècie, où meurt avec

Ganjin un londetaur d'Institution

bouddhique, mais aussi un impor-

tateur de la culture de la Chine

Tang, une adaptation va s'impo-

ser qui touchera, un instant, au

Paradoxalement, la portrait

sculpté de Genjin n'est pas en

bois mais en laque séchée, il est

surprenent de constater que catte

fregils envelopps, dont on dit

qu'elle est par endroits réduite à

une mince paroi de tissus collés.

all porté les lignes de plis, les

nuances du modelé comme à fleur

de masse, en suggérant une den-

sité du volume qui pourrait être

de branza Comma al cette coquilla

charnelle, indifférente à son maté-

riau, ne tensit ou'à une concentre-

tion spirituelle, il faudrali reistre

à ce sujet toute l'histoire de

l'adoption et de l'edaptation des

techniques de la China du Sud

par le Japon dont le bois est le

mode d'expression le plus naturel :

les œuvres qui précèdent le por-

Et d'abord l'image de Bonten

qui est une transposition en cédre

de Chine de la statue Tang en

terre culte. Cette œuvre probable-

ment importée montre, comme la

tête de bodhisativa volsine, que

la bois peut craquer prolondément.

Les sculpleurs du Japon vont

s'employer à domestiquer leur

metériau de prédilection dont la

textura manque d'homogénétté.

Pendant les périodes Asuka et

Nara et au début de la période

Heian, nous sommes encore dans

le travali direct du bloc. Avec ses risques. La mise au poînt de pro-

cédés (choix des parties, assem-

blages, évidements...) oul occu-

lournera essez vite à la virtuosité

artisanala (déjà quelquelois pen-dant la période Haian). Avec l'art

de Nara et un peu après, la ris-

que au service de la pulseance

expressive est franchement

Et nous avons le très élégant

Corps de bouddha au Ilvide

réseau de plis - en vagues -

décapeant le modelé ferme d'un

corps assez long Cel exemple turdit (milieu du neuvlème siècle)

du trevail monoxyle permet de constater l'évolution du style par

comparaison avec l'image de Yakushi Nyoral qui, "ans la se-

treit de Ganjin nous y invitent.

venu du sanctuaire de Toshodai-li

beauté

japonais

将是数据证明 STORY OF THE STORY

lots

PROBRATION TRANCE de rieule, mulches resour). 104 - 8124 - 13-5 +62-61 1 Organiant 18-12 (2-7)

but Manuscram 15-9 M Tal Beren Det 12-18: But be Crement 25-12 (2-0). Chamber 4-12 (13-15)

marke & Tyrone 24-6 35-17) man terres \$40 (10-12) elektrika Markata Markata 18-10 - 60-01.

Volley-ball ----

THE REPORT OF THE PARTY OF THE



REMARKS SELECTION Med State THE RESERVE

the Late 1 THE 1 HERE OF ST AL PROPERTY. DAME. W. Section.

Andrew Market

Gert and the see plants of the see of the se

Rueby

Plus de cent 🛦

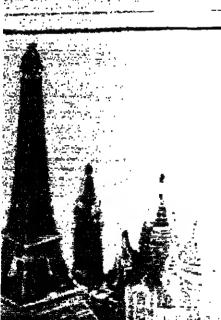
JACQUE 466

An record to the second to the

10 Dez (Belle: 25-4 (10-14).

Marie D. Berter (5-7 (12-4) CH COL 45-3 (U-3) Table 18-9 (BI-19) Mar tour Bearing: 12-3 122-151 and the second second 12-7:

Charles Books - 1-4 (1-27)



Flen 8 - Ville

800 - 00 Plan C - VW

140074777

22 12 32 31

VERTICALEMENT 1. Passe pour perdre toute résistance au contact de l'humi-

1 2 3 4 5 6 7 8 9 III

PROBLEME Nº 1606

HORIZONTALEMENT HORIZONTALEMENT

I. Réserve de nuages — II.
S'écarte non sans raison. — III.
Nombre ; Participe. — IV. Pas à
la rue ; Abréviation. — V. Points
cardinaux ; Mélangeai. — VI. Se
mit au service d'un culte — VII.
Eclaire largement un visage heureux — VIII. Il est des circons-tances où il est necessaire que cela se passe ; Fleuve. — IX.

cela se passe ; Fleuve. — IX.

Dans la Drôme ; Sigle. — X. Plus

en place (épelé) ; Tête couron
née. — XI Très bien entourées.

dité : Permet de couper court. —

2. La moitié de Paris : Etait frondeur — 3. Objets d'études pour un ethnologue : Hantise des tire-laine (piuriei). — 4. Dans le Jura : Melons ou cornichons. — 5. Titre abrègé : Il va, il court mais il ne vole pas : Sur un terrain de golf. — 6. Abréviation religieuse : Cours étranger : Délimite un terrain. — 7 Se perd à la suite d'une mauvaise conduite; Soillétées par un indigent rou-Soilicités par un indigent rou-main : Une bonne l'arce achève de la combler. — 8 Abréviation :

conde moitlé du hultième siècle.

reste tvolque de l'ert de Nara volume épais, plis qui s'écoulent

en = LL = enrobent des hanches

larges : beau modelé autoritaire

l'Image de Shishiku Bosatsu lali

peul-être preuve d'un archaisme

moins vivant. Quoi qu'il en soit,

Maia, devanı Genjin, les consi-

dérations stylistiques et même

esthéliques se taisent. C'est le

tace-à-face avec un chef-d'œuvre,

li dira à chacun sa paix un pau

triste et son noble message d'inté-

riorité Un très grand, un exem-

Il est accueilli, nous favons dit,

dans une ambience nette et pure

qui a évité les illustrations en

surcharge Saula queloues rou-

leaux onfuminés évoquent sa vie

(rouleaux du Tosaidan) tandis que

quelques plaques de bronze re-

poussé rappellent l'existence des

trésors anciens du aanctuaire de

On a souhalté, avec beaucoup

d'à-propos, taire vivre l'atmo-

sphère même du temple telle que

la modernisent, en toute ferveur

les peintures murales - il feu-

draft dire les tolles coulissantes,

- tusuma -, réalisées par Hige-

shivame Kai, tout récemment. Pré-

sentés comme II se doit dans leur

bâti de charpentes exemplairea,

cas canneaux — saiza nout la

aalle des « vaques mugissantes »

et huit pour celle des = monts

nuageux = illustrent la notion iaponeisa d'= environnement

la natura n'est pas évoquée. Ella

eveugle Une magnifique publica-

tion (en japonais, galerie Yoshii) dua au paintre Higashiyama Kal

raconte la genèse de ce décor si

bien incorporé à un des hauts

ileux de l'art et de le pensée du

Japon. Haut lieu dont Paris, an

toute reconnaissance, sait respec-

(Jeudi 14 april.)

★ Petit Palais, jusqu'au 22 mai.

PAULE-MARIE GRAND.

Hommage insigne au moine

plaire Wisiteur

Toshodai-ji.

est là.

LES MOTS CROISÉS

visage arrondi Assez proche,

Coule en France : Point du jour. — 9 Tableau souvent regardé mais jamais admiré. Solution du problème nº 1605

Horizontalement I. Joueur; If. — II. Adnés; Ino. — III. Me; Si; Ni. — IV. Buste. — V. Oreiliers. — VII. Ce; Ecu. — VII. Tonsures. — VIII. Eon; Urine. — IX. Rides; TTC. — X. Star; Se. — XI. Essaims.

Verticalement 1. Jambon: Erse. — 2. Odeur; Tolts. — 3. Un : Secondas. — 4. Ee : Tiens: Era. — 5. Ussel: Sus. — 6. Leur: S.M. — 7. Décrites. — 8. Inn: Ruent. — 9. Foins ; Sèche.

GUY BROUTY.

< Le Dernier Nabab >, d'Elia Kazan

Le néant des rêves

E 21 décembre 1940, Scott Pitzgerald mourait à Hollywood d'une crise cardiaque. Au temps des années folles. il avait été le soonder boy de la littérature américaine. Les excès, le chagrin, l'alcool, avaient peu à peu use sa résistance phy-sique et morale. A Hollywood, où il falsait partie de l'équipe des scénaristes de la M.G.M., il n'était guère plus qu'un écrivain à gages, confiné dans des tâches obscures. Pourtant, son talent, si souvent dilapidé, demeurait intact. La veille de sa mort, il avait ajouté quelques lignes à un roman qui devait être le fruit de ses décevantes expériences cinématographiques et dont le principal personnage lui _vait été inspiré par l'ancien directeur de la production à la M.G.M., Irving Thalberg C'est ce roman interrompu, The Last Tycoon (le Dernier Nabab), qu'Ella Kazan vient de porter à l'écran, d'après une adaptation d'Harold

Roman - et film - sur Hollywood ? Oul. dans une large mesure. Le Hollywood des années 30, de l'âge d'or, vaste complexe economique qui produit des films à la chaîne, mais qui dissimule derrière sa façade de prospérité, de luxe et de scandales d'im-placables rivalités humaines et les premiers conflits qui aboutiront à la transformation de ses structures. De ce monde hollywoodien et de ses dédales, de ce lieu magique qu'est un studio, de cette alchimie bizarre, de cette conjunction d'intérêts financiers et d'ambitions artistiques que suscite la fabri-cation d'un film, Elia Kazan, qui, lui aussi, est enfant du sérail, donne une image à la lois mythique et réaliste, d'une justesse rare. Entre fiction et réalité, entre un tremblement de terre simulé et un véritable séisme, le vieil Hollywood revit sous nos yeux, avec ses e stars » égocentriques et capricieuses, ses décors de carton-pate sur lesquels souffle un vent de folie et de gloire, et, dans le huis clos des bureaux, à l'heure des réglements de comptes, ses batailles de erands fauves

Emanation de ce monde et le symbolisant, un petit juif new-yorkais, prophète et démiurge tout-puissant, autocrate dont chacun reconnaît le génie, mais fragile, si fragile, sous son apparente invulnérabilité : Monroe Stahr. Doué d'un instinct infaillible. fort des succès éclatants qu'il ne cesse de remporter, Stahr impose sa volonté non seulement aux réalisateurs et aux vedettes qu'il engage (ou renvole) selon son bon plaisir mais encore au directeur de la compagnie, Brady, qui le jalouse en secret et saura, quand l'occasion se présentera, lui casser les reins.

Fabricant de rèves, Stahr est prisonnier des rèves qu'il fabrique. Physiquement, intellectuellement, affectivement, il vit en dehors de la réalité. Dix-huit heures de travail par jour, des scénarios pour seule lecture et, malgré l'amour que lui manifeste la fille de Brady, une fidélité quasi puritaine au souvenir de Minna, sa femme, une actrice, qui est morte. Stahr gère son existence comme une superproduction : avec brutalité, efficacité et une indifférence méprisante pour les accidents de parcours (il est cardinque mais n'en tient aucun compte). Instrument de sa propre ambition, il semble avoir perdu toute humanité

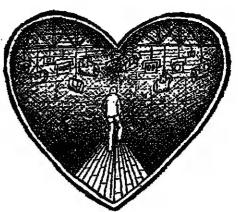
Et puis, un jour, des coulisses de l'usine à films, surgit un fantôme. La terre a tremblé, les studios sont envahis par les eaux. Juchées sur une tête de déesse, deux jeunes femmes voguent à la dérive. Apparition onirique, d'autant plus fantastique aux yeux de Stahr que dans l'une des jeunes femmes il a cru reconnaître le sosie, le double, de Minna, l'épouse idéalisée.

L'inconnue, vite retrouvée, s'appelle Kathleen. Elle est mince, diaphane, presque transparente. Un roseau Mais ce roseau prend racine dans une terre solide. Stahr qui se sent prêt à transférer sur Kathleen l'amour qu'il portait à Minna, qui voit en elle le moyen de ressusciter, de prolonger ce qui fut la grande réussite sentimentale de sa vie, met tout en œuvre pour la séduire. Kathleen accepte d'abord avec réticences. puis gentiment, tendrement, les avances de cet homme redouté et devant elle si peu redoutable. Un soir, dans la maison inachevée que Stahr se fait construire au bord de la mer - une maison qui n'a pas, qui n'aura jamais de toit - elle lui donne ce qu'elle peut lui donner : son corps. Scène dmirable, très érotique dans sa pudeur, où éclatent le romantisme foncier, l'ainnocence» de Stahr. Quand le jour se lève, celui-ci est en droit de croire que, cette fois encore, il a gagnė. Mais, quelques jours pius tard, il recolt un télégramme lui annoncant que Kathleen vient de se marier. La chimère n'était qu'une chimère. Kathleen est retournée dans sa vrale patrie : le réel.

Dans la nuit d'un studio désert

Héros typiquement fitzgeraldien, Stahr portait en lui une faille, une « félure », dont sa maiadle de cœur n'était que le symptôme physique. Après le départ de Kathleen, cette faille brusquement apparaît, devient béante. Stahr n'est plus lui-même, à moins, au contraire, qu'il ne retrouve sa vérité profonde, celle que masquait sa volonté de puissance. Très habilement, Harold Pinter a matérialisé cette mutation dans une scène, superbe elle aussi, au cours de laquelle Stahr affronte le délégué des scènaristes, un syndicaliste considéré par les patrons de la compagnie comme un dangereux communiste. Emporté par l'alcool (lui qui ne buvait jamais), incapable de maitriser la haine que lui inspire ce « rouge ». Stahr refuse de faire la moindre concession, nuis perdant tout contrôle, se lette sur son interlocuteur.

Echec. Scandale. C'est la fin de Monroe Stahr. Son règne est terminé. Ses adversaires n'auront pas plus pitié de lui qu'il n'avait, naguère, pitié des autres... Rezan



ARTS ET SPECTACLES

a arrêté son film là où s'arrêtait le manuscrit de Fitzgerald (c'est-à-dire, approxima-tivement, à la moitlé de l'histoire). Rejeté par ses pairs, le dernier nabab n'est plus qu'un homme abandonné, un « has been », qui s'enfonce dans la nuit d'un studio

Ce film est beau. D'une beauté tranquille. sereine, presque classique. Kazan le nerveux. Kazan le violent, penètre à pas feu-trés dans l'univers de Fitzgerald, il en assimile la douceur amère, le charme vénéneux, le romantisme naif, un peu fané. Limpide, mais sans éclats, très éloignée des stridences à la mode, sa mise en scène semble faire écho par sa subtilité, son approche délicate. « oblique », des personnages, son lyrisme contenu, ses ellipses et ses sous-entendus, au style du romancier. Fidélité qui n'empêche pas Kazan d'installer le long du récit ses miroirs personnels. Evitant ausi blen le piège de la nostalgie que ceiui de la satire, il pose sur le mirage hollywoodlen. sur les ll'usions du show-business, un regard affectueux et lucide. Derrière ce mirage, derrière le personnage de Stahr, derrière sa triste aventure amoureuse, c'est, en effet, le rêve américain qu'il entrevoit. Rêve dont il connaît, dont il dénonce la face obscure, ce vide, cette absence, ce néant dans lequel sombrent ceux qui lui ont sacrifié leur vie « Pour moi, Monroe Stahr est le produit-type du monde industriel », a-t-il dit. Brillant en affaires, mais incapable d'assumer sa vie privée.

Pour incarner les monstres sacrès de cette histoire. Kazan a fait appel à d'authentiques monstres sacrés : Robert De Niro (Monroe Stahr), Robert Mitchum (Brady, le producteur), Jack Nicholson (Brimmer, le syndicaliste), Jeanne Moreau (la star »), Tony Curtis (un comédien). Ray Milland (un avocat). Dana Andrews (un réalisateur). Les trois premiers remarquables, les autres plus effacés, mais parfaitement dirigés. Les rôles de Cecilia, la fille de Brady, et de Kathleen ont, en revanche, été réservés à deux inconnues. Theresa Russel et Ingrid Boulting C'est naturellement cette dernière qui avait la tâche la plus difficile. Elle s'en acquitte avec une grâce très l'itzgeraldienne, mais sans mystère ni rayonne-ment véritable. C'est la seule (et légère) faiblesse de ce film romanesque, grave et mélancolique, conduit de main de maître.

· JEAN DE BARONCELLL (Jeudi 14 april.)

D'UNE SEMAINE A L'AUTRE...

MARDI 12 AVRIL

PARIS. — Entretten télévisé de M. Giscard d'Estaing sur la politi-que étrangère française (lire pages 6 et 7). — M. Henri Marrou, anglen élève

— M. Henri Marrou, ancien eleva de l'Ecole normale supérieure, membre de l'Institut, professeur d'histotra du christianisme à la Sorbouns deputs 1945 et l'un des fondaleurs d'Esprit, critique musical sois le pseudonyme d'Henri Davenson, est décède à l'âge de soizante-douze ans, des suites d'une longue muladie.

MERCREDI 13 AVRIL

PARIS. — Le contenu des décisions prises par le consell des ministres en oe qui concerne la Sécurité sociale a été plus ample qu'on
ne l'avait envisagé. Le remboursement de plusieurs centaines da médicaments dits de c conjort » va
étres rétuit de 30 % et celui de queiques autres accru, en revanche, de
10 % : un forjett journailer de l'ordre de 15 francs sera institué dans
les hôpitaux; le taux des cottastions
d'assurance-malade est relevé pour
les salariés de plus de sotzante-cinq
ans et les salariés agricoles; les soins
dentaires seront mieus indemnisés
l'an prochain et l'assiette des cotisations sociales améliorde dans les
industries de main-d'œuvre.
A plus long terme, une réforme de
la gestion haspitalière est envisagée,
ainsi qu'une couverture différents
du coût des acotdents de la route.

Ces mesures suscitent, comme
prèru, de vices réactions syndicales.

PARIS. — M. Luchino Estelli-

prèru, de vires réactions syndicales.

PARIS. M. Luchino RevelliBeaumont, de de cinquante-huit
ans, directeur pénéral de Piat-France
et délégué du groupe Piat au Brésil,
a élé enteré morcredi 13 avril, devant
son domicle, 133, rue de la Pompe,
Paris-18- Cette action a été revendiquée dans une communication téléphonique à Europe 1 par un homme
se réclamant d'un e comité de déjeuse des travailleurs italiens en
France ».

TRIPOLL — La tension entre

Prance 3.

TRIPOLL — La tension entre l'Egypte et la Libye s'est encore accrue mercredi 13 avril. A Tripoli, une marche populaire de protestation e contre les complots du président Sadate envers le peuple libyen, sa rivolution et 323 réalisations 3 a eu lieu mercredi matin. a annoned la radio libyenne. Un meeting a ensuite lité organisé devant le Palais du peur ple, en présence du commandant Jalloud.

Salon Radio-Le Caire, les manifes-

tanis libyens ont sacagé le bureau de liaison égyptien à Tripoli, c'est-à-dire l'ambassade. La radio a accusé les services secrets libyens d'avoir organisé la manifestation.

Meraredi soir on apprensit de source sûre, au Caire, que les restortissants libyens se trouvant en Egypte ne sont plus autorisés à quitter la pays. La décision égyptienne concerne même les hauts fonctionnaires et les diplomates libyens en Egypte.

De nême source, on apprend que les ressortissants élyptiens travallant en Libye sont retenus dans ce pays et ne peuvent régagner l'Egypte. On compte queique cinq cent mille travalleure égyptiens en Libye.

JEUDI 14 AVRIL

PARIS. — L'abbé Pierre Bellégo, ouré de Saint-Séverin-Saint-Nicolas, a accepté, le 14 avril, la demande de M. Jean Guitton de surseoir à l'exécution de l'ordonnance de référé du le avril concernant l'évacuation de son église et a accordé un nouveau et utitme délai de sept fours qui coupants traditionalistes pour quitter let lieux comme le leur ordonne le jugement.

quitter les tieux comme le leur ordonne le jugement.

BRASCIJA — Le général Ernesto
Geisel a pris, par décret, une série
de mesures en vue d'assurer la victoire électorale du parti gouvernemental ARENA à l'automme 1878.
Le chej de l'Etat a notamment décidé que les gouverneurs et les
sénateurs à désigner l'année prochaine — soit un tiers de la Baute
àssemblée — seraient élus au vujfrage indirect par des collèges tout
utévoués à la jormation officielle.
Le pouvoir sussure ainsi, pratiquement, vingt et un sièges au
sénat; le Mouvement démocratique
brésilien — M.D.B., unique parti
d'opposition, ne peut guère espérer
avoir plus d'un élu dans l'Etat de
Rio-de-Janeiro.
Le général Geisel avait assumé des
pouvoirs exceptionneis le 1e² avril,
lors que le M.D.B. s'étatt opposé, au
pariement, à un projet de réforme
judiciaire. Le texte a finalement été
promulgué le 13 avril, après que le
Parisment eut été provisoirement
suspendu. Après quoi, le chej de
l'État a décidé que les Amembléss
pourraient reprendre leurs franquit
à partir du 15 avril:

JERUSALIEM. — M. Shimon Pérès,
ministre de la défense, n'attendra

somaines et chargeait son ministre de la defense d'assurer l'intérim de la présidence du conseil. Cette déci-sion, fondée sur un a avis motivé à du conseiller juridique du pouvernedu conseiller juridique du gouverne-ment, le projesseur Aharon Barak, a l'avanlage d'être à la jois conjor-me à la loi, qui interdit toute mo-dification dans la composition d'un gouvernement de transition, et aux voux de plusieurs ministres et d'une grande partie de la presse, qui com-mençaient à s'irriter de voir M. Ra-bin remplir sa charge de chej du gouvernement comme si rien ne s'étail passé.

WARHINGTON. — La production industrielle américaine a progressé de 1.4 % en mars, ce qui constitue le gain mensuel le plus élevé depuis dix-neuj mols. Elle avait déjà augmenté de 1 % en jeurier, après avoir baisse de 0.8 % en janvier en raison de la vayue de jroid. Ces résultats, qui tradusent la reprise de l'économie américaine, pourraient justifier la décision du président Carter d'abendonner son projet de ristourne fiscale. Cette décision a provoque une hausse de près de aeuj points de l'indice des valeurs industrielles américaines.

VENDREDI 15 AVRIL

PARIS. — Le « séminaire » de trente-sir heures, qui a réuni au château de Bamboullet les membres du gouvernement, a été presque entièrement consairé à l'examen de la politique économique et sociale, dans la perspective de la mise au point du plan pouvernemental de douze mois, qui sera présenté au Parlement le 26 april prochain. L'objectif général de ce plan sera, selon le président de la Bépublique, de « faire sortir la France de la crise ». Trois priorités présideront à son daboration :

« Poursuivre le redressement économique et financier, mener une auton déterminée en matière d'emplo, et continuer l'action en matière de progrès social. »

SAMEDI 16 AVRIL

PARIS. — M. Giscard d'Estaing a célébré la Journée nationale de l'arbre en visitant l'arboreium de Chevreloup (l'veines). Le chef de l'Elat a annoncé une série de me-pures concernant la protection de la nature.

A Paris comme en province la Journée de l'arbre a été marquée par de nombreuses plantations symbo-liques

Dimanche 17 Avril

MANULE. — Le référendum organisé le dimanche 17 avril dans treise provinces du sud-est des Philippines pour déterminer leur statut, a. d'entrée de jeu, été vidé de sa signification par la décision du M.N.L.F., (Moro National Liberation Front) de ne pas y participer. Le M.N.L.F., qui se bat depuis des années pour une autonomie de type jédéral, considère que cette consultation et e liégale » et non conforme à l'accord de cessez-le-jeu signé à Tripoli le 24 décembre 1978 par M. Misuari, son président, et les représentants de Manille.



du 14 au 20 avril 1977

Artaud «normalisé»?.

par Bertrand Poirot-Delpech

E 25 mai 1946, à la gare d'Austerlitz, deux hommes se quittent en s'embrassant, les larmes aux yeux. L'un s'appelle Ferdière, directeur de l'hôpital psychlatrique de Rodez il est venu rendre l'autre à la liberté, ou du moins à ses amis, après trois ans de soins. L'autre, visage supplicié par neuf années d'asile et cinquante de souffrances, regard de glace jetant le feu, c'est Artaud, qui va mourir en 1948 en poussant des cris inarticules, et ressuscitera vers 1990 en poète primordial. Fou ou génie ? Solgné ou rappelé à l'ordre ? Victime d'un médecin ou suicidé de la société ? Ce vieux débat, rajeuni depuis vingt ans par caux de l'anti-psychiatrie et de l'internement, deux livres le rouvrent à point nommé.

Nouveaux Ecrits de Hodez doit être rangé auprès des

tomes X et XI des Œuvres complètes comportant les Lettres de Rodez. On y trouve six correspondances inédites de 1935-1937, une curiouse adresse à Pierre Laval datant de 1943, quelques traces des rares travaux littéraires entrepris pendant la guerre, mais surtout une quarantaine de lettres au docteur Ferdière, que celui-ci était découragé de livrer tant qu'on l'accusait d'avoir voulu « redresser » le poète.

E procès dure encore. Il court le long du numéro spé-cial de la revue Obliques, notamment sous la plume de Michel Sicard. Artaud aurait été victime d'une normalisation - psychiatrique comparable, en moins délibérée,
 à celle que subissent les « dissidents - acviétiques.
 Certains des Nouveaux Ecrits de Rodez renforcent cette

thèse. Les comportements qui y sont évoqués ne paraissent pas justifier l'internement. Roter à table, cracher par terre, parier tout seul ou s'étendre à l'église de tout son long, ne constituent pas le danger pour les autres ou pour soi que requient la loi, surtout de la part d'un acteur qui a toujours cultivé ce genre de provocation, et en a même tiré sa théorie du théâtre. Offrir ses services au gouvernement - la lettre à Laval — ne signe pas davantage la démence, ou alors c'est par milliers que les politiciens mériteralent la camisole. Artaud dit sûrement vrai quand il jure n'avoir jamais laissé échapper • un geste inconscient - ; ne serait-ce que parce qu'il écrit, et qu'un écrivain, comme l'observe Barthes, est toujours un peu plus truqueur que fou.

On souffre donc qu'au nom des règles du moment, médicales sinon poétiques, l'interné de Rodez subisse vers 1943 une cinquantaine d'électrochocs. On s'indigne que, pour s'y soustraire, il raffine, tel un enfant battu, sur la morale et la dévotion de la bonne société, alors qu'il ne cesse de considérer son « mal » comme fondateur de poésie et de religion à l'égal de ceux de Rimbaud et du Christ...

AlS ces alternances de docilité régressive et de révolte font partie d'une certaine pathologie que les praticlens connaissent bien. En accueillant Artaud à la demande de Desnos, Ferdière prend sciemment le risque d'être traité un jour ou l'autre de persécuteur. Nerval, déja, accusait les médecins de vouloir borner le « champ de la poésie ». Or l'auteur du Pèse-Nerfs, en 1943, est au moins aussi maiade que celui d'Aurélie. Le détandre de tout égarement de l'esprit équivaudrait à troquer un prêjugé pour un autre, comme le remarque Breton fui-mêm Dès l'âge de etx ans, l'« insondabilité de son moi » lui

terre ». A vingt ans, la rupture est consomm son corps et son âme. À vingt-quatre, en 1920, il recourt de lul-même à la psychiatrie. C'est un véritable crucifié qui oppose en 1924 à l'esthétique raisonnable de Jacques Rivière, puis aux folles provoquées des surréalistes, sa difficulté radicale d'être et d'écrire. Théâtre et poésie ne sont pas pour fui des pratiques choisies, méditées, mais des tentatives pour rendre supportable le martyre de la condition humaine, des signes de supplicié sur un bûcher. Changer la vie ou crever !

NE lettre inédite des Nouveaux Ecrits - de 1935, à une . amle voyante — résume blen son atroce alternative : - Accomplir me mission extraordinaire sur le plan de l'esprit et des œuvres..., ou mourir empoisonné et saul. » En ce qui concerne la « mission extraordinaire », la revue Obliques donné de nouveaux motifs de la juger remplie. Mais il était sans doute inévitable qu'elle se payât de souffrances accrues, et des répressions que l'on sait : abus d'oplum

Nouveaux Écrits de Rodez» d'ARTAUD

Artaud, par la revue « Obliques »

pour calmer les migraines, désintoxications (1935), épisode délirant de Dublin (1937), où Il prétend restituer aux irlandais une - canne de saint Patrick - ayant appartenu au Christ, Internement au Havre, puis à Sainte-Anne (1938), et à Ville-Evrard de 1939 à 1943. Le poète compte déjà six ans d'asile quand il arrive à Rodez. Il est amalgri et édenté par les privations de l'occupation. Il n'a guère écrit depuis la relation de son voyage au Mexique chez les Tarahumaras.

Le docteur Ferdière peut estimer à bon droit qu'il lui rend au moins des forces physiques et une certaine envie d'écrire, en lui suggérant des traductions de Southwell et de Lewis Car-roll. Et s'il est vral que la liberté et les drogues retrouvées en 1946 permettront un sursaut créateur — Artaud le Momo, Var. Gogh le suicidé de la société, Ci-Git, Pour en tinir avec le jugement de Dieu, — elles n'empêcheront pas l'affreux fiasco de la conférence du Vleux-Colombier en janvier 1947, nì les psalmodies effarées de la fin, dans le taudis d'Ivry.

R len de plus vain que d'attribuer à une cause extérieure, et à une seule, les dérèglements de cette ampleur. La toxicomanie n'est elle-même qu'un effet parmi d'autres, et l'abstinence sexuelle, qui passe pour un signe de maladle mentale, a précédé l'isoiement asilaire. Les Lettres de Rodez ne font que reprendre et accentuer les préventions qui ont conduit au vœu de chasteté de 1934. La coupure que ce vœu sanctionne entre l'âme et le corps, et dont Michel Camus repère lumineusement les métaphores dans Obliques, prend seulement un sens un peu plus religieux qu'au temps de la symbolique « canne de saint Patrick ».

Encore la chair représente-t-elle moins un péché contre

la pureté pronée par l'Eglise que contre son viell idéal du corps sans organe et d' - auto-engendrement -. Si son dernier mot, en matière religieuse, est de renlement et de blasphème, si une lettre de mars 1947 voit dans la Révélation chrétienne l'ignoble concrétisation sexuelle de toutes les fausses énigmes psychiques », on ne peut pas dire que sa ferveur des années d'aslie lui a été imposée. Il entrait dans la logique de son mai d'adhérer à ce que la foi de son enfance dit de la souffrance et de l'expiation. Il n'avait nul basoin qu'on lui suggère l'identification au Christ du Golgotha, telle qu'elle est proclamée dans l'Adresse au pape de 1946. Son propre calvaire le préparait à cette mystique, qui n'est peut-être pas d'un janséniste. comme le suggère, après Mauriac, le présentateur des Nouveaux Ecrits, Pierre Chaleix, mais assurément d'un héros métaphysique, épris de transcendance poétique, jusque dans l'athéisme. « Avec moi, crie-t-il, c'est l'absolu ou rien ! »

qu'on se réclame ou qu'on ose seulement trancher d'Artaud Au-delè des philosophies et des logiques, qu'il exècre, le théoricien hagard de la « cruauté » est vraiment passé de l'autre côté », selon le mot de Breton : là où les distinctions entre génie et maladie n'ont plus de sens. La raison » qu'on peut lui objecter n'est jamais qu'une schizophrénie qui se fonde « autrement », comme l'a montré Foucault et comme le rappelle Jérôme Peignot, dans Obliques. Le mot même de « fou », à chacun de décider s'il est chargé d'infamie ou de splendeur.

Seule certitude : le poète ainsi défini devient, par sa fragilité même, un révélateur de l'étau invisible où la collectivité enserre l'individu. Ce n'est pas par pure hallucination que le pensionnaire de Rodez, après tant d'autres « fous », redoute l'action de sectes envoûtantes. Sa lucidité supérieure, comme celles de Villon, Poe ou Van Gogh, attire sur lui les « colères errantes - de l'époque en mal de boucs émissaires, et des tertuffes de l'infamie - Lettre à Breton, - mais aussi des ripostes plus sournoises que les élecctrochocs d'il y a trente ans ou les neuroleptiques qu'on ne manquerait pas de lul administrer aujourd'hui...

UELQUE part -, — comme on dit beaucoup ces temps-cl seion une mode qui n'est pas fortuite, le poète-fou ressent mieux que personne la dictature rapace de la société et de sea codas sur notre être le plus secret. Si Artaud ne s'est jamais approprié sa vie, c'est, confie-t-il à Ferdière, à cause d'une « force occulte qui est dedans, maniée par un certain nombre d'êtres pas morts, pas en vie ». A. F. Delanglade, il précise en 1943 : « Le corps où nous sammes n'est qu'un produit d'emprunt où nous sentons vivre avant nous la conscience de tout le monde; nous y sommes comme dans un carrefour habité par tout le monde et où la conscience impure de tout le monde se prélasse comme dans une maison de rendez-vous.=...

La voilà la seule vraie aliénation, la - grande cymbale abruote et barbare » !

(Vendredi 15 april)

* NOUVEAUX ECRITS DE RODEZ, d'Autonin Artaud, Gallimard, 194 p., 39 f. ard, 194 p., 39 F. * ARTAUD, revue OBLIQUES nº 18-11, fd. Borderie, 360 p., 125 F.

La France, terre d'élection de la S.F.

Vingt-cinq collections, trois cents titres en une seule année, cette nouvelle littérature en prise sur notre temps nourrit aujourd'hui le goût du romanesque entre douze ans et vingt

EPENDANT, malgré son succès, la science - fiction demeure toujours marginaie. Que ce soit à cause du mot « science » qui a toujours effarouché les littéraires, des lecteurs qui se cantonnent dans le déjà-lu ou du petit peuple de la S.F. qui s'enferme dans son ghetto, le passage ne se fait pas ; ses adversaires demeurent irréductibles. Il s'agit en fait d'un épisode de la guerre cultu-relle secrète que se livrent les tenants de l'imagination au pouvoir et ceux de la forme pour la forme. Car. si la science-fiction est une littérature, son succès est d'origine populaire. Son formidable essor aux Etats-Unis entre les années 25 et 50 vient autant de son aspect novateur que de sa facilité de lecture. Il y a à peine une vingtaine d'années qu'un certain nombre d'écrivains se sont préoccupés de redonner au genre la dimension formelle'qu'il avait du temps de Jules Verne et d'Eerbert G. Wells. Cette tendance, depuis. n'a fait que s'accentuer, mais la mauvaise réputation demeure. C'est ce qui explique l'extraordinaire confusion qui règne aujourd'hui au sujet de la science-fiction ; sous prétexte de concurrence, des éditeurs publient les œuvres dans un invraisemblable pêle-mêle chronologique, comme on pourrait proposer dans la même collection du Sartre et du Delly, ou font récrire d'anciens romans dans le style actuel. Une tourfiction peut aider à séparer le bon grain de l'ivraie.

En publiant le premier magazine spécialisé dans l'étrange, en 1953. Fiction (traduit en partie de l'original américain), les éditions Opta avalent déclenché la

téraire français laquelle pa totalement inapercua. Rapidement, en plus des textes d'une qualité indiscutable, Fiction se ésenta comme le centre animé d'un débat entre lecteurs, auteurs et exégètes. Aujourd'hui, les deux cent cinquante premiers numéros de la revue, par leurs articles critiques, leurs études fondamentales, leurs nouvelles et leurs romans, constituent le document le plus éclairant sur le domaine de la science-fiction.

C'est à partir de cette revue et de Galaxie, que cette maison d'édition fit paraître ensuite, et soutenues par elles, que sont nèes chez Opta quatre collections régulières : « Club du livre d'anticipation s, e Antimondes », « Nébula » et « Galaxie bis a, qui offrent une gamme d'œuvres allant du feuilleton de bonne qualité au roman classique, de A.E. van Vogt à Th. Sturgeon et, plus récemment, à des textes d'avant-garde, français et étrangers. Cette tache de découvreur s'est manifestée notamment par la traduction de Philip K. Dick, Philip J. Farmer, John Sladek, Raphael Lafferty, qui comptent parmi les initiateurs d'un style de 8.F. plus aventureux que celui des pionniers sur le plan des idées et de la forme.

Si Fiction s'attachait à promouvoir une science-fiction litteraire, les éditions du Fleuve noir, dès 1951, se consacraient à l'évasion. La collection « Anticipation a représente aujourd'hui sionnants rayonnages de bibliothèque chez les amsteu inconditionnels, mais, maleré le charme suranné des couvertures. peu de titres penvent être sauvés. Pourtant, c'est dans le cadre de cette production de série que des écrivains français purent s'essayer à la discipline du roman populaire et y réussir, comme Stéphane Wul. Kurt Steiner. Gilles d'Argyre, Pierre Suragne et Alphonse Brutsche.

A la même époque parut le « Rayon fantastique », mort d'une association contre nature entre ses directeurs conduit aujourd'hui la collection «Super-fiction a, chez Albin Michel, qui en est le prolongement. On y trouve s de ces ceuvres ruisselantes d'imagination qui firent les délices des premiers «fans» de

textes plus évolués, comme ceux des frères russes Strougasky ou d'Arthur Clarke, qui se rattachent au courant « scientifique » du genre. Mais, parmi ces grands

anciens, la collection qui permet de se faire l'idée la plus précise de l'éventail extraordinaire de thèmes qu'offre la littérature de S.F. A travers le monde s'appelle « Présence du futur », créée en 1954 ches Denoël sous l'impulsion d'intellectuels français. Depuis Ray Bradbury, Howard P. Lovecraft, premiers auteurs à opérer une percée dans les colonnes de la presse littéraire, jusqu'à Brian Aldisa on Thomas Disch, maitres à penser de la science-fiction moderne, « Présence du futur » constitue une sorte d'anthologie du genre. Malheureusement, son ancien directeur littéraire ne dissimula jamais l'ennui qu'il éprouvait vis-à-vis de la science fiction : aussi, sur les deux cent trente volumes que comporte la collection, faut-il compter beaucoup d'œuvres mineures. Depuis on départ récent, « Présence du futur > semble retrouver un second souffle.

C'est pour reprendre le rôle délaissé pour un temps par « Pré-sence du futur » que fut créée a Aflicurs et Demain », en 1969, aux éditions Robert Laffont. Après une première période de productions inégales, la collection a trouvé son équilibre entre un classicisme dynamique et des cenvres de recherches axées surtout sur les idées. Son bestseller, Dune, de Frank Herbert (environ 30 000 exemplaires), est la nouvelle bible des écologistes. Autres écrivains de taille dans le domaine angio-saxon : John Brunner et Ursula Le Guin, dont les romans se situent à la pointe de la science-liction contemporaine. De plus, « Ailleurs et Demain » s'est spécialisée dans la publication d'auteurs français qui n'avaient plus de support pour se faire éditer depuis les années 60, où intervint la première crise de la science-fiction Parmi eux André Ruellan Gérard Klein, Michel Jeury et Pierre Christin semblent capables de faire renaître cette science-fiction française dont la tradition remonie aux sources du roman.

Les critères de sélection de la collection « Dimensions », née en

differents. Il s'agit plutôt ici d'explorer la dimension littéraire de la science-fiction. Candu Man. de Vincent King, le Monde innerts de Christopher Priest et l'Enchdssement, de Ian Watson, s'avèrent comme des œuvres d'un ton absolument nouveau En plus de cette vocation à révéler de jeunes auteurs de l'école spéculative, influencés par le surréalisme, les théories de Raymond Roussel ou les techniques du nouvesu roman, «Dimen-sions» publie des textes d'écrivalus en pleine maturité comme John Ballard (Crash) et Stanislas Lem (le Congrès de futurologie). qui se situent aux confins de la science-fiction et de la littéra

ture d'avant-garde. Enfin, nee pour d'autres buts spéculatifs, créée aux éditions Champ libre en 1975 «Chute libre» s'est délibérément placée sous le signe du scandale et de la provocation, ce qui n'est pas un mal en soi. Par ses convertures sexuées, ses tittes chocs et se traductions argotiques, cette col-lection a malheureusement entretenu l'illusion qu'il existalt une science-fiction inconnue dont elle constitueralt le fer de lance En réalité, si les œuvres de Farmer, Spinrad, Dick et Ballard dont les noms sont au catalogue d'autres éditeurs, avalent été correctement traduites, le public s'en serait mieux porté.

L'idée d'introduire de la science-fiction au milieu des parutions courantes des éditions a J'ai lu s fut un essai concluant. En effet, alors qu'on comptait traditionnellement vingt mille lecteurs pour un livre du genre, brusquement, en ôtant simplement le label S.F., cette collec tion de poche permit au Mondes des non A, de A.-E. Van Vogt, livre pourtant difficile, d'atteindre un tirage de 100 000, puis de récissite qui s'est confirmée avec la publication des grands écrivains du fonds Th. Sturgeon, C. Simak, I Asimov. R. Matheson, d'anthologies des magazines des années 25 et 50, puls de textes plus modernes Philip K. Dick, Kurt Steiner, Michel Demuth, Dominique Donay. Ce bond en avant des chiffres de vente, ainsi que les efforts faits par ailleurs pour donner au public des romans de haute tenue, sont la cause essen-

La prospérite de « J'ai lu » a fait tache d'huile. Les éditions Marabout, qui publiaient de la sciencefiction depuis 1962, augmentérent la fréquence de leurs parutions. proposant aussi bien des classiques comme Van Vogt ou Paul Anderson, que des auteurs francais anciens comme Ernest Pérochon et José Moselli, ou contemporain comme Daniel Walther.

Les éditions du Masque entrèrent dans la ronde en 1974 en proposant des romans d'aventure de bons auteurs américains. Au-

Pocket s'y apprête, dont les programmes semblent alléchants. On le voit, par ce bref tour d'horizon des collections de science-fiction, dont le nombre vient d'être porté à vingt-cinq, cette littérature s'est développés sur tant de plans différents qu'il paraît aisé de prévoir des changements d'optique à la surface de notre planète littéraire, A moins de s'obstiner à consi-

dérer que la Terre est plate.

PHILIPPE CURVAL (Vendredi 15 avril.)

vient de paraître

JOSEPH JOFFO: Baby Foot. - La suite des souvenirs romancés de l'auteur du Sas de billes, dans le Paris de la France er de la libération. (J.-C. Latris, 256 p., 35 F.) CECILE AUBRY: Je Waves put penté à soi. - Celle qui fut « Manon » à l'écran, puis écrivit de nombreux ouvrages pour la jeunesse, s'ausche ici à évoquer

toujours recommencée. (Julliard, 290 p., 40 FJ CATHERINE DASPREMONT: Olymps et le prince. - Un roman d'aventures on temps de Catherine de Médicis, avec enlèvements, sequentration, haine et jelousie. (Williams. 495 p., 35 f.)

a vie sentimentale d'une lemme.

ROGER-GERARD SCHWARTZEN-BERG : l'Etat spectacle. — Col-laborateut du Monde, délégué général du Mouvement des radicaux de gauche, l'auteur de Socsologie que analyse les éléments du « sext-system » appliqué à la po-litique (le hèros, le leader de charme, le père' et ses conséquen-ces : la fin de la démocratie.

(Flammarion, 520 p., 42 F.) CLAUDE BOURDET : PEwore sraquée. - Partisan de l'Europe, Claude Bourder refuse la fausse Europe des neul nations, super-Etur qui se révélers un système de contrôle supranational, pour une Europe plus large er pl saine. (Seghers, 240 p., 32 F.)

ELISABETH ANTEBI : Droit d'ailes

em Union tortisique. — Le problème des internements psychis-triques en U.R.S.S. depuis la fin de la terreur sulinienne, à parcir d'entretiens avec les principales victimes de cet arbitraire et une dizaine de psychiatres soviétique en Israel, en Amérique, en Europe, et même en U.R.S.S. Préface de Eugène Ionesco. Julliard, 285 p.

Pédagogie BERTRAND SCHWARTZ : Use autre étole. -- Ancien, directeut de l'Ecole der mines et de l'Institur pour la formation des adules, l'aureur élabore ici un projet de réforme concrète de l'éducation, débouchant sur un système qui ferait alterner des situations

enseignants et proticiens servieur

associés, à l'école et sur le sus.

Préface de Pierre Manroy (Flammarion, a la Rose an poing », 260 pages, 28 FJ

FRANCO BASAGLIA : Qu'est - 00 que la psychiatrie? - Publié pour la premiere fois par les services de l'administration provinciale de Palerme, ce livre a marqué l'onverture d'un début passionné sur La simuation de la psychiatrie Priface de Mario Tommasiul. Triduction de Robert Maggiori. (P.U.F. « Perspectives caniques », 320 p., 59 F.)

to d'arrêter une épreuve de meurtriere et d'offrir à the the issue bonorable?

At lois dejs dans le passé les

Miles de l'Etat. mais, le moins

Le buisse dies du 14 au 20 avril 1977

N vérité, ses amis Blin et Adamov ont raison de refuser

(publicas argentins

legical kas agression

international ?

LIKE PAGE 68

ar actable

and broppy

in anerre

t t cent

ognis de la

i intivité de

...r. nietnemis

minus til -ont.nest

with in Participa composit

met metter - malti-

due les comments de l'op-

Ord a apper mirel à une

mentale dans took to pass

End appear of the Augenom :

wie de provier ministen

stion de nouvelles élec-

ment de la montre el-

ppele come era untre un

getien der er milieux

stell of it is a mayerne

a econo de mendiantes el

mistative, he permiter that

pleage course the propositions

management presentation par le

sie ministre, et adversaleer:

sent on virt. . inel & ta. ume sainte er er be le regime. dimi que M. Minute n's baff

Bur Desemblet a set garage entgement doenericen ein. En verenche il pro-

₩ me de nogsell > ele**ctions**. mile arest lieu, etant m que l'orgonition, qualifiant

utation in the male

under attention vent hoyestie

Breits recion : renu treis

s plus their i. consultation

male 2 and 1 mm donte été

det no minimum un zele des

Bats dy P.P.C. et de certains

menaires. I urefois, il m'est

men certain que le parti

ammentii et : perdu des

de parfeitem et regulières.

Labrito ann. : pa en appor-

t b preuve et desarmer ses tantes en fai-ant practier

recent a ma nouveau scrutio

de teztrole du pouvoir judi-

te et de l'armes, comme le la l'opposition. Mais il s-

montre ça il entendali avant

a maintenir a tout prix au

Mir Cenes. C : laché du lest

mammen: 2:40upli la loi

dennt la liberté des publi-

Mais il existe encore

de discositions entra-

amidemblement la liberté

logan conner ! herbe sous le

dene opposition - au de-

atal heteroclice — composée

lesential Les groupes

anieurs et rigoristes reli-

den d'un e pocseil islamique »

de mettre en accord in

Selien pukistanaise avec In

d'Argent Mais, comme les

inererables par les res

t the da gouvernement se,

the dos an mur. Ce grand

blose dire, est qu'ils n'ont le meilleur souvenir.

de l'opposition.

dimanche 17 avril la for-

methyper a macharite.

mel ie log, destaement de

selections were partisans the population of postenic et

gar limi

a later. Le-

of today in

prairie de la

(Mante Salle i.m.

chiefs out

propried are is seine internationals of da library schemes of magazine schemes of magazine schemes of the schemes of t tenta de vie chica la développent lour proje Par une almostra table, l'opinion popul les circuse de molécule de distante de contrate de contrate de contrate de de contrate de discontrate de discon

continues

Or la politique de note

que noté menore depais

décembes d' de chabites

fidelité de la France La tion et à ma tole desse la

Comment of the commen handoe ziasi que d'assurer l'abbition de l'alcool et des denies ces initiatives ont été

bade roit see ambitions naals politiques. a Mon crime.

de décharer a « Newsde declarer a « News-mals enfants un leader de ma he positions des deux camps her issent irreconciliables. À d'une nouvelle concession Phatio, que ses compadisent c imprevisible » chel lation de l'armée — due the da sourcement on inajor en prennent l'initia-cernit-elle la seule un-

Sélection hebdomadaire du journal «Le Monde»

Page 12